

PROLÉTAIRES DE TOUTS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

9^e Année

Volume 9 - N^{os} 2-4

SOMMAIRE

EDITORIAL :

Le réarmement des « Atlantiques » et ses conséquences.

Barcelone - Le Moyen-Orient

Tchen Dou-Siou, le père du communisme chinois

Pierre FRANK. — La classe ouvrière française passe de la défensive à l'offensive.

Une étude sur le leader des mineurs américains

JOHN L. LEWIS

par Harry FRANKEL

Livio MAITAN. — Remous dans le P.C. et chez les socialistes en Italie.

Tribune de discussion du 3^e Congrès Mondial
M. PABLO. — Où allons-nous ?

*Et les livres, documents et nouvelles
du mouvement ouvrier et de l'Internationale.*

FEVRIER-AVRIL 1951

(paraissant tous les 2 mois)



SOMMAIRE

EDITORIAL

Le réarmement des « Atlantiques » et ses conséquences 1

NOTES EDITORIALES

La grève générale de Barcelone 8

La crise dans le Moyen-Orient 10

La conférence des suppléants au Palais Rose 11

Les hommes qui ont forgé notre Internationale : Tchen Dou-Siou,
père du communisme chinois 13

Murry WEISS

Le conflit entre le gouvernement et la bureaucratie syndicale
aux Etats-Unis 16

Pierre FRANK

La classe ouvrière française passe de la défensive à l'offensive. 13

Harry FRANKEL

John L. Lewis 26

Pavel POSEL

Le Guépéou épure le P.C. tchécoslovaque 35

Livio MAITAN

Remous dans le P.C. et chez les socialistes en Italie 37

Discussion préparatoire au 3^e Congrès Mondial. — Michel Pablo :
Où allons-nous ? 40

LES LIVRES

A. SEN. — L'Inde devant l'orage, par Tibor Mende 51

Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale 54

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

IV^E INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif International de la IV^e Internationale

éditorial

Le réarmement des "Atlantiques" et ses conséquences

Tout comme dans les années 1935-1938 qui précèdent la deuxième guerre mondiale, l'économie capitaliste est à nouveau essentiellement orientée sur une *économie d'armements*, en attendant de se transformer en une véritable *économie de guerre*.

A l'époque, cette orientation avait comme causes *spécifiquement économiques* la nécessité pour tous les pays capitalistes touchés par la grande crise de 1929-1933 de suppléer au manque de débouchés extérieurs par l'élargissement des débouchés intérieurs et d'éviter ainsi une rechute dans la dépression et la crise.

L'*économie d'armements*, intéressant par son ampleur de nombreuses branches de l'activité industrielle, exigeant une main-d'œuvre abondante et offrant des possibilités accrues d'investissements de capitaux, devient, dans l'évolution du capitalisme décadent, une branche de plus en plus importante de son fonctionnement économique fondamental. La préparation économique et la fonction économique de la guerre elle-même deviennent, à l'époque impérialiste, une caractéristique essentielle du fonctionnement du régime capitaliste.

Déjà, dans sa réponse aux critiques révisionnistes de Bernstein, Rosa Luxembourgeois avait eu l'occasion de souligner la fonction économique du militarisme qu'elle considérait comme « le genre de placement le plus important tant pour le capital financier que pour le capital industriel » (1).

Cependant, cette fonction parasitaire qu'on pouvait discerner même avant qu'éclata la première guerre mondiale, n'a pris une ampleur littéralement colossale qu'à la suite de cette guerre et au fur et à mesure que le régime capitaliste dans son ensemble s'est trouvé plongé dans une décadence irrémédiable et accélérée.

Entre 1935 et 1938 l'*économie d'armements* s'est traduite par une apparence de reprise économique pour les principaux pays capitalistes, et en particulier l'Allemagne hitlérienne. Mais ses développements fatals n'ont pas tardé à se

(1) « Réforme ou Révolution », p. 39.

manifeste. Dans la stricte logique d'une telle économie, il n'est pas difficile d'apercevoir qu'à partir du moment où l'économie d'armements atteint une certaine ampleur, il n'est plus possible au capitalisme ni de revenir en arrière sans faire éclater la crise ni de se contenter indéfiniment d'une telle économie. L'économie d'armements, en tant que moyen d'élargissement du marché intérieur, voit ses limites atteintes quand la demande se trouve « stérilisée » par l'augmentation des prix ou des impôts, qui accompagne en général un blocage plus ou moins strict des salaires. D'autre part, à partir d'un moment *optimum*, il deviendrait insensé de continuer à produire des engins pour une armée déjà suréquipée. Le passage à l'économie de guerre proprement dite, qui se réalise dans la guerre elle-même, devient alors nécessaire. Seule la guerre peut consommer la production de l'économie d'armements, recréer de nouveaux besoins de toute sorte et par conséquent de nouveaux débouchés aussi bien intérieurs qu'extérieurs. D'autre part, par la guerre, les puissances capitalistes *repartagent* au détriment des vaincus le marché international.

À la différence de ce qui s'est passé dans les années 1935-1939, les pays capitalistes de l'actuelle « communauté atlantique » ont renforcé leur politique d'armements à un moment où leur économie paraissait être en expansion et loin de la menace d'une crise. Mais en réalité celle-ci existait déjà à l'état latent et aucun pays capitaliste, à commencer par les U.S.A., ne se faisait d'illusion sur les possibilités réelles d'étendre ou même de maintenir l'activité économique dans un marché mondial amputé d'une grande partie de son domaine colonial et semi-colonial, à la suite des révolutions asiatiques et de la formation du glacis soviétique européen.

Pendant toute l'année 1949 et une partie de l'année 1950, l'économie américaine s'est maintenue à des niveaux moyens inférieurs à ceux des années précédentes, subissant des chutes fréquentes, dont elle ne se relevait chaque fois que pour s'essouffler à nouveau au bout d'un certain temps. L'économie des pays capitalistes de l'Europe occidentale (2), d'autre part, semblait avoir atteint un plafond (3) en 1949, et ceci grâce à l'aide ininterrompue de l'Amérique. Les prix mondiaux, en particulier ceux des U.S.A., étaient orientés à la baisse au milieu de 1949 et n'ont repris un cours fermement ascendant qu'à la suite de la guerre de Corée.

C'est « l'accroissement des dépenses nécessaires au renforcement de la défense » qui a « stimulé » (4) l'économie américaine dans la dernière partie de l'année 1950 et lui a prodigué l'élan qui l'a caractérisée depuis lors. L'indice de la production industrielle qui s'établissait d'après les estimations du Federal Reserve Board, à 179 à la fin de 1949, est passé à 215 à la fin de 1950, faisant un bond de 16 points environ entre juin et octobre 1950.

Il ne faut cependant pas mesurer les conséquences « stimulantes » du réarmement sur les autres pays capitalistes à partir de l'exemple américain. L'ascension actuelle de la production des U.S.A. s'explique par des raisons spécifiques qui tiennent à l'ampleur du programme de réarmement américain, à la capacité de production et aux possibilités d'approvisionnement en matières premières de l'industrie américaine.

Dans tous les autres pays capitalistes qui gravitent de plus en plus strictement autour de cette masse capitaliste fondamentale, et qui par conséquent sont forcément entraînés dans les mouvements économiques et politiques importants de cette masse, l'économie d'armements aura des effets plutôt contraires sur la

(2) Sauf l'Angleterre et l'Allemagne occidentale qui, chacune pour des raisons spécifiques, ont pu retarder ce moment jusqu'à ces derniers temps.

(3) L'industrie lourde surtout risquait de voir son marché « saturé », une surproduction se faisant déjà menaçante.

(4) Bulletin d'Informations économiques U.S.A. (10 janvier 1951).

production : elle permettra tout au plus, là où ne se produira pas un net recul, le maintien d'une activité voisine des niveaux actuels, activité plus strictement que jamais dépendante des U.S.A. (5).

Examinons cependant ce que représente exactement l'effort de réarmement actuel de la « communauté atlantique », ce que celle-ci espère de cet effort et ce qu'il peut en résulter réellement.

Les dépenses dites de « défense nationale » de l'Europe occidentale, des U.S.A. et du Canada sont restées à leur niveau de 1948-49 jusqu'au milieu de 1950, totalisant 16,5 milliards de dollars environ (6). Sur ce total, les dépenses de l'Europe occidentale se chiffraient à 5 milliards de dollars environ, soit une somme largement supérieure à l'aide globale américaine accordée au titre du Plan Marshall en 1948-49. L'Europe occidentale débarrassée du fardeau des armements et de ladite « défense nationale » était en mesure de se libérer de sa dépendance à l'égard de l'Amérique dès 1948-49.

La guerre de Corée a provoqué un tournant brusque dans la politique et l'économie des pays capitalistes. Aux U.S.A. elle a agi comme un puissant catalyseur, qui a permis aux pires forces réactionnaires militaro-économiques de mettre en marche la machine de guerre, afin de ranimer dans l'immédiat l'économie américaine, d'autre part la conquête d'un monde menacé par l'extension des révolutions coloniales, ainsi que la reconstruction d'un marché mondial dominé par Washington.

Pressées par Wall Street, les capitales des pays de l'Europe occidentale ont bientôt suivi le même mouvement vers une économie d'armements dont l'amplification progressive est illustrée par les données suivantes :

Aux U.S.A., les dépenses dites de « défense nationale », auxquelles, de l'avis même de l'*Economist* (20 janvier 1951) il faut maintenant inclure les crédits Marshall, passent de 17,7 milliards de dollars en 1949-1950 à 26,8 milliards en 1950-51, et à 52 milliards en 1951-52.

Au Canada, 350 millions de dollars en 1949-50; 570 millions en 1950-51; 1.600 millions en 1951-52 et 3.400 millions en 1952-54.

En Grande-Bretagne, 740 millions de livres en 1949-50; 859 millions en 1950-51; 1.300 millions en 1951-52; 1.600 millions en 1952-53 et 1.800 millions ou plus en 1953-54. (*The Economist*, 24 février 1951.)

En France, 350 milliards de francs en 1949-50; 420 milliards en 1950-51 et 740 milliards en 1951-52.

En Italie, 250 milliards de lires en 1949-50; 296 milliards en 1950-51 et 740 milliards en 1951-52.

En Belgique, 125 millions de dollars en 1949-50; 133 millions en 1950-51 et 250 millions en 1951-52.

(5) En accaparant aux prix forts et en stockant les matières premières, l'économie monopoléuse des U.S.A. exerce un contrôle plus rigoureux que jamais de l'économie capitaliste mondiale. Non seulement la hausse résultante des prix étrangle l'industrie des autres pays capitalistes, en lui imposant de sévères restrictions, mais la répartition de certaines matières premières au gré des U.S.A. est telle que la continuation de la production industrielle dépend réellement souvent de leur volonté. Les U.S.A., dans le courant de 1950, sont devenus, pour la première fois dans l'histoire du capitalisme, le plus grand pays importateur, surclassant l'Angleterre. Ils ont stocké d'énormes quantités de matières premières (caoutchouc, étain, zinc, autres métaux non ferreux, laine, etc.), indispensables à la marche de toute l'industrie. Souvent, selon la tendance classique de l'économie monopoléuse, ils ont acquis l'exclusivité des

matières premières à leur source même. D'autre part, les U.S.A. produisent sur leur propre sol un très grand nombre de matières premières; sur celles-ci aussi leur économie actuelle d'armements a établi un strict monopole.

Les pays européens doivent se contenter de la quantité de matières premières que les U.S.A. veulent bien leur accorder et aux prix qu'ils leur imposent. Ainsi on a fait grand cas récemment à Londres du soufre, matière première nécessaire à l'industrie anglaise et dont 90 % des exportations dans le monde proviennent des U.S.A. En réduisant les quantités jusqu'à présent accordées à l'Angleterre, les U.S.A. sont en mesure, par cette seule matière première, de provoquer la paralysie d'une grande partie de l'industrie anglaise.

(6) Bulletin of the Oxford University - Institute of Statistics (nov. 1950).

Aux Pays-Bas, 223 millions de dollars en 1949-50; 259 millions en 1950-51 et 400 millions pour les années suivantes.

Par rapport au revenu national de ces pays, l'effort de réarmement suit la tendance suivante :

Pour les U.S.A., de 7 % à 15 % (fin 1951) et à 17 %-20 % pour les années suivantes; pour le Canada, de 3 % en 1949-50 à 10 %; pour la Grande-Bretagne, de 7,4 % en 1949-50 à plus de 12 % pour la fin 1951 et à plus de 17 % pour les années suivantes; pour la France, de 5 % à 10 %; pour l'Italie, de 4 % à 8 %; pour la Belgique, de 2,5 % à 6 %; pour les Pays-Bas, de 6,1 % en 1949-50 à 6,7 % en 1950-51 et à plus de 10 % pour les quatre années suivantes.

Pour faire face à un tel effort, les pays capitalistes envisagent tout d'abord une extension de la production, « une augmentation correspondante de la production » afin de « compenser les charges nouvelles » imposées par le réarmement (7).

Si cette solution s'avérait impossible, il ne resterait qu'à « divertir vers le réarmement une partie de la production destinée, soit à la consommation civile, soit à l'accroissement du capital » (8). Ce qui signifiera baisse du niveau de vie et réduction du programme de « travaux d'équipement ».

D'autre part, même au cas où une expansion de l'activité économique stimulée par les dépenses et la production d'armement serait possible, il est impossible d'éviter un mouvement inflationniste correspondant, débutant par la hausse des prix provoquée par la recherche et le stockage excessifs des matières premières. Ensuite, le mouvement inflationniste se poursuit sur la base du décalage qui existe, même dans le cas d'une expansion économique et d'une augmentation de la production, entre le volume d'argent plus grand aux mains de la masse des travailleurs employés par l'économie d'armements et le volume des produits de consommation, la production d'armements n'étant pas une production marchande de valeurs nouvelles. Pour limiter ce mouvement inflationniste inévitable, les pays capitalistes recourent alors fatalement aux impôts et à un blocage plus ou moins rigoureux des salaires, accompagnant leur politique des prix.

En réalité, seuls les U.S.A. et le Canada ont la possibilité de combiner leur programme d'armements à une expansion considérable de l'activité économique et de la production. Dans son discours du 23 février 1951, Ch. Wilson, le nouveau directeur américain de l'*Office of Defense Mobilisation*, n'a pas hésité à avancer des chiffres impressionnants qui illustrent, selon lui, les capacités « illimitées » de l'« économie dynamique » de l'Amérique. Il a fixé comme but possible à cette économie la production dans les deux à trois années à venir d'un surplus de 150 milliards de dollars pour le réarmement sans que la production civile actuelle en souffre.

Tel n'est pas cependant le cas des pays européens. Aucun d'eux ne peut espérer pouvoir faire face au fardeau du réarmement, principalement au moyen d'un élargissement considérable de la production. C'est en augmentant la productivité que ces pays envisagent de couvrir une partie des ressources nécessaires au réarmement, ce qui veut dire avant tout intensification du travail et exploitation accrue de la main-d'œuvre nationale. Ainsi l'Angleterre espère relever en 1951-52 la productivité de 4 % et couvrir par ce moyen 250 millions de livres sur les 500 exigés par le réarmement pour cette même période. Mais ce chiffre modeste est un chiffre « optimiste » pour l'*Economist* (24 février 1951) qui s'empresse d'ajouter « qu'il est hors de question de pouvoir porter cette augmentation à 12 % vers 1954 ». Selon ce même organe, plus de la moitié des dépenses envisagées pour le réarmement devra alors être couverte par la réduction du programme de travaux d'équipement (modernisation de l'industrie et construction de logis) et

(7) Etudes et Conjoncture (nov.-déc. 1950), (8) *Ib.*
« L'économie de réarmement ».

plus particulièrement par « une très franche et très considérable réduction du standard de vie de la population ». Cette conclusion revient invariablement dans le raisonnement de tous les organes capitalistes européens qui se penchent sur la question du réarmement et, ce qui est encore plus important, cette conclusion est déjà passée dans les faits.

Les pays européens font face aux besoins du réarmement en réduisant fortement les dépenses civiles et leurs investissements en équipement industriel et social — qu'ils détournent vers la production d'armements (9) — et surtout en abaissant le niveau de vie déjà très réduit des masses.

C'est un programme « d'austérité prolongée et aggravée » que les ministres britanniques du Labour Party annoncent aux masses qui leur avaient fait confiance pour édifier « le socialisme en Angleterre », et cette annonce est reprise sur le même ton grave par tous les ministres et hommes responsables en France, en Belgique, en Hollande, en Italie.

C'est maintenant partout en Europe occidentale le prix de « la liberté ». De l'Angleterre à la Hollande, le mot d'ordre est à l'« austérité », ce qui signifie un régime aggravé de taxation, de blocage effectif des salaires, de restrictions alimentaires supplémentaires. Avant que l'Europe ait eu la possibilité de panser réellement ses blessures de guerre, elle se lance dans une nouvelle économie d'armements qui, si elle se poursuit, ébranlera jusqu'au tréfonds son édifice fragile encore très partiellement restauré.

Le coût de la vie a augmenté, depuis le début de la guerre de Corée, d'au moins 5 à 15 % dans les différents pays de la « Communauté atlantique », dans l'ordre suivant : France, U.S.A., Italie, Allemagne, Angleterre, Hollande, Canada, Belgique. Dans d'autres pays qui, comme l'Espagne et la Grèce, touchent de près la « Communauté atlantique », cette augmentation dépasse déjà largement 15 % et pour certains articles de consommation elle a atteint au cours des derniers mois 30 % et même 50 %. Par contre, les salaires se trouvent partout pratiquement bloqués aux niveaux du milieu de l'année passée.

La bourgeoisie admet ouvertement qu'il y aura encore une hausse considérable des prix, mais que les salaires ne doivent pas suivre un cours correspondant si l'on veut éviter de tomber dans le soi-disant « cycle infernal » des prix et des salaires dans lequel patauge la « science » économique actuelle, et qu'invoque la politique traîtresse des dirigeants politiques et syndicaux social-démocrates et réformistes.

Cependant si les dirigeants capitalistes et leurs agents proposent facilement comme mesure salubre le blocage des salaires pour éviter le déroulement de la spirale inflationniste, ce sont les masses qui disposent, et qui refusent d'accepter le fardeau écrasant et insensé de la préparation d'une nouvelle guerre.

Sans réaction des masses le capitalisme américain peut rêver à loisir de produire, comme il se propose de le faire, 216.000 avions à réaction et 35.000 tanks

(9) En Angleterre on souffre surtout le programme de construction de logis et la sécurité sociale, c'est-à-dire les principales mesures prises par le gouvernement travailliste en faveur des masses.

En France, c'est aussi le programme de construction déjà extrêmement modeste qui en souffrira ainsi que la sécurité sociale. Quant aux investissements d'équipement, réduits déjà en 1950, on prévoit pour 1951 de « nouveaux choix douloureux », c'est-à-dire une nouvelle réduction qui a déjà commencé.

En Belgique, il s'agit tout d'abord « de réorienter les investissements publics... par une réduction drastique du programme de

travaux publics et d'habitations privées. Encore faut-il donner naissance à des investissements utiles et nouveaux destinés notamment à l'armement ». (Conférence de M. Masoin, professeur à l'Université de Louvain, sur les « aspects économiques, financiers et monétaires de la politique d'armements », citée par l'*Echo de la Bourse* de Bruxelles du 19 janvier 1951.)

En Hollande, le nouveau premier ministre, W. Dress, a annoncé dans son programme « d'austérité » une réduction de 150 millions de florins sur les dépenses civiles inscrites au budget, ainsi qu'une réduction des investissements publics et privés.

par an. Ses satellites d'Europe peuvent, de leur côté, stopper la construction de logis dans leurs pays ravagés et s'adonner au rééquipement de quelques divisions qui, soi-disant, feront front successivement sur l'Elbe, le Rhin, les Pyrénées aux « armées d'invasion » soviétiques (10).

Les réactions des masses, pouvant mettre ces plans en échec, sont *inévitables* et ont déjà pris une ampleur considérable un peu partout dans la « communauté » atlantique. *Provoquées par l'abaissement constant de leur niveau de vie dû à la nouvelle poussée inflationniste des prix qui accompagne l'économie d'armements, et stimulées par les contre-coups des révolutions coloniales en Asie et les défaites qu'y a subies l'impérialisme, les masses prolétariennes de l'Occident sont entraînées à leur tour à nouveau dans la lutte.*

Aux U.S.A. cette *nouvelle conjoncture économique et politique* a déjà produit la plus sérieuse rupture qu'on ait vue depuis dix-huit ans entre la bureaucratie réformiste syndicale exprimant, d'une façon certes déformée mais non moins significative, la pression de la base et l'administration démocrate. Au cas probable où une inflation amplifiée accompagnerait l'exécution du gigantesque plan d'armements américain, l'évolution sociale aux U.S.A. pourrait connaître bientôt un rythme particulièrement rapide et cristalliser la conscience politique en formation du prolétariat américain dans la création d'un Labour Party opposé aux deux partis traditionnels de la bourgeoisie. Un tel développement, joint à la possibilité de grandes luttes revendicatives des masses américaines qui s'esquissent déjà, aurait ses incidences sur la capacité de la bourgeoisie américaine à réaliser son programme d'armements et à déclencher la guerre aussi facilement qu'elle le pense actuellement, en raison du contrôle qu'elle exerce sur les masses.

En Angleterre, la nouvelle conjoncture a provoqué au cours des derniers mois de grands mouvements revendicatifs, des grèves et différentes manifestations des dockers, des cheminots, des mineurs, des métallos, dirigées le plus souvent par des comités opposés aux directions officielles traîtresses des syndicats; c'est une étape importante dans la formation d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat anglais, qui est actuellement le plus avancé en Europe dans une opposition profonde et consciente, à la préparation et au déclenchement d'une nouvelle guerre.

En Belgique les récentes grèves ont revêtu un caractère analogue de *spontanéité, de direction par la base, de combattivité, de détermination*. L'état du prolétariat belge détermine en grande partie l'opposition du Parti socialiste belge et son cours « à gauche », unique par comparaison à l'attitude des autres grands partis sociaux-démocrates de l'Europe.

Le mécontentement qui règne dans les masses hollandaises a compliqué le dénouement de la dernière crise ministérielle prolongée; et ce n'est pas le programme « d'austérité » accrue du nouveau gouvernement qui éloignera la menace d'une grande vague de luttes en perspectives aussi dans ce pays.

La sauvagerie du régime franquiste n'a pas pu empêcher le soulèvement magnifique de Barcelone dont le prolétariat, comme celui de l'Espagne tout entière, est soumis à un régime de misère extrême que l'inclusion projetée de l'Espagne dans le réarmement occidental rendra encore plus intolérable.

Voulant elle aussi apporter sa « modeste » contribution au réarmement, l'Italie est en train de faire sombrer dans le chaos inflationniste la stabilisation

(10) En réalité, les « atlantiques » sont arrivés à la conclusion que l'Europe occidentale est indéfendable et que leurs quelque 18 divisions qui stationnent en Allemagne ne serviront qu'à des combats de retardement permettant l'intervention de l'aviation stratégique américaine de bases installées en Afrique du Nord et en Angleterre. C'est aussi

l'essentiel du rapport d'Eisenhower au Congrès américain. Pratiquement, tout l'effort du réarmement de l'Europe occidentale aboutit simplement à grossir la crise sociale dans ces pays, sans apporter aucune solution vraiment sérieuse sur le terrain d'une « défense » effective.

précaire à laquelle elle semblait parvenue, et de donner aux mouvements de grève et de fermentation politique déjà en cours un nouvel élan impétueux.

La France enfin s'achemine au cœur de l'orage, poussée par le vent de l'inflation que ses dirigeants, enchaînés au char américain et aux aventures colonialistes, aident à souffler plus fort. De juin à décembre 1950, l'indice des prix de gros officiel dans ce pays a augmenté de 18 % et l'indice des prix de détail de plus de 13 %, et « il convient de noter que la hausse des matières premières internationales (de 26 % entre juin et décembre 1950) n'a pas encore été complètement absorbée » (11) par ces prix. La vague de grèves de mars 1951 n'a abouti qu'à donner une semi-satisfaction aux travailleurs; la trêve sera bientôt à nouveau rompue par la poussée inflationniste irrésistible dans ce pays saigné par la guerre du Vietnam, les charges de son appareil d'oppression renforcée dans les colonies nord-africaines et sa contribution au réarmement « atlantique ».

L'Allemagne occidentale, déjà menacée d'asphyxie par le développement de ses forces productives qu'elle ne peut contenir dans les limites du marché intérieur, ne pourra s'acheminer elle aussi sous le régime capitaliste que vers une *économie d'armements* et une transformation fatale de la Ruhr en principal *arsenal de guerre* de toute l'Europe occidentale. Les conséquences sociales seront les mêmes que dans les autres pays capitalistes. Déjà le prolétariat allemand lève la voix et revendique tant sur le terrain économique que sur celui de la gestion de l'économie et de la politique du pays.

En s'orientant vers la préparation de la guerre et l'économie d'armements, la bourgeoisie occidentale a déjà bel et bien enterré pratiquement tous ses projets et idées de restaurer son équilibre économique et social et de faire face à la menace de la Révolution en démontrant la viabilité effective du système capitaliste. Le Plan Marshall, que l'on présentait à l'origine dans cet esprit et qui expire dans treize mois, va fusionner, selon W. Foster, son administrateur, *avec le programme d'aide militaire* et avec l'assistance aux territoires insuffisamment développés, *désormais subordonnée elle aussi aux objectifs purement militaires de l'impérialisme* (12).

D'autre part, le plan Schuman, autre œuvre « de relèvement et d'unification de l'Europe dans la paix », qui vient d'être paraphé sous la pression des U.S.A., *a changé aussi de caractère et sera subordonné lui aussi aux exigences militaires* (13).

Enfin, *on n'espère plus arriver à « l'unification » de l'Europe qu'à travers les impératifs de la préparation de la guerre, les exigences de l'économie d'armements et de l'armée unique « européenne ».*

Face à l'aggravation de la crise sociale que la bourgeoisie, dans son impasse historique, provoque en Europe et dans toute la « communauté atlantique », *le prolétariat devrait plus que jamais opposer la perspective de la révolution socialiste prolétarienne, des Etats-Unis Socialistes d'Europe, de la réorganisation de l'économie débarrassée des fardeaux, du gaspillage et des insanités de la gestion bourgeoise, sur la base de la nationalisation des moyens de production et de la planification, par les masses et pour les masses.*

La social-démocratie, en s'accrochant toujours désespérément au capitalisme pourrissant, se révèle chaque jour, même là où les masses lui accordent un appui actif comme en Angleterre et en Belgique, organiquement incapable de donner

(11) Banque et Bourse, janvier 1951.

(12) « Si le Plan Marshall avait pour objet de rétablir l'économie des nations européennes ébranlées par la guerre, le nouveau plan servirait à adapter l'économie de ces nations aux nécessités de la production de guerre » (Agence U.P.; 19-3-51).

(13) « On ne peut manquer de constater que

le plan Schuman conçu à l'origine comme un remède au danger de la surproduction [de l'acier et du charbon] franchit sa première étape au moment où non seulement ces dangers n'existent plus [à cause du réarmement] mais où il n'est plus question que de pénuries. Dans une économie de réarmement, le plan ne cesse pas d'être utile, mais son objet devient autre. » (Le Figaro, 20-3-51.)

cette chance à l'Europe et au monde avant que n'éclate l'orage d'une nouvelle guerre.

Quant aux directions stalinienne, soumises aux ordres de la bureaucratie soviétique, elles se contentent de « neutraliser » l'Europe occidentale soit pour faciliter l'établissement d'un compromis entre l'impérialisme et le Kremlin dans l'immédiat, soit, en cas de guerre, pour régler le sort de ces pays *manu militari*, par l'action principale de l'armée rouge et de leurs appareils bureaucratiques, sans risquer de se voir débordés par les masses révolutionnaires démocratiquement organisées.

C'est aux éléments conscients de l'avant-garde prolétarienne européenne de lever bien haut, dès maintenant, le drapeau de la révolution socialiste européenne, des Etats-Unis socialistes d'Europe, seule chance de faire face à la fois aux préparatifs de guerre de l'impérialisme, à l'aventure insensée et criminelle dans laquelle il conduit inexorablement à nouveau l'humanité, et aux plans de la bureaucratie soviétique qui ne pourrait envisager une progression possible au cœur de l'Europe que si elle s'assurait préalablement d'une démoralisation du prolétariat européen pour le tenir fermement sous son contrôle.

La grève générale de Barcelone

Les 300.000 ouvriers de Barcelone qui, en pleine dictature fasciste, déclenchèrent le 12 mars dernier une grève générale totalement réussie, ont ramené les regards de l'opinion publique mondiale sur la péninsule ibérique. Pour la bourgeoisie, ce spectacle représente une immense déception et une source d'inquiétudes nouvelles. Voilà le seul pays « sûr » de l'Europe occidentale, la péninsule que le Pentagone voulait transformer en bastion imprenable, le barrage solide devant le « communisme », atteint par la même maladie que toutes les autres nations du continent européen. Il est difficile de rendre responsable « l'impérialisme soviétique » des événements de Barcelone, bien que phalangistes et stalinien se soient trouvés d'accord pour exagérer outre mesure le rôle joué par la squelettique agence catalane du Kremlin, le P.S.U.C., dans ces événements. Les porte-parole plus intelligents de la bourgeoisie internationale ont dû admettre que l'immense misère du peuple espagnol, le manque de vivres, les salaires de famine, le chômage chronique, l'exaspération de la population tout entière en face des vexations de la dictature, constituent les véritables causes de la grève. Mais ces causes signifient simplement que les masses espagnoles, comme les masses de la plupart des autres pays d'Europe, n'acceptent plus la vie indigne que le capitalisme décadent peut leur offrir. Elles attestent que la croisade anticommuniste de Wall Street n'est pas dirigée contre les crimes de Staline mais contre les aspirations socialistes révolutionnaires de l'immense majorité de l'humanité. Elles montrent les énormes chances de la révolution à notre époque où même ce dernier bastion du fascisme s'avère être miné de dynamite, prêt à sauter au moment opportun.

La grève générale de Barcelone porte un coup très dur à toutes les théories réactionnaires selon lesquelles un régime fasciste ne saurait être renversé de l'intérieur et ne pourrait s'écrouler qu'à la suite de secousses extérieures (défaites militaires ou diplomatiques). Aussi longtemps que les impérialismes « démocratiques » ont maintenu Franco dans un simulacre de quarantaine, que les partis antifascistes petits bourgeois désignaient aux masses espagnoles l'O.N.U. comme l'espoir de leur libération, alors que la connivence secrète des « occidentaux » avec le dictateur de Madrid se manifestait toujours davantage, l'apathie et la passivité se répandaient de plus en plus en Espagne. Mais au moment où l'O.N.U., par un vote sans équivoque, a réhabilité le bourreau du peuple espagnol, où le premier ambassadeur américain d'après-guerre a été reçu avec une pompe médiévale dans la capitale espagnole, à ce moment même la destruction brutale de toutes les illusions petites bourgeoises a agi comme un stimulant puissant sur les travailleurs catalans. Ayant compris qu'ils ne pouvaient dorénavant compter que sur leurs propres forces, les ouvriers de Barcelone ont mesuré ces forces dans une première action pleinement réussie.

La grève générale de Barcelone ne représente pas une action de désespoir sans objectif ni issue. Elle est le point culminant d'une véritable montée qui s'était dessinée depuis un mois en Catalogne. Des manifestations d'étudiants furent au commencement de cette montée. La magnifique grève des usagers du tramway de Barcelone du 1^{er} au 4 mars marqua une étape nouvelle. L'utilisation de la plate-forme du Congrès des syndicats phalangistes pour exprimer le mécontentement populaire en démontra

la profondeur imprévue. La manifestation monstre qui accompagna la grève générale de Barcelone même, ainsi que la discipline et la combattivité des masses, démontrèrent nettement la signification politique indéniable de l'action ouvrière. La prolongation de la grève, au delà des 24 heures initiales, dans les principaux centres industriels de Catalogne en dehors de Barcelone, montra qu'il s'agit d'un mouvement dépassant les limites d'une ville. Cette montée et l'amplification rapide de la lutte ouvrière ont été facilitées par le fait qu'à deux reprises les autorités franquistes ont dû capituler devant la volonté populaire : une première fois, après la grève des usagers du tramway en retirant l'augmentation de 0,40 à 0,70 peseta; une seconde fois, en annulant leur décret d'interdiction de paiement des heures de grève.

Que le prolétariat espagnol se soit trouvé ainsi à la pointe du combat contre la dictature fasciste n'est pas étonnant pour qui part d'une juste évaluation des forces de classe en présence. Mais qu'une importante partie de la bourgeoisie des universités, pourtant embrigadée dans l'organisation fasciste, ait joué un rôle actif dans les émeutes qui précéderent la grève des usagers du tramway, voilà qui apporte un nouvel élément d'appréciation de la menace qui pèse actuellement sur la dictature franquiste. Le mécontentement s'est généralisé et a passé à la recherche de formes d'expression actives, au point qu'une grande partie de la bourgeoisie commence à ne plus considérer Franco comme un barrage au processus révolutionnaire mais objectivement comme un accélérateur de celui-ci. L'incapacité de la répression franquiste à empêcher la grève générale de Barcelone doit encore plus accentuer ces appréhensions des capitalistes. Pour ceux-ci, Franco devient de plus en plus gênant. Se débarrasser de l'immense appareil parasitaire du régime, remettre de l'ordre dans l'économie, s'intégrer dans le circuit « normalisé » du marché mondial et profiter du boom international du réarmement, — autant de raisons importantes plaidant en faveur de l'élimination de la dictature. S'il s'ajoute l'incapacité du Caudillo à conserver « l'ordre social », son règne devient irrémédiablement condamné.

C'est pourquoi la dictature a réagi à la grève générale par un effort désespéré de briser la résistance croissante des masses par une répression impitoyable. Elle sait qu'elle joue son sort dans cette répression. Si le calme se trouvait rétabli pendant une certaine période, Franco s'efforcerait de convaincre la bourgeoisie, une fois de plus, qu'il représente un moindre mal. Si une nouvelle explosion se produisait, il serait rejeté par la bourgeoisie comme une arme rouillée. Déjà les rapports de presse montrent (New-York Herald Tribune, 15 mars 1951) que la répression n'a nullement intimidé les ouvriers; leur moral se relève grâce à la réussite de leur première action de grande envergure depuis la défaite de la guerre civile. Entre temps, dans les chancelleries internationales, diplomates yankee et diplomates britanniques ont engagé la discussion sur le cours à suivre : continuer à appuyer Franco au risque de provoquer la révolution ou préparer en vitesse une équipe de rechange qui canaliserait le mécontentement ? Les deux opérations peuvent se mener parallèlement mais, instruit par les exemples italien et français, il est probable que l'impérialisme américain jouera la carte Franco jusqu'au bout et deviendra ainsi, à sa façon, un des principaux fossoyeurs du capitalisme espagnol.

Pour la classe ouvrière internationale, la grève de Barcelone contient un espoir et une promesse. Les travailleurs catalans ont affirmé, dans cette grève, leur volonté de se débarrasser eux-mêmes du fascisme s'ils recevaient une aide suffisante de leurs frères des autres pays. Ce serait la première fois dans l'histoire qu'une dictature fasciste s'écroule sous les coups du prolétariat lui-même. L'expérience passée du prolétariat espagnol, les liens intimes qu'il a établis pendant la guerre civile avec la classe ouvrière de l'Europe occidentale, la faiblesse du mouvement stalinien espagnol, tout cela permet d'affirmer que l'éclatement de la nouvelle révolution espagnole modifierait radicalement la situation du mouvement ouvrier international et mettrait à l'ordre du jour une nouvelle étape de la révolution européenne. C'est pourquoi il est du devoir des mouvements ouvriers de tous les pays, en premier lieu de ceux de France, de Grande-Bretagne et des Etats-Unis, de venir en aide par tous les moyens à leurs courageux frères d'Espagne. Il faut appeler toutes les organisations ouvrières de ces pays à constituer une unité d'action totale contre Franco. Par des meetings, des manifestations devant les légations franquistes, le boycott commercial complet de l'Espagne, on peut accélérer la chute du dictateur. Combien indigne apparaît, face au grandiose événement de Barcelone, la pitoyable capitulation des sociaux-démocrates de Londres et de Paris qui, en tant que ministres de leurs gouvernements respectifs, échangent des ambassadeurs avec le sanglant dictateur de Madrid au moment même où leurs partis affirment une solidarité verbale avec les grévistes catalans. Un grand mouvement de protestation des ouvriers socialistes et syndiqués peut être soulevé contre cette action des Guy Mollet et Morriçon frappant dans les dos les héroïques ouvriers de Barcelone!

L'action du prolétariat espagnol impose au prolétariat international une action de solidarité en tant que devoir primordial. Mais sa tâche ne s'arrête pas là. Plus l'Espagne approche d'événements importants et plus le mouvement ouvrier international a le devoir de réexaminer de façon critique le cours passé de la révolution espagnole, de tirer des défaites du passé les leçons qui s'imposent pour assurer les victoires futures, de soumettre à une analyse impitoyable les faiblesses et les insuffisances criantes des plates-formes actuelles des organisations ouvrières espagnoles. « La vague déchaînée des grèves qui aboutissent au sacrifice et à la défaite ou qui finissent sans résultats, est une des étapes inévitables de la révolution, c'est la période d'éveil des masses, de leur mobilisation et de leur entrée dans la lutte... Cepen-

dant, ce qui fait dans l'étape actuelle du mouvement sa force, sa spontanéité, peut ultérieurement devenir sa faiblesse. Admettre que le mouvement puisse continuer à être abandonné à son propre sort, sans programme clair, sans direction, équivaudrait à admettre une perspective sans espoir. Ces paroles prophétiques de Léon Trotsky, datant d'avant la dernière révolution espagnole, ont reçu une confirmation tragique, en octobre 1934, en juillet 1936, en mai 1937. Pour éviter que la future révolution espagnole ne connaisse un sort analogue, c'est aujourd'hui même qu'il faut lutter pour une plus grande clarification politique. A la lumière de l'histoire, il est certain qu'au début de la nouvelle révolution les partis qui ont conduit la guerre civile espagnole dans l'impasse commenceront par se retrouver, du moins pendant une période initiale, à la tête du mouvement des masses qui s'annonce.

A l'exception du P.O.U.M. et de certaines fractions anarchistes, ces partis s'époumonent actuellement pour témoigner auprès de la bourgeoisie internationale de leur « modération » et de leur bonne volonté. On peut être certain qu'ils ressortiront tous les schémas, y compris celui du bloc avec les monarchistes, pour assurer une liquidation à froid du fascisme. Le mot d'ordre du « bloc de toutes les forces antifascistes » n'a pas d'autre signification : il s'agit de sauver le régime capitaliste en Espagne sous le couvert de l'accomplissement d'une « révolution démocratique ». A cette politique qui promettrait par avance à la future révolution un enterrement de première classe, les révolutionnaires espagnols conséquents opposeront le mot d'ordre de l'ALLIANCE OUVRIERE ET PAYSANNE de toutes les organisations prolétariennes contre la dictature. Ils mettront en avant un programme de revendications démocratiques et transitoires qui utiliseront les aspirations des masses pour aplanir la route vers une solution révolutionnaire de la question agraire, des questions économiques, de la question des nationalités et de la question du pouvoir. Ils partiront de la compréhension de la nature permanente de la révolution espagnole qui ne laisse en définitive d'autre alternative devant les masses que le choix entre la dictature sanglante de la bourgeoisie et la conquête du pouvoir révolutionnaire par le prolétariat.

La crise dans le Moyen-Orient

La tension internationale gagne de nouvelles régions; de nouveaux épicentres révolutionnaires surgissent. De nos jours, l'économie est vraiment mondiale et, avec elle, la politique ainsi que la crise sociale, en ce sens qu'un événement économique, politique ou social tant soit peu important se répercute d'une façon plus ou moins directe à travers tout l'organisme international et l'affecte profondément dans son ensemble. Plus encore, on assiste à présent à un mûrissement accéléré de la crise internationale qui n'est au fond que la crise du régime capitaliste et l'exacerbation de ses contradictions. Les flots, comme à la marée montante, se déchainent de toute part, submergeant les derniers récifs.

Dans cette atmosphère de surtension, le centre de gravité se déplace fréquemment d'une région à une autre, obligeant politiciens et stratèges du Pentagone à remanier constamment leurs plans et à improviser des solutions de fortune pour telle ou telle nouvelle « crise ». Ils venaient à peine de célébrer leur prudente rentrée à Séoul et la reconquête de la Corée du sud devant un ennemi invisible que la chaudière à pétrole du Moyen-Orient menaçait d'exploser.

Les événements qui, en Iran, ont précédé et suivi l'assassinat du premier ministre Razmara sont significatifs du climat actuel au Moyen-Orient, une des régions-clés du monde. Sous la pression du mouvement anti-impérialiste des masses, des difficultés économiques et sociales et du voisinage de l'U.R.S.S., le Parlement iranien a été amené à envisager la nationalisation des pétroles exploités par l'Anglo-Iranian Oil Corporation (1). Les redevances de cette compagnie alimentent le budget iranien, mais de façon si médiocre que la production même réduite au quart de son niveau actuel suffirait à procurer largement des ressources supérieures à l'Etat iranien, exploitant directement les richesses du pays. Il en est du reste de même pour les pétroles des autres pays du Moyen-Orient, plus particulièrement de l'Irak.

La compagnie alimentée en pétrole la flotte britannique; le gouvernement de Londres en possède la majorité des actions; elle a contribué à elle seule à doter la Grande-Bretagne d'une balance commerciale favorable en 1950. On comprend donc la sainte terreur du gouvernement travailliste, champion des nationalisations dans la métropole, à l'annonce d'une nationalisation possible de l'Anglo-Iranian par l'Etat iranien. La pression exercée sur Téhéran peut amener les féodo-capitalistes qui gouvernent ce pays à laisser pratiquement intacts les intérêts de l'impérialisme; car ces couches sociales ne peuvent mener une lutte conséquente contre l'impérialisme.

Au contraire, le dynamisme du mouvement actuel des masses, dans son développement, débordera inévitablement les cadres d'une lutte spécifiquement anti-impérialiste pour s'élargir en une lutte générale contre les classes exploiteuses indigènes, responsables de la misère, de l'état arriéré du pays et de la mainmise impérialiste. Seule la force du mouvement, parti du sud et s'étendant vers le nord du pays, peut imposer une réelle expropriation des impérialistes et le retour des richesses pétrolières de l'Iran (6 % de la production mondiale) à la nation.

(1) Il est possible que Wall Street ne soit pas totalement étranger aux ennuis que Londres connaît actuellement en Iran.

Ce sont les ouvriers même de l'Anglo-Iranian, noyau avancé du prolétariat iranien, qui sont à la pointe de la lutte. Celle-ci risque de mettre en branle des mouvements semblables dans tout le Proche-Orient sur lequel pèse l'exploitation conjuguée des impérialistes et des féodo-capitalistes indigènes, au milieu d'une misère indescriptible des ouvriers et des paysans pauvres.

En Irak une forte opposition parlementaire, se faisant l'écho de l'opinion publique, demande la nationalisation des pétroles de ce pays. En Egypte, la pression du mouvement anti-impérialiste des masses oblige les féodo-capitalistes à hésiter avant de renouveler le traité anglo-égyptien et de perpétuer le contrôle britannique du canal de Suez. En Iran même, l'opposition réclame l'île de Bahrein dont les pétroles (environ 3 % de la production mondiale) sont exploités par des sociétés américaines et qui, placée dans le golfe Persique, constitue la plus importante des bases aériennes de l'impérialisme yankee à la périphérie du vieux monde.

Indépendamment des résultats immédiats auxquels parviendront ces mouvements, leur aspect le plus important est l'éveil des masses du Moyen-Orient, grandement facilité par les contre-coups des révolutions en Extrême-Orient et de la « guerre froide ». Cet éveil revêt au départ la forme d'un profond mouvement anti-impérialiste, mais son développement, comme dans tous les autres pays coloniaux et semi-coloniaux à l'époque impérialiste, imposera une lutte d'ensemble contre la coalition inévitable des impérialistes et des compradores féodo-capitalistes indigènes. L'aboutissement de cette lutte ne pourra être que la révolution prolétarienne, le pouvoir des ouvriers et des pays pauvres du Moyen-Orient, qui réaliseront, de la Turquie à l'Egypte, la Fédération des Etats-Unis socialistes du Moyen-Orient.

La conférence des suppléants au Palais Rose

La Conférence des Suppléants traîne démesurément en longueur avant d'aboutir à l'établissement d'un ordre du jour acceptable par tous les participants d'une Conférence des Quatre. En apparence il s'agit d'une question de procédure très facile à résoudre. En réalité, il s'agit de tout autre chose.

Tout d'abord il y a divergence sur le fond du problème, l'objet d'une Conférence éventuelle des Quatre. Pour les Russes, la question primordiale sur laquelle ils cherchent un compromis, c'est la non-remilitarisation de l'Allemagne et la réduction des armements, c'est-à-dire qu'ils cherchent à limiter, si possible à arrêter la réalisation de l'actuel programme d'armement de la coalition impérialiste. Pour celle-ci, il s'agit au contraire d'éviter de prendre des engagements précis sur ces deux questions et de poursuivre, indépendamment de tout compromis partiel possible, le réarmement intensif de la « communauté atlantique » dans laquelle on espère inclure l'Allemagne occidentale.

C'est avant tout l'orientation de l'impérialisme américain qui est lancée dans une économie d'armement dont il ne peut se dégager sans faire éclater une formidable crise économique, et qui veut par de tels préparatifs changer en sa faveur le rapport des forces internationales actuellement défavorable à l'impérialisme. Les Anglais et les Français par contre seraient enclins, sous certaines conditions, à ralentir les préparatifs de guerre qui épuisent dangereusement leurs maigres ressources et minent l'équilibre social précaire existant dans ces pays.

La diplomatie soviétique s'efforce naturellement d'accentuer et d'exploiter ces tendances divergentes au sein de la « communauté atlantique ».

En second lieu, tous les délégués au Palais Rose se servent de la Conférence pour tâter les dispositions de l'adversaire et être mieux fixés sur la politique, les intentions, les atouts et aussi les points faibles de l'adversaire.

En troisième lieu, chacun gagne, au moyen de ces Conférences, un nouveau répit avant une rupture brutale et définitive, répit qu'il utilise pour pousser plus avant ses préparatifs de guerre et les camoufler sous l'apparence d'un modus vivendi existant encore qui pourrait se prolonger.

Ainsi, indépendamment de leurs résultats et de la possibilité ou non d'arriver à un compromis réel et étendu, ces Conférences procurent des avantages substantiels à tous, aussi longtemps que ni l'un ni l'autre n'est prêt à passer à l'action directe. Du reste, le meilleur moyen de camoufler le moment précis de celle-ci et de rejeter la responsabilité sur l'adversaire, est précisément de maintenir les contacts diplomatiques et de s'en servir comme d'une plateforme supplémentaire de propagande « pacifiste » et de « bonne volonté ».

En réalité, les chances d'un compromis réel apparaissent de plus en plus restreintes, principalement à cause de l'attitude de l'impérialisme américain décidé à poursuivre son cours de guerre et à en accélérer l'éclatement. L'affaire Mac Arthur a montré qu'une importante fraction des milieux militaires et capitalistes américains

est en faveur d'une généralisation de la guerre de Corée en une guerre contre la Chine.

C'est Washington qui refuse les offres de compromis pressantes et répétées de Moscou dans des manifestations dont les plus éclatantes, ces derniers temps, ont été l'attitude conciliante imposée aux Chinois retirés derrière le 38^e parallèle, les concessions faites à la Conférence des Suppléants et la politique suivie par les Partis Communistes des pays capitalistes, politique axée sur la propagande « pour la paix » à travers une Conférence des « Cinq Grands » et la non-remilitarisation de l'Allemagne.

Le profond mécontentement des masses provoqué par la politique de réarmement de la bourgeoisie n'est exploité par les Partis Communistes que pour conserver la direction des mouvements qu'elle suscite et exercer, au moyen d'eux, une pression sur la bourgeoisie en vue de l'amener à composer. Nulle part une perspective révolutionnaire n'est ouverte par les P.C. aux masses de l'Occident; le seul objectif politique fixé par ces partis reste un « gouvernement d'union démocratique ». Mieux encore, arrivé récemment de Moscou et rapportant au récent Congrès du Parti Communiste italien, Togliatti a précisé dans les termes suivants la nouvelle politique que le Kremlin suggère plus spécialement à la bourgeoisie européenne :

« ... nous proposons à tous les partis démocratiques la recherche d'une voie italienne, laquelle peut conduire progressivement à une transformation de la structure économique du pays et, par conséquent, à la création d'un régime politique nouveau dans lequel le peuple sera vraiment le maître de son propre destin et pourra affirmer sa propre volonté contre les groupes capitalistes monopolistes étrangers aux intérêts nationaux. » (L'Humanité, 5 avril 1951.)

En revenant aux thèmes d'une politique « d'union nationale » et d'une « démocratie nouvelle » réformant graduellement le capitalisme, le Kremlin tend la perche à la bourgeoisie européenne et s'efforce de la détacher de Washington. Mais l'offre est aussi valable pour les Etats-Unis, dans le sens que le Kremlin est disposé, en échange d'un compromis et d'une « cohabitation pacifique », à garantir la « paix sociale » au moment où la lutte des classes reprend partout avec vigueur.

ERRATA

Dans l'éditorial du numéro de janvier 1951 de Quatrième Internationale, page 3, 29^e ligne, au lieu de : « Neutralité sous un régime socialiste dans l'Europe occidentale pour le prolétariat... » lire « Neutralité sous un régime capitaliste en Europe occidentale signifierait pour le prolétariat... »

Dans le même numéro, dans les « Thèses sur les perspectives internationales et l'orientation de la IV^e Internationale », page 47, thèse XIX, dernière ligne, au lieu de : « son élimination d'une façon progressive », lire « son élimination dans un sens progressif ».

Les hommes qui ont forgé notre Internationale

TCHEN DOU-SIOU

le père du communisme chinois



Printemps 1937, Nankin, prison n° 1 (mention autographe de Tchen Dou-Siou).

Tchen Dou-Siou (Tchen Tchoung-Pouh) qui fut un des fondateurs du mouvement trotskyste en Chine et auparavant du Parti Communiste Chinois est né le 8 octobre 1879 et mourut pendant la deuxième guerre mondiale, le 27 mai 1942.

Bien que peu connu à l'étranger, il est une des grandes figures de la Chine moderne, à la fois par son activité littéraire et son rôle politique.

Né dans une riche famille de mandarins de la Chine centrale (province de l'Anhui), il devint professeur d'université. Dès 1904 il participa au mouvement nationaliste révolutionnaire bourgeois dans sa province où il publia un journal. Avant la première révolution — de 1911 — il fut arrêté pour son activité politique; il dut s'exiler au Japon où il collabora avec Sun Yat Sen, le fondateur du Kuomintang, auquel toutefois Tchen Dou-Siou n'adhérait pas. De retour en Chine lors de la première révolution qui vit le renversement de la dynastie mandchoue, il servit de directeur politique à l'armée révolutionnaire dans sa province natale. Après le coup d'Etat qui entraîna la défaite de la révolution, il dut s'exiler à nouveau au Japon où il publia un journal révolutionnaire.

De retour en Chine en 1915, il fonda, avec un groupe d'intellectuels radicaux, une revue intitulée « la Jeunesse » qui parut à Pékin. Cette revue s'élevait contre l'idéologie de Confucius qui dominait la Chine et représentait, comme le christianisme en Occident, un élément important de conservatisme social. Aux yeux de Tchen Dou-Siou, le retard historique de la Chine provenait de l'ossification de la vieille société sous le poids de la morale confucéenne et la condition du progrès social reposait dans le réveil et l'éducation des larges masses. Tchen Dou-Siou résumait ses conceptions dans la formule : science et démocratie.

Il fut ainsi amené à examiner le problème de la langue chinoise écrite. Cette langue aux multiples caractères, aux constructions difficiles, très éloignée de la langue parlée, dont l'étude réclamait des années d'un travail ardu, lui paraissait le grand obstacle au développement culturel des masses. Tchen Dou-Siou s'attacha donc à une simplification de la langue et, après des années, parvint à répandre dans la Chine du Nord (il était en 1917 directeur de la Faculté des Lettres de l'Université de Pékin) une langue écrite qui correspondait à la langue parlée. Ce fut la langue dite Peï Hoa qui est actuellement la langue officielle de la Chine.

Tchen Dou-Siou s'aperçut alors que, malgré les progrès permis par l'emploi du

Pei Hoa dans la diffusion de la culture, celle-ci restait cependant inaccessible aux larges masses. En effet, la situation précaire et misérable des paysans et artisans chinois — plus de 90 % de la population — leur interdisait toute tentative pour s'instruire et se développer. Comment trouver le temps et l'argent nécessaires à la fréquentation d'une école, quand toute l'existence n'était qu'une longue lutte contre la famine, au prix d'un labeur incessant ? Comment apprendre à lire, dans des milliers et des milliers de villages, où non seulement une école, mais un journal même, étaient choses inconnues ?

Tchen Dou-Siou était ainsi irrésistiblement amené à s'intéresser aux problèmes politiques et aux luttes sociales. A ce moment de son évolution, la révolution d'Octobre 1917 vint lui montrer où se trouvait la réponse. La Russie, pays immense et arriéré, pouvait être regardé comme une réplique européenne de la Chine. Et voici que sous la direction des bolchéviques, le progrès social, le développement culturel quittaient le domaine des souhaits et des utopies pour entrer dans celui des possibilités et des réalisations. C'était pour la Chine l'exemple de son salut.

Malgré la faiblesse numérique du prolétariat chinois, qui avait fait son apparition dans la vie sociale seulement au cours des luttes revendicatives qui suivirent la première guerre mondiale, les idées de la Révolution Russe faisaient ainsi leur chemin parmi des groupes d'intellectuels. Le mouvement du « 4 Mai 1919 », large mouvement d'étudiants dirigé à la fois contre les impérialismes — qui au cours des négociations de la paix de Versailles avaient montré leur mépris pour les revendications nationales de la Chine — et contre le féodalisme chinois, précipita cette évolution. Tchen Dou-Siou fut un des grands dirigeants du mouvement et une des victimes de la répression sévère qui fut exercée. En 1920, il s'orienta vers la création d'un parti communiste. Arrêté en 1921 pour diffusion d'un matériel de propagande révolutionnaire, il fut condamné, puis libéré au bout de trois mois à la suite de manifestations de masse dans la Chine du Nord.

En juillet 1921, eut lieu à Shanghai la Première Conférence Nationale du Parti Communiste Chinois. Tchen Dou-Siou fut élu secrétaire général et le demeura jusqu'en 1927. Il représenta le P.C. chinois au IV^e Congrès de l'Internationale communiste en 1922 à Moscou.

La propagande stalinienne, et notamment aujourd'hui les dirigeants du Parti Communiste Chinois, ont pour habitude de présenter Tchen Dou-Siou comme le seul responsable de la défaite subie par la Révolution en 1927. Mais ils oublient de dire que cette responsabilité provient d'une trop grande fidélité à la ligne alors définie par Staline-Boukharine. Ce n'est pas ici le lieu de revenir de façon détaillée sur les causes du désastre de 1927; les alternances d'opportunisme et d'aventurisme qui caractérisèrent alors la politique du Komintern ont été maintes fois analysées dans les publications de notre mouvement et en particulier par Léon Trotsky. Remarquons toutefois que si Tchen Dou-Siou porte sa part de responsabilité pour avoir accepté la ligne opportuniste de Staline-Boukharine, il s'opposa par la suite au cours aventuriste qui a mené au putsch de Canton, Eloigné de la direction en août 1927 dans la Conférence Nationale du P.C.C., il se retira de l'activité tandis que la nouvelle et une partie de la vieille direction suivaient les ordres de Moscou et se lançaient de l'opportunisme dans l'aventurisme le plus complet. L'insurrection de Canton en décembre 1927 fut le couronnement de cette politique. Tchen Dou-Siou écrivit plusieurs lettres au Comité Central pour s'opposer à cette ligne aventuriste. En août 1929, il marqua à nouveau son opposition dans un document adressé au Comité Central et demanda un examen critique de la politique du parti. Peu de temps après il en fut exclu, en même temps qu'une centaine de membres, comme oppositional. En février 1930, le Komintern l'invita à se rendre à Moscou, où bien des dirigeants, sous la pression de la machine stalinienne, s'étaient repentis et avaient confessé leurs « erreurs ». Mais Tchen Dou-Siou refusa « l'invitation » et demanda que dans le Komintern et le Parti Chinois les causes de l'échec de la révolution fussent mises en discussion.

Ce refus et cette demande cassèrent le lien tenu qui rattachait encore Tchen Dou-Siou aux staliniens. Il rejoignit un des groupes de l'opposition de gauche; par la suite, après l'unification de ces groupes qui formèrent la Ligue Communiste, section chinoise de la IV^e Internationale, il fut une des figures dominantes du trotskysme chinois. Secrétaire général de la Ligue, il dirigea l'activité illégale du groupe jusqu'à son arrestation par le Kuomintang en 1932. Traduit devant le tribunal militaire de Nankin, Tchen se conduisit pleinement comme un dirigeant révolutionnaire et flétrit publiquement le régime militaire et terroriste du Kuomintang. Sa courageuse attitude lui valut une condamnation à treize ans de prison pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Mais la figure de cet homme qui, entouré de gendarmes, menacé par une possible condamnation à mort, criait sa défiance et sa haine à ses bourreaux et faisait entendre dans ce tribunal de persécutions la voix des masses terrorisées et écrasées, cette figure fut pour tous les révolutionnaires un stimulant et un exemple.

Il resta en prison à Nankin de 1932 à 1937; peu de temps après l'éclatement de la guerre sino-japonaise, il fut libéré ainsi que d'autres prisonniers politiques, mais placé sous une très stricte surveillance qui l'empêcha de reprendre contact avec ses camarades. Quand le gouvernement du Kuomintang s'installa à Tchungkking pendant la guerre, Tchen fut envoyé à Kiangtsin, un petit village du Szetchouan, non loin de Tchungkking. Atteint d'une maladie de cœur que son séjour en prison avait aggravée, il y mourut à l'âge de 64 ans. Malgré l'isolement, il était resté attaché à la IV^e Internationale. Le gouvernement réactionnaire du Kuomintang l'empêcha de reprendre même son activité littéraire car la bourgeoisie ne cessa jusqu'à la fin de le craindre.

Le souvenir de Tchen Dou-Siou demeurera celui d'un grand révolutionnaire. Ses limitations politiques proviennent de la situation même de la Chine au moment où il entra dans la lutte révolutionnaire plus que de sa propre personnalité. Car, s'il fut un communiste convaincu et courageux, Tchen Dou-Siou ne devint jamais un réel marxiste, ce qui explique qu'il ait accepté en 1925-27 la ligne opportuniste du Komintern et qu'il ait pu, pendant la deuxième guerre mondiale, développer la conception que les révolutionnaires devaient dans cette guerre soutenir les impérialismes démocratiques contre l'impérialisme dirigé par le fascisme, en négligeant le contenu impérialiste de la guerre; cela explique aussi les illusions qu'il nourrissait sur le « camp démocratique ».

Sa formation marxiste ne devint jamais très solide: elle était dès le départ entravée par son ignorance des langues étrangères et l'insignifiance des traductions chinoises d'ouvrages marxistes à cette époque. De plus, Tchen Dou-Siou a passé toute sa vie en Chine et n'a pu élargir son expérience au contact du mouvement ouvrier et révolutionnaire international. Ses seuls rapports avec l'étranger furent ceux qu'il eut en 1925-27 avec les fonctionnaires du Komintern (Borodine, Roy, etc.), dont la seule tâche était de donner des ordres. Ce n'est pas à leur école que Tchen Dou-Siou pouvait se former à une méthode d'analyse marxiste et grandir son horizon politique.

Toutes ces circonstances ne pouvaient donc que contribuer à enraciner en lui ses illusions premières sur « la démocratie ». Il était arrivé dans la vie politique au moment où la lutte contre les seigneurs de guerre de la Chine du Nord s'imposait comme la tâche la plus urgente. Sa formule « science et démocratie », qui résumait la nécessité de débarrasser la Chine du Confucianisme, porte le poids de l'état féodal du pays. Sa lutte contre le vieux gouvernement de Pékin, puis contre le régime bureaucratique du Kuomintang, contribua à lui faire concevoir la démocratie comme un idéal abstrait, vide de tout contenu de classe. La dégénérescence de l'Union Soviétique et la terrible machine stalinienne d'oppression et de teneur accentuèrent encore cette tendance.

Malgré ses graves limitations politiques, Tchen Dou-Siou est une grande figure de révolutionnaire; il n'a pas hésité à abandonner une carrière honorable pour la vie incertaine et difficile du militant; il n'a jamais désavoué ses convictions et a préféré risquer la prison et la mort plutôt que de capituler devant le bourreau de Tchiang-Kai-Shek. Il a frayé la voie au mouvement marxiste en Chine avec une vaillance et un dévouement tels qu'il mérite bien de demeurer dans la mémoire des révolutionnaires comme « le père du communisme chinois », nom qui lui avait été donné dans les premières années du P.C. chinois.

Voici un beau texte de Tchen-Dou-Siou montrant sa fermeté de caractère et sa mentalité de révolutionnaire communiste :

En réalité, si je pouvais anéantir ma faculté de penser, ne pas me soucier des intérêts du prolétariat, faire avec eux la sale besogne et les encourager à continuer les erreurs passées, ils ne pourraient que se baser sur leur vieux opportunisme pour attaquer, par la plume et par la parole, les soi-disant « trotskystes » pour tenter tous ensemble de couvrir leurs fautes. Comment pouvaient-ils m'exclure du parti ? Moi, qui ai lutté contre les forces sociales ennemies pendant la plus grande partie de ma vie, comment puis-je accepter de faire une telle besogne, confondre le vrai et le faux ? Li Li-San dit : « Les opportunistes ne veulent pas comprendre les leçons de l'échec de la grande révolution et ils tentent de se cacher sous le drapeau du trotskysme pour dissimuler leurs fautes. » En fait, dans les documents du camarade Trotsky, les paroles par lesquelles il me blâme sont beaucoup plus dures que celles de Staline ou de Boukharine; mais je ne puis que reconnaître que les leçons dégagées par lui de l'échec de la révolution sont entièrement correctes et je ne puis les repousser sous prétexte qu'il me blâme. Je suis prêt à recevoir la critique, si sévère soit-elle, de tout camarade, et je refuse d'enfourner sous terre les leçons et les expériences de la révolution. Je préfère être exclu maintenant par Li Li-San et autres et je refuse d'assister passivement au développement de la crise du parti sans m'efforcer de la conjurer et de mériter ainsi, dans l'avenir, le blâme des camarades du parti. Je suis prêt à supporter avec calme une oppression accrue des forces sociales ennemies pour défendre les intérêts du prolétariat, et je refuse de suivre aveuglément les chefs officiels, brutaux et corrompus !

Camarades ! Je sais que le Comité Central m'exclut du parti uniquement pour couvrir les fautes de quelques hommes. Ainsi, ce n'est pas seulement pour m'empêcher d'ouvrir une discussion dans le parti et de formuler mes idées qu'on m'exclut. C'est pour fermer la bouche de tous les camarades. Je sais que les masses du parti n'ont jamais eu la moindre intention de m'exclure. Bien que j'ai été exclu par quelques chefs, il n'y eut jamais d'hostilité entre la masse du parti et moi. Je continuerai de servir le prolétariat, la main dans la main avec les camarades qui refusent de suivre la politique opportuniste de la clique stalinienne...

(Lettre de Tchen Dou-Siou à tous les membres du P. C. chinois, de décembre 1929, reproduite dans « La Lutte de Classes », revue de l'opposition de gauche, n° 25-26 (décembre 1980), p. 688-9.)

Un signe de grandes choses à venir

Le conflit entre le gouvernement et la bureaucratie syndicale aux Etats-Unis

par Murry WEISS

Le départ des représentants ouvriers de toutes les administrations gouvernementales de guerre inaugure une nouvelle phase dans la crise du capitalisme américain. Commencant avec les revers subis dans l'aventure impérialiste en Corée, cette crise a été aggravée par le « grand débat » de politique extérieure et atteint maintenant son expression la plus âpre dans le conflit entre les dirigeants ouvriers et le gouvernement de Truman.

La bureaucratie ouvrière ne voulait

pas cette crise. Ces « lieutenants ouvriers de la classe capitaliste » ont tout fait pour éviter une lutte politique avec leurs maîtres capitalistes. Mais la rupture est venue en dépit de tous leurs désirs, et elle a tracé une ligne nette entre le travail et le capital sur le terrain politique. C'est la pression la plus énergique du mécontentement ouvrier qui seule les contraignait à mettre en cause la domination exclusive du grand capital sur la machine de mobilisation pour la guerre.

Pas d'association

Le droit du grand capital à dominer la machine de l'Etat capitaliste est la dernière question que les bureaucrates ouvriers veulent soulever; leurs objections ne vont qu'à sa *domination exclusive*. Ce qui est le plus frappant dans les déclarations des bureaucrates syndicaux, c'est leur revendication d'une « association réelle ». La bureaucratie revendique une coalition « réelle » du type des gouvernements sociaux-démocrates qui florissaient en Europe, à l'épanouissement du capitalisme, assurant la sécurité aux bureaucrates syndicaux, la stabilité des syndicats et une association « réelle » entre le capital et le « travail », c'est-à-dire les bureaucrates ouvriers.

Nous ne sommes plus à l'épanouissement du capitalisme mais à l'époque de son agonie. Les capitalistes américains rêvent d'un empire mondial de grand style, tel l'Empire britannique du XIX^e siècle, permettant au capitalisme anglais d'amasser d'énormes superprofits dans ses possessions coloniales sur le monde entier. Les bureaucrates syndicaux américains ne veulent rien d'autre qu'une participation de bénéficiaires privilégiés dans une

telle entreprise; ils aspirent à devenir des associés « à la direction politique » de l'Etat impérialiste. *Trop tard! Trop tard aussi bien pour l'impérialisme que pour la bureaucratie syndicale.*

Depuis 1914 le monde capitaliste étouffe dans un marché mondial qui se contracte. Deux guerres impérialistes ont été menées pour s'emparer de ce marché et le dominer. Plus une nation impérialiste est riche, plus sa capacité de production est grande, plus son besoin de marchés extérieurs et de débouchés pour investir ses capitaux est grand et plus catastrophiques sont les conséquences de ce marché mondial en contraction.

Le capitalisme américain a besoin du globe entier comme sphère d'exploitation sinon il doit périr. Il est sorti de la deuxième guerre mondiale le vainqueur violemment résolu à atteindre son but, la domination mondiale. Mais cette victoire se transforme en une dérision. Le marché mondial est devenu encore plus restreint. L'Union soviétique reste inaccessible à la pénétration impérialiste. En outre, le Kremlin a pu fermer de grandes par-

ties de l'Europe centrale et orientale à l'exploitation impérialiste. L'Europe occidentale est un tonneau sans fond pour le capitalisme américain. L'ardent prolétariat européen reste une menace pour le capitalisme. L'Asie a été emportée par une irrésistible révolution pour son indépendance, embrasant le monde colonial et les opprimés de partout.

Tel est le monde que le capitalisme américain « vainqueur » aspire à dominer. Peut-il vivre en paix avec ce monde et accepter calmement l'effondrement du système capitaliste? C'est impossible! Il est obligé de prendre le chemin d'une guerre impérialiste sanglante. Il doit entreprendre un programme fantastique : écraser le prolétariat européen, réenchaîner les peuples coloniaux et régler les comptes de l'Union soviétique.

Il y a une contradiction inéluctable entre l'exécution de ce monstrueux programme et le maintien de la paix sociale à l'intérieur. C'est ce que la bureaucratie ouvrière ne peut et ne

veut comprendre. Les capitalistes américains, aiguillonnés par la catastrophe imprévue en Corée, ont mis en route un programme qui vise à la réduction du standard de vie en Amérique et l'exige impérieusement.

Ce cours leur est dicté par toute la crise mondiale du capitalisme. Ils sont mus non seulement par leur avidité mais par irruption au grand jour de toutes les contradictions fatales du système impérialiste mondial.

Le vieil équilibre du capitalisme américain est en train de recevoir le premier choc de toute une série de coups violents. L'équilibre politique de la domination capitaliste en Amérique reposait sur l'alliance des bureaucrates syndicaux avec l'Etat capitaliste. Mais la bureaucratie syndicale repose sur la puissance organisée de 15 millions d'ouvriers qui ne sont pas disposés à accepter le programme que le grand capital mijote. Le mécontentement et la colère montent. Là se trouve la raison principale de la crise actuelle et des crises plus profondes à venir.

De futures grandes luttes

La bureaucratie syndicale se trouvera coincée entre sa fidélité fondamentale à la politique extérieure des capitalistes et sa base ouvrière de masse. Tout conflit sérieux entre les ouvriers et les capitalistes donnera des coups de massue à l'édifice politique déjà branlant et introduira de nouvelles contradictions profondes dans les rapports de la bureaucratie avec l'Etat capitaliste et au sein de la bureaucratie elle-même. Ceci, à son tour, approfondira et avivra la crise au sein de la classe dirigeante américaine.

Sur les poteaux de la route de Philis-

toire se trouve écrit : « futures grandes luttes en Amérique ». Pour Truman, le départ des bureaucrates constitue un « désaccord »; les dirigeants syndicaux sont illusionnés par l'idée ridicule qu'il ne s'agit que d'une querelle temporaire qui pourra être aisément arrangée. Mais pour les ouvriers, c'est un signe du réveil de leur conscience et de la réalisation de leur mission historique par une action politique indépendante.

(Traduit du *Militant*,
12 mars 1951.)

Pierre FRANK

La classe ouvrière française passe de la défensive à l'offensive

La France vient de passer par une nouvelle crise ministérielle et une grande vague de grèves. La crise ministérielle, tout comme les précédentes, n'a guère

entraîné de changements dans la composition du gouvernement. Par contre, la vague de grèves a profondément modifié les rapports entre les classes.

La première législature de la IV^e République

Examinons d'abord la crise gouvernementale et les jeux parlementaires, qui expriment aussi à leur façon les contradictions dans lesquelles se débat la France. Nous voici à la fin d'une législature élue au lendemain de la « libération ». La réaction à l'époque se terra ou vota pour les radicaux, le M.R.P. et quelques autres formations insignifiantes. Le P.C.F. emporta le tiers des suffrages. Socialistes et communistes eurent la majorité dans l'Assemblée Nationale. La première législature de la IV^e République commença par un gouvernement tripartite (M.R.P.-P.S.-P.C.F.), les partis ouvriers œuvrèrent énergiquement au rétablissement de l'Etat et de l'économie capitalistes. En mai 1947, pour des raisons internationales et nationales, le P.C.F. se trouva hors de la coalition gouvernementale. Le P.S. se vautra de plus en plus au service de la bourgeoisie. La classe ouvrière engagée dans de grandes luttes pour la défense de ses conditions de vie subit trois années de suite des échecs graves, non parce que la bourgeoisie avec l'appui social-démocrate était forte mais avant tout en raison de la politique du P.C.F. qui subordonna tout mouvement important aux besoins diplo-

matiques du Kremlin. La politique de pression suscita les « grèves tournantes » au lieu de la grève générale, la lutte pour un gouvernement d'union démocratique au lieu d'un gouvernement de front unique. La bourgeoisie l'emporta. La majorité gouvernementale dite « 3^e force », entre le P.C.F. et les gaullistes, et composée de socialistes, du M.R.P., des radicaux et de divers « indépendants », s'axa de plus en plus à droite. Dans les premiers mois de 1950, la bourgeoisie se crut même en état de rejeter les socialistes hors du gouvernement. Ceux-ci ne firent pas le moindre acte d'opposition. Mais la possibilité d'une conjonction des socialistes et des communistes dans l'opposition ayant suffi à stimuler quelques luttes ouvrières, les socialistes furent rapidement réintégrés dans les combinaisons ministérielles.

La majorité parlementaire actuelle est au plus haut point préoccupée de son maintien malgré son usure extrême, car les éléments qui la composent savent fort bien que s'ils ne tiennent pas ensemble ils sont fichus. « Nous sommes conjamnés à vivre ensemble », leur a dit Queuille.

En route vers l'inflation

Sur le plan économique, la situation du capitalisme français n'est guère brillante. La presse française et les politiciens soulignent que la production française a atteint des chiffres record : 140 % par rapport à 1938. Mais ce faisant, ils oublient que l'année de référence était la plus mauvaise entre les deux guerres mondiales, ils oublient que le relèvement de la production depuis la « libération », obtenu surtout grâce à l'aide Marshall, provient d'une surexploitation des travailleurs et ne comporte aucun renouvellement important de l'ap-

pareil de production, qui est le point le plus noir de toute l'économie française; on parle de moins en moins du plan Monnet qui devait apporter des bouleversements dans ce domaine. Enfin, dans les tout derniers mois, on assiste à un plafonnement de la production et divers signes permettent de penser que, malgré les nécessités du réarmement, des jours mauvais s'annoncent pour l'économie française. Les programmes de réarmement d'autres pays privent l'économie française de certaines matières premières (notamment pour la sidérurgie, le coton,

le papier, les textiles artificiels). Les industries d'exportation voient leurs débouchés se contracter. Enfin, depuis de longs mois, la faiblesse du marché intérieur — que la montée des prix ne peut qu'accroître — provoque une mévente peu différente d'une crise commerciale.

Les capitalistes et les gouvernants voient avec terreur l'inflation recommencer. Que peuvent-ils faire ? Rétablir les contrôles du temps de guerre, pourtant si peu sévères ? Les bourgeois ne veulent pas en entendre parler; il faut aussi reconnaître qu'il est difficile pour un Etat capitaliste de le faire en l'absence d'un régime de contrôle politique d'un

type dictatorial comme celui du temps de guerre. Freiner les hausses des produits essentiels par des subventions, comme la Grande-Bretagne d'ailleurs plus ou moins à bout de souffle en a donné l'exemple ? Mais où l'Etat trouvera-t-il les ressources nécessaires aux subventions sans porter atteinte aux profits capitalistes, alors que le niveau d'existence des masses est réduit au point que la direction des syndicats chrétiens déclare le 15 mars : « Toute opposition (du patronat) à une hausse généralisée des salaires ne peut plus être différée sans mettre en péril la paix sociale » ?

La guerre

Le capitalisme français n'a pas seulement à assurer sa part dans la préparation de la guerre. Il est engagé depuis plus de quatre ans dans la guerre au Vietnam où, au cours de l'année 1950, il a essayé de cuisants échecs. Cette guerre absorbe une fraction importante du budget national; elle exige non seulement des armes américaines mais elle pose à l'armée française de graves problèmes de personnel. Pour pouvoir tenir le coup en 1951, le commandant en chef au Vietnam demande 15 à 20.000 nouveaux soldats provenant non du contingent (la loi ne le permet pas encore) mais des troupes de métier. Celles-ci ne peuvent être obtenues qu'en les prélevant dans les colonies françaises où elles devraient être remplacées par des hommes du contingent. Autrement dit, il s'agit avant tout d'envoyer en Afrique du Nord des travailleurs de France pour y faire la besogne de soldats de métier. La perspective n'est pas réjouissante pour l'impérialisme français qui sait que l'Afrique du Nord est en pleine fermentation (1). Si la guerre de Corée est considérée comme un « banc d'essai » par le Pentagone, l'état-major français

voit dans la guerre du Vietnam non le laboratoire de ses méthodes et de ses armes, mais une plaie béante par où s'écoulent ses forces vives.

Nous avons mentionné jusqu'à présent les problèmes économiques et coloniaux, ce qui ne veut pas dire que la situation internationale vienne au second rang des préoccupations de la bourgeoisie française. Dans des discours prononcés en Amérique, le président de la République Vincent Auriol et l'ex-président du Conseil Pleven ont affirmé qu'il n'y avait en France qu'un nombre insignifiant de « neutralistes », c'est-à-dire de gens désireux avant tout de rompre le pacte Atlantique et de retirer la France de la « politique des deux blocs ». En fait ceux-ci pullulent dans la bourgeoisie et dans la petite bourgeoisie, leur porte-parole est le journal *Le Monde*. Les seuls défenseurs acharnés des Etats-Unis en France sont d'une part les gaullistes (le chef du R. P.F. a tout à fait renoncé à sa politique de « grandeur » du lendemain de la guerre) et, d'autre part, les éléments sociaux-démocrates et réformistes par suite de leur stalinophobie.

Les objectifs de la loi électorale

Dans cette situation, la caractéristique essentielle de la politique de la bourgeoisie française, c'est l'absence de perspectives, les décisions prises à la petite semaine, c'est le souci de différer tous les problèmes, en espérant un miracle qu'elle sait impossible. Les élections approchent. La combinaison parlementaire qui constitue la base du gouvernement et qui ne voit pas d'autre issue possible pour le maintien du régime actuel que de continuer son existence végétative n'ose pas formuler le moindre programme commun. Les partis de cette majorité sont violemment aux prises

entre eux pour définir un système de scrutin qui réponde aux exigences suivantes :

a) réduire la représentation des voix du P.C.F. qui se maintiendront au niveau de 1946;

b) empêcher une trop forte fraction du

ont attiré à nouveau l'attention sur ce souci permanent de la bourgeoisie française.

Un récent incident vient encore d'éclairer lumineusement la crise qui travaille « l'Union française ». A Epinal, en Lorraine, des tirailleurs marocains, c'est-à-dire des mercenaires utilisés par l'impérialisme pour toutes les besognes, et notamment pour la répression, sont encasernés à des milliers de kilomètres de chez eux. A la suite d'une querelle dans un bal, la police arrêta un sous-officier marocain. Les tirailleurs prirent fait et cause pour lui. Une échauffourée avec la police s'ensuivit et, si on en croit les nouvelles d'agence, ils retournèrent à leur caserne pour prendre leurs armes.

A Paris même, les Nord-Africains immigrés se heurtent fréquemment aux autorités dans leur lutte pour l'indépendance.

(1) Dans le précédent numéro de *Quatrième Internationale*, une note éditoriale a montré la gravité de la situation dans cette partie du monde pour l'impérialisme français. Les événements du Maroc, l'ultimatum du général Juin, la soumission apparente du Sultan, l'agitation qui continue au Maghreb et qui a suscité la solidarité de tous les pays arabes

R.F.F. qui, en conjonction avec les élus stalinien, pourrait considérablement gêner le fonctionnement de la machine parlementaire;

c) bloquer les voix des partis de la majorité gouvernementale.

Le programme ? Chacun des partis de cette majorité développe les thèmes susceptibles de toucher les catégories d'électeurs dont il escompte les voix. Les socialistes font de la démagogie sur les revendications des travailleurs, notamment des fonctionnaires, et la défense des

conquêtes sociales (nationalisations, sécurité sociale); le M.R.P. se fait le défenseur des allocations familiales et de l'école libre; les radicaux dénoncent les nationalisations (en exploitant la gabegie et les scandales qui sont le lot d'entreprises gérées sur un mode capitaliste) et se font les champions des économies. Si ces partis remportent une majorité, l'orientation du gouvernement dépendra et du poids parlementaire de chacun de ces partis et des développements sociaux dans le pays.

Avant le mouvement de grève

A la suite des graves échecs de la classe ouvrière de 1947 à 1949 (2), les jeux parlementaires avaient de plus en plus occupé le devant de la scène. Mars 1950 avait bien été rempli par quelques grèves, mais celles-ci ne traduisaient ni ne provoquaient un retournement de la situation. L'aggravation des conditions des masses, l'appauvrissement général, la montée des prix, tandis que salaires, traitements, pensions restaient à un niveau déjà insuffisant avant la montée du coût de la vie, engendraient un mécontentement croissant, sensible dès le retour des vacances de 1950; mais ce mécontentement n'était alors pas prêt à se traduire en mouvements. Sur les masses pesaient non pas tant les échecs des années précédentes, mais leurs conséquences, à savoir la division ouvrière et la méfiance envers les directions. Les travailleurs ont le sentiment très réel — s'il n'est pas très clairement

exprimé — que chacune des directions a des objectifs propres. A défaut d'une nouvelle direction qui n'a pas encore surgi de leurs rangs, une garantie qu'ils peuvent avoir de se battre vraiment pour eux, c'est que toutes les directions s'engagent dans les luttes. L'unité d'action n'est pas seulement à présent une formule de propagande, mais une nécessité profondément ressentie par les travailleurs de France et une exigence de leur part.

Dès le mois de février 1951, on enregistrait le début d'une agitation dans les entreprises, sous la forme d'un très grand nombre de demandes de revendications partielles, par atelier ou par catégorie dans les entreprises de l'industrie privée. Le mécontentement s'exprimait aussi dans des couches sociales petites bourgeoises comme les étudiants (une journée nationale de grève générale, le 15 mars, pour un présalaire).

Les transports parisiens s'arrêtent

Le récent mouvement a pris le départ avec l'entrée en lutte des 34.000 travailleurs des transports parisiens (autobus et métro). Le conflit couvait depuis plusieurs semaines. Avant la crise ministérielle s'était produite une grève générale de 24 heures de ces travailleurs. Les autorités avaient négligé cet avertissement bien que, dans cette corporation disséminée par ses conditions de travail, cette manifestation avait été plus d'une fois, avant un mouvement illimité, la répétition générale servant à vérifier que tout le monde était prêt à l'action. Il faut observer que ce mouvement avait été ordonné par quatre syndicats groupant les travailleurs du métro et des autobus (3), sur le mot d'ordre: augmentation mensuelle de 6.000 francs pour tous; la grande majorité des travailleurs avait assez de luttes pour des augmen-

tation hiérarchisées, luttes dans lesquelles le manoeuvre se battait pour assurer des augmentations substantielles... à ceux qui étaient chargés de le mieux exploiter. Le succès de cette grève de 24 heures était d'autant plus important que, bien que le syndicat autonome des conducteurs du métro ne s'était pas joint au mouvement, les membres de ce syndicat avaient répondu à l'ordre de grève (4).

Le nouveau gouvernement avait promis dans sa déclaration constitutive de s'occuper des salaires; mais il s'était

et le Syndicat autonome du réseau ferré (qui groupe les travailleurs de la ligne de Sceaux, ancienne ligne de chemin de fer annexée au métro).

(4) Cette catégorie, qui dispose d'une position stratégique dans le métro, possède certains avantages particuliers par rapport aux autres. La création de ce syndicat a autrefois été encouragée par la Régie. A sa tête se trouve un nommé Clément, qui est personnellement lié au R.P.F. Dans la grève qui vient de se terminer, son autorité sur les conducteurs du métro a été considérablement diminuée.

(2) Voir *Quatrième Internationale*, numéros de janvier 1947, décembre 47, novembre 48, février 49, janvier 50, avril 50, juillet 50.

(3) Ces quatre syndicats sont: celui de la C.G.T. (d'orientation stalinienne), de F.O. (qui groupe surtout des cadres), de la C.F.T.C.

gardé de donner la moindre indication de date ou de chiffre. Le chef du gouvernement, sollicité de recevoir les délégués du personnel des transports parisiens, renvoya l'audience à une date lointaine; au gouvernement en était avant tout préoccupé de la loi électorale. Aussi les quatre syndicats donnèrent l'ordre

de grève pour le vendredi 16 mars. Elle fut immédiatement réussie tant pour le métro que pour les autobus. Le gouvernement crut régler l'affaire rapidement en affectant des camions militaires au transport des Parisiens et en permettant à toutes sortes de transports privés de fonctionner dans la région parisienne.

La grève des cheminots

Mais la grève des transports parisiens fut un signal pour l'ensemble des travailleurs. Ceux du gaz et de l'électricité qui avaient de vieux griefs et des revendications non satisfaites arrêtaient aussitôt le travail pour 24 heures. Mais il y eut mieux. Au troisième jour de la grève des transports à Paris, les cheminots commencèrent à débrayer. Le mouvement eut pour origine les lignes de la banlieue parisienne, plus directement sensibilisées par la grève du métro et des autobus. Elle s'étendit rapidement à travers tout le pays.

Le gouvernement décida d'abord de recourir aux grands moyens en ordonnant la réquisition des cheminots. Les résultats furent insignifiants: 80 % des ordres ne furent pas exécutés; ceux qui rejoignirent leur poste firent souvent la grève sur le tas. Dans certains endroits, la gendarmerie loin d'aller porter les ordres de réquisition à domicile se borna à les remettre aux comités de grève. Le mouvement des cheminots gagnait en intensité. Le Président de la République, pour s'embarquer à destination des Etats-Unis, au lieu de prendre le train pour le Havre, dut avec sa suite s'y rendre en automobile.

Le mouvement était si puissant que le gouvernement sembla pris de panique. Il convoqua immédiatement la Commission supérieure des conventions collectives, destinée à établir un minimum vital (fictif) servant de base aux salaires et annonça qu'il donnerait des augmentations, compte tenu des travaux de cette commission. L'année précédente celle-ci avait discuté pendant plusieurs mois sa convocation, tout d'abord fixée au 27 mars, fut avancée au 22 avec mission de donner sa réponse le lendemain. Le jour même elle conclut à une augmentation des prix par rapport à l'année précédente de 12,5 %. Le gouvernement

aussitôt accorda des augmentations de 11,5 % aux cheminots et promit une augmentation à toutes les catégories de fonctionnaires. Douze milliards de crédits nouveaux étaient alloués aux mineurs.

Parallèlement, les dirigeants des syndicats F.O. et C.F.T.C., soucieux de sauver la mise à leurs camarades ministres de la S.F.I.O. et du M.R.P. dans une période préélectorale, donnaient aux cheminots l'ordre de grève générale pour 48 heures, ordre qui fut étendu de quelques heures. Pour ces chefs réformistes, c'était une fois de plus le recours à la soupape de sûreté traditionnelle: on prend la tête d'un mouvement en vue de faire rentrer tout le monde au travail, à un jour donné, pour les fêtes de Pâques. En l'absence de directives de la C.G.T. et le gouvernement ayant accordé des augmentations de salaires, les cheminots retournèrent au travail.

Au lendemain des journées de Pâques, la métallurgie allait-elle entrer en mouvement? En toute hâte, le patronat de cette industrie qui, trois jours auparavant avait signé une convention avec les syndicats F.O. et C.F.T.C. accordant 7 % d'augmentation, signa une nouvelle convention portant celle-ci à 10 %. Là, faute de directives de la C.G.T., le mouvement ne démarra pas. Bientôt les transports parisiens restaient quasi seuls en lutte. Leur mouvement dura 19 jours. Ce fut une des plus belles batailles dans l'histoire des travailleurs parisiens depuis de nombreuses années (5).

L'agitation persiste dans nombre de corporations, notamment chez les fonctionnaires qui sont mécontents des augmentations dérisoires qui leur ont été accordées. Dans de nombreuses entreprises, les patrons accordèrent des augmentations de salaires sans attendre même que celles-ci soient revendiquées.

Première victoire

Incontestablement, le mouvement s'est terminé par une première victoire pour les travailleurs. Cette victoire, ce n'est

pas surtout dans des chiffres qu'elle se traduit. Les augmentations obtenues sont notoirement insuffisantes par rapport

(5) Sur les 2.000 autobus de Paris, même au dernier jour de la grève, il n'en sortit pas 5, conduits par des hauts gradés, sous une forte surveillance policière.

Dans le métro, au bout de quelques jours, la Compagnie parvint à faire circuler à grands intervalles de temps un certain nombre de rames. Le service stoppait vers les 8 heures du soir et ne desservait qu'un quart des stations; et l'entrée sur les quais était gratuite.

La grève se prolongea d'un jour, les tra-

vailleurs acceptant les conditions de salaires, mais poursuivant leur mouvement en solidarité pour trois des leurs qui, ayant été condamnés par les tribunaux pour avoir frappé un jaune, se sont vus suspendus de leur emploi.

La combativité a été remarquable; personne n'a flanché. S'ils sont rentrés au travail sans une victoire, c'est parce que le mouvement au départ duquel ils se sont trouvés n'a pas été élargi par les directions en un mouvement d'ensemble rapide et puissant.

aux hausses passées, et déjà de nouvelles hausses sont annoncées sur le gaz, l'électricité, le charbon, l'acier, les transports, les services postaux, etc... **La victoire des travailleurs consiste essentiellement en ce que, pour la première fois depuis la fin de 1947, ils ont par leur action transformé la situation à leur avantage.** Ils ont ressoudé leurs rangs, regagné confiance dans la grève qui, cette fois-ci, a payé, repris l'initiative des opérations. Ils sont mieux prêts à de nouvelles luttes que chacun sait inévitables.

Le renversement de la situation ouvre une période d'agitation ouvrière intense, de luttes extrêmement politisées, avec pour objectif la question du pouvoir et préparatoire à la grève générale. Cette conjoncture nouvelle dominera toute la situation et, en particulier, les élections.

La modération des stalinien et ses raisons

Jusqu'à la période de grèves, la politique stalinienne avait été marquée par une affirmation bureaucratique du « rôle dirigeant » du parti, de tentatives de « politisation » bureaucratique de tous les mouvements dans le sens de la politique du Kremlin (les revendications économiques étaient accrochées à la « lutte pour la paix », à la lutte contre le réarmement de l'Allemagne); au cours du mois de février encore, le secrétaire d'organisation du parti, Lecœur, reprochait aux membres du P.C.F., dirigeants du syndicat du métro et des autobus, des erreurs économicistes. Dès que la grève commença à s'étendre, on assista purement et simplement à un abandon de cette politique et à une attitude pratique d'abstention en ce qui concerne le mouvement. Dans toutes les grandes périodes de lutte, Frachon, secrétaire général de la C.G.T., avait coutume d'écrire un éditorial quotidien dans *L'Humanité*, afin de diriger chaque jour le mouvement. Cette fois-ci, il y eut un article tout au début, puis plus rien pendant une quinzaine; Frachon ne retrouva l'usage de sa plume qu'au moment où les grèves refluaient pour dresser un bilan et parler de l'avenir. Là où les ouvriers débrayaient, les militants du P.C.F. et de la C.G.T. se mettaient à la tête du mouvement. Le mouvement a surtout affecté des corporations qui ne constituent pas traditionnellement l'avant-garde de la classe ouvrière. Dans les industries d'avant-garde (les Métaux par exemple) et où leur influence est très largement dominante, ils ont laissé les travailleurs dans l'indécision, ce qui a nu à une extension du mouvement. Dans quelques usines où se trouvaient des militants d'avant-garde échappant à leur contrôle et susceptibles de former une direction nouvelle indépendante, ils intervinrent plus activement... pour s'opposer à un mouvement; ce fut notamment le cas chez Renault qui aurait, en entrant dans la lutte, donné le signal à toute la métallurgie parisienne et à de nombreuses autres industries, ce qui aurait mis à l'ordre du jour la grève générale.

Le retournement de la situation fut si rapide qu'il se produisit à la surprise générale. Les bourgeois, guidés par l'idée que les grèves sont le produit de sourdes agitations de meneurs, reprochèrent au gouvernement de n'avoir pas su qu'un tel mouvement se préparait. Mais toutes les directions ouvrières furent aussi surprises par l'éclosion de ce mouvement.

Nous avons dit plus haut quelle fut l'attitude des dirigeants réformistes et des syndicats chrétiens. Il n'est guère besoin d'insister à ce sujet. La très grande majorité de la classe ouvrière est sous l'emprise des dirigeants stalinien, et c'est leur attitude qui mérite d'être étudiée de très près, d'autant plus qu'ils ont étonné beaucoup de monde, y compris un très grand nombre de membres de leur parti.

A quoi faut-il attribuer cette modération soudaine des chefs stalinien ?

Ils n'ont fondamentalement pas changé de ligne. Dès que le mouvement se fut considérablement apaisé et qu'il ne parut plus y avoir de possibilité très immédiate de vaste élargissement, ils remirent l'accent sur les problèmes chers à la diplomatie du Kremlin. Les cadres de l'Union des syndicats de la Région Parisienne sont convoqués au début d'avril avec à l'ordre du jour la préparation du Premier Mai et... le compte rendu de la Conférence de Berlin contre le réarmement de l'Allemagne !

Peut-on penser que les dirigeants stalinien ont estimé que, dans un mouvement aussi vaste, ils n'auraient pas pu violenter leurs militants pour les détourner de leurs préoccupations qui étaient celles de toute la classe ? Dans une certaine mesure, cela peut être vrai. Mais les dirigeants stalinien se sont montrés plus d'une fois peu embarrassés pour contraindre les militants de leur parti à coiffer les mouvements ouvriers de leurs mots d'ordre spécifiques sans se soucier des conséquences pour ces mouvements. Nombre de membres du P.C.F. qui, dans les mois passés, avaient eu comme consigne de pousser la moindre lutte étaient surpris de ne pas avoir de directives et de ne pas en recevoir. La direction stalinienne ne leur a pas encore fourni d'explications. Il est probable qu'elle ne manquera pas d'en trouver après coup, mais il est douteux qu'elle donne l'explication vraie.

La haute direction stalinienne a compris que le mouvement de Pâques 1951 n'était, dans tout le développement de la situation, qu'un combat préliminaire, des escarmouches, que la bataille ne prendra toute son ampleur qu'à une étape prochaine, et que pour elle, dans ces conditions, la meilleure tactique était celle qui la placerait dans les positions les plus favorables pour contrôler le mouvement au plus fort du combat et le diriger au profit de la diplomatie du Kremlin. Cette explication permet de

comprendre comment ont opéré les chefs stalinien.

En n'étendant pas le mouvement, ils vont prétendre auprès de gens non avertis qu'ils ne poussent pas aux luttes comme on les avait accusés, qu'ils ne cherchent pas le désordre pour des objectifs politiques et qu'ils sont soucieux des intérêts des travailleurs. Après des mois d'isolement relatif et de manifestations aventuristes, ils se sont rapprochés de travailleurs qui s'étaient écartés d'eux. Ils ont mis en avant un programme de revendications, acceptable en assez grande partie, pour l'ensemble des travailleurs. Dans les déclarations officielles de la C.G.T., l'insistance portait sur une demande de participation aux négociations avec le gouvernement dans toutes les industries et corporations. Ils ont protesté contre leur éviction. Après cela, ils vont dire que si les augmentations obtenues sont insuffisantes, c'est parce qu'ils avaient été écartés de négociations auxquelles avaient participé des organisations ne jouissant pas de la confiance de la grande majorité des travailleurs. Pour prétendre qu'ils sont des partisans de l'unité d'action, les représentants de la C.G.T. à la Commission supérieure des Conventions Collectives ont fait une proposition aux dirigeants des autres centrales, à l'ouverture des travaux, pour que toutes les délégations ouvrières à cette Commission défendent un seul et même

programme de revendications ouvrières. Ils n'avaient jamais fait auparavant de telles propositions, ils n'avaient pas fait précéder ou appuyer leur proposition d'une agitation à la base pour qu'elle soit soutenue par tous les travailleurs; ils savaient que, dans ces conditions, ils recevraient une fin de non-recevoir et maintenant ils diffusent très largement leur proposition pour montrer que, s'il n'y a pas eu une large unité d'action, c'est la faute des autres.

La tactique stalinienne dans les grèves a-t-elle été directement liée aux développements actuels dans la situation internationale ? Il est difficile de l'affirmer, par le fait de leur abstention. Toutefois, si on tient compte qu'à la même période une proposition stalinienne était formulée par Togliatti, à Milan, dans les termes suivants. « Nous déclarons que nous sommes disposés à retirer notre opposition dans le pays et au Parlement à un gouvernement qui modifierait radicalement la politique extérieure de l'Italie, pour que l'Italie ne soit pas engloutie dans le tourbillon d'un nouveau conflit », on peut supposer que les stalinien n'ont pas été fâchés de montrer à la bourgeoisie, au cours de négociations internationales actuelles, le poids de leur intervention possible dans les mouvements des masses au cours de la prochaine période, dans une direction ou dans l'autre selon le résultat des négociations.

Des éléments d'une direction indépendante

Le mouvement qui vient de se produire a non seulement eu pour caractéristique de transformer le rapport des forces, il a comporté également des caractéristiques très importantes pour les prochains mouvements.

Plusieurs raisons, notamment l'expérience passée qui a engendré une méfiance plus ou moins considérable à l'égard des directions et la tactique des stalinien désireux de ne pas s'engager à fond en la circonstance, ont concouru pour provoquer dans plusieurs autres endroits une véritable réalisation de l'unité d'action dans le cadre de la démocratie ouvrière. On a vu des comités de grèves vraiment représentatifs de la base, et non des comités désignés uniquement de représentants des syndicats et simples instruments de ceux-ci. Plus encore, chez les cheminots de la région parisienne, s'est tenue une assemblée des comités de grèves dont un grand nombre étaient représentatifs comme nous venons de le dire; et dans cette assemblée s'est exprimée la volonté de la voir prendre en

main la direction du mouvement des cheminots, notamment devant l'irrésolution des hauts dirigeants stalinien. Il y avait pour la première fois chez des travailleurs pour la plupart membres du P.C.F. et de la C.G.T. une tendance à chercher des solutions par eux-mêmes. Il serait faux de dire que ces travailleurs, notamment les membres du P.C.F. et de la C.G.T., étaient prêts à agir indépendamment et contre leurs dirigeants, mais ils ont fait un pas en avant — très petit encore — sur la voie d'une pensée propre, non dictée par l'appareil.

Il serait erroné d'exagérer l'ampleur de ces manifestations d'indépendance des travailleurs par rapport à leurs vieilles directions; mais ce sont des signes très importants et qui doivent servir de point de départ pour œuvrer à une nouvelle direction ouvrière dans les prochaines luttes de la classe ouvrière, luttes qui soulèveront la question du front unique de tous les partis et de tous les syndicats ouvriers, de la préparation de la grève générale et du pouvoir aux travailleurs.

La direction du P.C.F. devant ses militants

On sait que les grandes luttes des années précédentes avaient, en raison des échecs subis par la classe ouvrière, entraîné sur un plan politique visible, des évolutions à droite de courants petits bourgeois dans le mouvement ouvrier

(notamment la rupture d'une aile droite du P.C.I. et la formation du défunt Rassemblement Démocratique et Révolutionnaire).

Immédiatement au lendemain du sommet de la vague de grèves, s'est produite

une manifestation politique extrêmement révélatrice. Elle a échappé à l'attention de l'opinion publique en général, parce qu'elle ne consiste pas en une cristallisation organisationnelle ou en des départs ou des adhésions à tel ou tel groupement. Il s'agit d'un article paru en première page de *L'Humanité* du 5 avril, intitulé « **DEUX ATTITUDES** », sous la signature de R. Guyot, membre du Bureau Politique et secrétaire de la Fédération de la Seine. Cet article a été reproduit en grand tirage et diffusé notamment chez les travailleurs de l'usine Renault.

Cet article, essentiellement consacré à l'attitude des membres du P.C.F. dans le mouvement, nous apprend que ceux-ci ont été en général à la hauteur des circonstances. Mais il y a eu des exceptions dans la **métallurgie parisienne**, c'est-à-dire dans l'avant-garde du prolétariat parisien et français. L'article mentionne nommément l'usine Chausson et l'usine Chenard et Walker de Gennevilliers, et l'usine Renault.

Première observation. A l'usine Chenard et Walker en 1948, pendant la grande grève des mineurs, une délégation conduite par des membres de la cellule du P.C.F. était allée demander à Frachon que la C.G.T. prenne ses responsabilités en donnant l'ordre de grève générale. A la suite de cette délégation, Frachon avait écrit une « lettre ouverte » aux ouvriers de cette usine (lettre qui fut diffusée à profusion dans la métallurgie parisienne) pour leur dire qu'ils faisaient le jeu des gaullistes et des trotskystes ! Quant à Chausson et Renault, ce sont les deux usines où les militants de la IV^e Internationale ont fait le plus de progrès et disposent d'une influence assez sérieuse ; avec d'autres militants d'avant-garde ils ont mené une action très énergique pour que l'entrée en lutte de ces usines propulse un élargissement du mouvement vers une grève générale. Dans cette activité ils se sont heurtés aux responsables staliniens qui invoquaient toutes sortes de raisons pour empêcher un démarrage de la grève dans leur entreprise.

Que reproche R. Guyot aux communistes de Gennevilliers ? « Samedi dernier, c'est-à-dire au 16^e jour de la grève du métro-bus... (Ils) n'avaient fait aucun tract ni édité un seul journal de cellule durant toute cette période. » R. Guyot en déduit que, pour cette raison, dans ces usines, les ouvriers ne souscrivaient pas aisément pour leurs camarades du métro-bus. Il déplace le problème, car au moment où il écrivait son article l'usine Chausson déclenchait la grève.

Et que dit Guyot sur Renault ? « Tout au cours de la journée du lundi l'effervescence n'avait cessé de grandir, les comités d'unité se multipliaient dans les ateliers et les départements. Le mardi, alors que l'ensemble du personnel attendait les mots d'ordre de lutte, des militants communistes occupant les plus hautes responsabilités dans le syndicat de la métallurgie parisienne ont recommandé la **modération** et ont mis en garde

contre l'énerverment des ouvriers et des militants de chez Renault au lieu d'appeler au combat et à l'organisation du combat. Cette attitude a porté un grave préjudice au mouvement général dans la métallurgie parisienne. »

Un correspondant ouvrier, dans *La Vérité* (parue également le 5 avril) décrit « comment la grève Renault n'a pas eu lieu » en ces termes :

« Nous avons relaté dans notre dernier numéro comment les lundi 19 et mardi 20 mars, les travailleurs de chez Renault manifestaient dans tous les ateliers leur volonté de débrayer aux côtés de la R.A.T.P. et des cheminots. Mais ils attendaient des ordres de leurs dirigeants syndicaux... »

« Quant à la C.G.T., de qui les travailleurs réclamaient l'ordre de grève, elle trouvait toutes les astuces pour se défilier et décourager la combativité de l'usine... »

« Pour montrer l'attitude de la C.G.T. voici ce que nous entendions à une réunion des Comités d'unité d'action de l'usine, tenue le mercredi 21. Linet, responsable de la C.G.T. pour l'usine, durant tout son rapport et ses réponses accumula des arguments contre la grève illimitée et défendit l'idée d'une grève limitée d'avertissement... »

« A une déléguée qui exigeait la grève, Linet répondait très grand seigneur : « Ne scyez pas si impatiente. » Il lui disait « vous » ! »

« Durant près de trois quarts d'heure les délégués intervinrent presque tous pour exiger la grève et sans arrêt Linet ergotait. »

« Pour enterrer un débat dans lequel il devait s'opposer trop visiblement aux aspirations de la base, exprimées par les membres des Comités d'unité d'action, il se mit à discuter sur l'heure du débrayage limité et non plus sur le principe... »

Il est assez rare de voir l'organe stalinien et l'organe trotskyste apprécier la situation dans une usine et l'activité de dirigeants de la C.G.T. de la même manière. Il va de soi que les conclusions ne sont pas du tout identiques.

Pour Guyot, par « la critique et l'auto-critique », le parti remettra les choses en place... jusqu'aux prochaines attitudes « déviationnistes ». La direction du P.C.F. a chargé Guyot d'écrire en vue de maintenir, dans l'esprit des ouvriers communistes et de tous les travailleurs, l'idée que les militants du P.C.F. individuellement peuvent se tromper, mais que le parti, c'est-à-dire sa haute direction, ne se trompe jamais. **Le tract signé par Guyot est un acte par lequel le P.C.F. se défend devant l'opinion ouvrière.** Il révèle qu'au moins dans cette partie de la classe ouvrière qui intéresse à juste titre les dirigeants staliniens, l'attitude du P.C.F. et de la direction de la C.G.T. dans les grèves a soulevé des doutes. Pourquoi pas de directives d'action que les ouvriers auraient suivies ? Pourquoi la **modération** ? N'oublions pas aussi que les militants du P.C.F. sont des ouvriers qui ne craignent pas de s'isoler à l'occasion sur des problèmes politiques, mais qu'ils sont particulièrement sensibles aux

réactions de leur classe lorsque celle-ci veut aller de l'avant.

La défense de Guyot, c'est-à-dire du Bureau Politique, est plutôt faible. Si on la prenait pour argent comptant, on aboutirait à deux conclusions peu flatteuses pour ce parti lui-même que Guyot vise à défendre. Tout d'abord, elle montrerait que la fameuse sélection de l'appareil laisse plutôt à désirer, si les militants choisis pour les plus hauts postes syndicaux de la métallurgie parisienne ont fait preuve de telles carences à des moments décisifs. Ensuite, en songeant à ce que pouvait être l'activité des plus hautes instances (Bureau Politique, Secrétariat Confédéral) dans le mouvement, on peut difficilement concevoir que Frachon ne soit pas lui-même préoccupé de ce qui se passait aux positions décisives et n'ait pas eu de liaisons constantes avec la direction du syndicat de la métallurgie parisienne. De l'autre côté de la barricade, on peut être certain que le ministre de l'Intérieur n'avait pas manqué de consacrer l'essentiel de son temps à suivre le mouvement de grève aux points décisifs.

La « modération » a-t-elle été le fait d'individus par faiblesse personnelle ou de la politique du P.C.F. ? La réponse à cette question se trouvera le mieux dans l'examen de la politique du P.C.F. dans

la période qui s'ouvre. Que proposent les chefs de ce parti comme objectif aux prochaines luttes inévitables ? Acceptent-ils de lutter pour un gouvernement ouvrier et paysan, de front unique des partis et organisations de la classe ouvrière et sont-ils décidés à mener une campagne de préparation de la grève générale ? Ou bien restent-ils en faveur d'un gouvernement d'union démocratique (qui n'a jamais été clairement défini) et de la tactique des mouvements limités pouvant conduire à une politique de collaboration de classe (selon l'offre de Togliatti) ? Dans le premier cas, il s'agira bien de fautes individuelles ; dans le second, on peut dire que la « modération » de Linet lui a été dictée (6).

Le P.C.F. dispose encore d'une très forte emprise sur la classe ouvrière de France et la nouvelle étape va être utilisée par sa direction au profit du Kremlin. Mais cette nouvelle étape ne sera pas seulement cela. Dès son début, la direction du P.C.F. est sur la défensive à l'égard des militants d'avant-garde de son propre parti. Il est certain qu'au cours des prochaines luttes, les éléments de crise du stalinisme se développeront et que les éléments de construction d'une direction ouvrière indépendante grandiront.

Le 7 avril 1951.

(6) Ne doutons pas que Linet ou quelque autre sont prêts à « reconnaître leurs fautes ». Il n'est pas besoin d'être de l'autre côté du « rideau de fer » pour entendre des « aveux ».

John L. LEWIS

par Harry FRANKEL

Fourth International, organe théorique des trotskystes américains, a consacré son numéro de novembre-décembre 1950 à l'étude de quatre dirigeants du mouvement syndical américain : John L. Lewis, Philip Murray et Walter Reuther, du C.I.O., et Dave Beck, de l'A.F.L. Le but de ces articles était de montrer à quel degré de développement du mouvement ouvrier américain ces leaders avaient correspondu et, par suite, à définir les caractéristiques que devait avoir une nouvelle direction du mouvement américain en fonction des problèmes qui se posent à présent aux travailleurs des Etats-Unis.

Nous publions ci-dessous l'article consacré à John L. Lewis, la figure internationalement la plus connue des dirigeants syndicaux américains.

John L. Lewis occupe aujourd'hui une position unique dans le mouvement ouvrier. Ne dirigeant que 3% des effectifs des syndicats américains, il est l'incontesté pionnier de développements nouveaux dans les luttes syndicales. Autocrate suprême, il dirige un appareil bureaucratique traditionnellement répressif, mais ses paroles et ses actions reflètent l'état d'esprit et les intérêts de la masse des travailleurs américains plus étroitement que ne le font les paroles et les actions de dirigeants de syndicats beaucoup plus démocratiques. Isolé, méprisé par tout le mouvement ouvrier « officiel », il jouit partout du respect le plus grand des militants de base.

Les tentatives des historiens du mouvement ouvrier et des biographes de Lewis cherchant à expliquer le « mystère » de Lewis sont condamnées à l'échec, aussi longtemps que leurs analyses portent sur des interprétations de la personne même

Les risques du mineur

Le Syndicat des Mineurs des Etats-Unis groupe les travailleurs dont le métier comporte de nombreux risques et difficultés. Les taux de mortalité et d'accident dans les charbonnages américains sont les plus élevés du monde. Au cours des années 1913-22, 4,4 personnes par 1.000 hommes-années étaient tuées dans les mines des Etats-Unis et du Canada. Ce taux dépassait 2 pour 1.000 seulement dans deux autres pays, l'Allemagne et l'Afrique du Sud.

Le taux de mortalité actuel est de près de 4 mineurs tués par million de tonnes de charbon extrait des puits, ce qui signifie que, dans une année moyenne, près de 2.000 hommes sont tués dans les mines. La fréquence des accidents dans les mines est trois fois plus élevée que pour l'ensemble de l'industrie américaine. Les accidents y sont bien plus graves, de sorte que le temps perdu par suite des accidents y est six fois plus élevé que pour l'ensemble de l'industrie. Chaque

du leader syndical : Lewis serait un « égocentrique », il serait « ivre de puissance », il serait « têtu ». On ne peut saisir une époque historique dans les caractéristiques d'un seul homme. Si impressionnant que cet homme puisse être, il vit et travaille dans une société constituée par des forces beaucoup plus puissantes que celles qu'il peut manipuler à lui seul. Lewis a marqué de son sceau puissant le mouvement ouvrier des Etats-Unis, mais ce mouvement ouvrier et son entourage ont façonné Lewis et déterminé le cours fondamental de son propre développement. Le « mystère » de John L. Lewis doit être déchiffré dans la compréhension de l'évolution de la classe ouvrière américaine depuis trente ans, et tout d'abord de l'évolution de l'U.M.W. (United Mine Workers), syndicat des mineurs, qui constitue la puissante base de Lewis.

matin, quand il descend dans son puits, le mineur peut penser qu'il a une chance sur dix d'être accidenté au cours de l'année de travail.

Les récentes luttes des mineurs ont porté leur salaire de base à un des niveaux les plus élevés de toute l'industrie américaine. Mais le salaire annuel du mineur est plus fortement limité que celui d'autres catégories de travailleurs. L'industrie charbonnière souffre gravement de cette maladie capitaliste particulière, la « surproduction ». La capacité de production de cette industrie s'est quelquefois approchée d'un milliard de tonnes par an, mais la production annuelle moyenne est inférieure à la moitié de ce chiffre, et la production au cours de la grande crise était tombée à moins d'un tiers de cette capacité. Même pendant les années de vaches grasses, la plupart des mineurs ne travaillent pas pendant une grande partie de l'année.

De 1923 à 1932, l'industrie n'a travaillé

qu'à 60,4% de sa capacité. En 1929, la meilleure année de la prospérité capitaliste « normale » aux Etats-Unis, le gain moyen d'un mineur américain était de

588 dollars. En 1933, au point le plus bas de la crise, le gain moyen tombait à 235 dollars. Pour cette somme magnifique, le mineur risquait sa vie à 9 contre 1.

La combativité des mineurs

Travaillant dans les conditions les plus dangereuses à une tâche très pénible, dans une industrie qui les maintient constamment dans la misère, les mineurs sont naturellement disposés à riposter avec une grande combativité à leur exploitation. D'autres causes agissent dans le même sens. Les mineurs vivent dans de petits villages, ce qui tend à augmenter leurs liens de solidarité et à fortifier leur résistance aux pressions de la bourgeoisie. Les mineurs ne peuvent pas être organisés autrement que dans un syndicat d'industrie, et le syndicat des mineurs a été dès le début un syndicat d'industrie.

On n'y a jamais permis localement la discrimination à l'égard des Noirs. Le syndicat des mineurs n'aurait jamais pu pénétrer dans les mines du sud des Etats-Unis s'il avait suivi une politique de discrimination raciale et, sans les charbonnages du Sud, il aurait été mutilé et

constamment menacé. Le syndicat des mineurs a donc été dès le début un syndicat d'industrie combatif, organisé sans égard aux préjugés de race. En dépit de toutes ses faiblesses, l'U.M.W. dépassait de plusieurs têtes les autres syndicats affiliés à l'A.F.L. pendant les premières années du mouvement syndical américain.

Lewis a commencé sa carrière comme assistant administratif dans le vieux syndicat des mineurs et l'A.F.L. Ses talents, son éloquence, son agressivité attirèrent rapidement sur lui l'attention de Samuel Gompers (1), qui le nomma conseiller juridique de l'A.F.L. en 1911. Retournant plus tard au Syndicat des Mineurs, il en fut élu vice-président en 1918. Depuis lors, la direction de l'U.M.W. incombait effectivement à Lewis, le président nominal Frank Hayes étant un ivrogne qui abandonna pratiquement la conduite des affaires à Lewis.

Lewis et sa première bataille

Peu après son élection à la vice-présidence, Lewis était entraîné dans une bataille de grande envergure. La grève générale des mineurs de 1919 fut le prototype des luttes à venir des mineurs. Président le Congrès national de l'U.M.W. en septembre 1919, Lewis avait à faire face à une assemblée tumultueuse représentant des effectifs en rébellion contre leur direction. Les mineurs, irrités par le blocage des salaires au cours de la guerre, étaient affamés par la hausse des prix durant et après la guerre. Ils votèrent à ce congrès, par deux mille voix contre une, une résolution demandant que le gouvernement devienne propriétaire des mines.

La revue libérale *The Nation* décrit alors ce Congrès : « La direction dont la réputation avait été basée sur son habileté à négocier des contrats avec les patrons et à les faire respecter par les mineurs était attaquée comme conservatrice, réactionnaire et comédie étant « le favori du patronat charbonnier ». Rappelons-nous que le Syndicat des mineurs était à ce moment une organisation bien plus démocratique qu'aujourd'hui. Les Congrès de l'U.M.W. étaient toujours tumultueux, les délégués étaient organisés en tendances et fractions représentant différents points de vue, les groupes ouvriers de gauche y étaient bien représentés, et les militants de base étaient renommés pour le peu de respect avec lequel ils pouvaient traiter leurs dirigeants.

Lewis fut donc obligé de servir de porte-parole à la base de l'U.M.W. dans les plus beaux jours de cette organisation. Le Congrès de septembre 1919 exigea une augmentation de salaire de 50%

(celui-ci devant passer de 5 à 7,5 dollars par jour) et quelques autres revendications accessoires. Les magnats des houillères avaient l'appui de l'administration fédérale, qui soutenait la fiction que la première guerre mondiale continuait encore. Le président Wilson employa comme représentant personnel au cours du conflit minier le Procureur Général Palmer, notoire pour sa répression anti-ouvrière (2). Un décret gouvernemental d'interdiction de faire grève fut demandé et obtenu par les patrons; les mineurs firent grève malgré ce décret d'interdiction. Dans ces événements, on voit déjà nettement un modèle des futures batailles de mineurs.

Lewis était lancé dans une formidable bataille de classe, avant même d'avoir pu s'établir à la tête de l'U.M.W. Il dirigea le syndicat en poursuivant la grève pendant plus de cinq semaines, en face du décret gouvernemental. Quand il arrêta la grève, il le fit en déclarant : « Je ne combattrai pas mon gouvernement, le plus grand gouvernement du monde. » Et ce, quatre jours après la mise en accusation de 84 dirigeants de l'U.M.W. pour infraction au décret gouvernemental. L'augmentation de salaire obtenue se chiffrà à environ 1,50 dollar par jour. Lewis avait reçu le baptême du feu dans sa première grande bataille : il avait senti la pression du gouvernement et du patronat d'une part, et celle des vigoureux militants de base de l'autre.

(1) Dirigeant réactionnaire de l'A.F.L. pendant le premier quart de siècle (note du traducteur).

(2) Il avait organisé la déportation hors des U.S.A. de milliers de militants ouvriers (note du traducteur).

Les suites de la grève de 1919

Les suites de la grève des mineurs de 1919 servirent de leçon pour Lewis. Le procureur général Palmer était suffisamment indiscret pour considérer le communiqué de Lewis, acceptant les propositions du président Wilson, comme la fin effective de la grève, bien que les militants syndicaux proclamaient que la grève ne cesserait pas avant que le Congrès d'Indianapolis, convoqué pour le 10 décembre, n'eût pris une décision à ce sujet. Le 10 décembre au matin, Palmer télégraphiait à Wilson : « Les mineurs se rassembleront à 2 heures et accepteront rapidement le plan du président. » Cette façon de considérer la base comme un simple instrument d'enregistrement des décisions de Lewis causa à celui-ci d'extrêmes difficultés. Palmer dut désavouer son télégramme sous le prétexte d'une erreur de transmission. Lewis eut à faire face à une assemblée aigre et révoltée. Il ne fallut pas moins que les efforts zélés de l'appareil et tout le brillant talent oratoire du jeune vice-président

Son appareil bureaucratique

Si Lewis s'est montré au cours des dernières années le dirigeant syndical qui reflète plus que tous les autres la capacité de combat et d'indépendance de classe des travailleurs américains, il a combiné à cela un autre trait qui caractérise sa direction du syndicat des mineurs. Lewis ne court pas de risques en ce qui concerne son pouvoir personnel. Il essaie de donner aux ouvriers qui le suivent ce qu'ils demandent (dans la mesure de sa compréhension et dans d'étroites limites syndicales), mais il ne livre point à la chance le destin de son pouvoir personnel. Il a construit un appareil bureaucratique destiné à maintenir son pouvoir, qu'il soit capable ou non de satisfaire les travailleurs. Cette tâche le préoccupa depuis 1920, jusqu'au début des années 1930.

L'appareil de Lewis dans l'actuel syndicat des mineurs formait autrefois une des fractions qui se disputaient la direction de ce syndicat. Au cours des années 1920, Lewis contrôla les postes de direction d'une fédération turbulente, constituée d'organisations régionales et de fractions relativement autonomes les unes des autres : les mineurs de la Pennsylvanie orientale; le district d'Illinois, dominé par Frank Farrington, un lutteur puissant et sans scrupules, semblable à Lewis à maints égards; le district de Kansas dirigé par Alex Howat. Les fractions de gauche, dirigées par les partis socialiste et communiste et d'autres groupements, menèrent une lutte violente sur le corps émacié d'un syndicat dépérissant, qui cherchait à survivre dans une industrie capitaliste malade.

A un certain moment, le syndicat que Lewis présidait avait disparu presque partout, sauf dans les mines de l'Illinois, où l'organisation syndicale régionale était

pour obtenir la ratification de l'accord par le Congrès. Même ainsi, des « grèves sauvages » se poursuivirent dans les mines pendant des mois après l'acceptation officielle de l'accord, et une partie des mineurs réussit à ajouter 7 % d'augmentation de salaire aux termes acceptés par le syndicat.

L'atmosphère d'âpre lutte qui entourait l'entrée de Lewis sur la scène nationale en 1919 devait l'accompagner au cours de trois décades consécutives. Lewis est souvent capable d'apprendre de l'expérience. Il apprit beaucoup de son expérience de 1919. La base lui enseigna en 1919 qu'elle se syndiquait pour combattre. Lewis a toujours tenu compte de cette combativité. Il l'a souvent reflétée, et non moins souvent trahie, surtout dans la période qui s'étendit de 1920 aux premières années de la décennie de 1930, quand il suivait une politique déterminée de collaboration de classe. Mais il n'a jamais omis de tenir compte de cette combativité dans ses calculs.

contrôlée par les opposants les plus puissants de Lewis. En mars 1930, un congrès d'organisations régionales insurgées se réunit à Springfield, dans l'état d'Illinois. Lewis ne pénétrait dans de nombreuses régions minières qu'à ses risques et périls, et souvent était empêché de prendre la parole dans les réunions des régions rebelles.

John Brophy, un des adversaires de Lewis, écrit amèrement en 1929 : « Entre cette époque (1919) et aujourd'hui, il y a la tragédie de la confiance brisée, d'espoirs perdus, de défaites amères et la destruction presque totale d'un syndicat jadis puissant... La direction Lewis reste fort satisfaite d'elle-même. »

La résolution adoptée par le congrès de Springfield caractérisa ainsi le bilan de Lewis : « L'histoire du Syndicat des Mineurs sous le régime de John L. Lewis a été une série ininterrompue de défaites. Ce régime a précipité des centaines de milliers de nos membres et de leurs familles dans la pauvreté et la dégradation. Des élections truquées, des congrès fabriqués ont réduit la démocratie syndicale de jadis à une sinistre farce. »

Cette condamnation était justifiée. Mais cette dégradation fit place à une nouvelle page dans la vie du syndicat et la carrière de son dirigeant, à la suite de la montée formidable du mouvement de masse à partir de 1933. Cela est illustré par le fait que son critique Brophy devint un de ses principaux lieutenants dans les campagnes de recrutement de ces années là.

Alors que Lewis a construit patiemment son appareil à partir de 1920, et n'a reculé devant aucune méthode de direction dictatoriale et bureaucratique, la consolidation de son pouvoir ne s'est véritablement effectuée qu'après la résur-

rection de l'esprit syndical et la grande campagne de recrutement de 1933-34 que Lewis déclencha, et dont une grande partie du succès doit être attribuée à sa direction. La seule utilisation des méthodes bureaucratiques n'aurait pu lui assurer la domination indiscutée de l'U.M.W. Il avait fallu pour cela une grande victoire syndicale qui donna pour la première fois aux syndiqués certaine confiance dans leur direction.

La plus grande partie du syndicat des mineurs est aujourd'hui placée sous une direction centralisée et dictatoriale, qui

Les ouvriers ont appris une leçon

La crise de 1930 a, dans sa sévérité catastrophique, provoqué un bouleversement révolutionnaire dans la pensée de millions de travailleurs américains. Ils ont appris la leçon fondamentale que l'industrie, possédée et contrôlée par les capitalistes, ne peut plus assurer même un niveau de vie minimum aux travailleurs. Ils en tirèrent comme première conclusion importante qu'ils devaient bâtir leurs propres organisations qui constituent leur seule garantie dans la lutte pour la sécurité économique. C'est ce qui explique le puissant essor des syndicats dans les années 1930.

Le Syndicat des Mineurs fut le premier à saisir cette occasion. Alors que des années d'efforts n'avaient pas permis de pénétrer dans de nombreuses régions fermées au syndicat, toutes les barrières s'abattaient maintenant devant l'indignation et la poussée des masses. C'est par milliers que les travailleurs adhéraient à l'U.M.W., la cause du syndicat devenant leur propre cause. En 1933, le syndicat était descendu à moins de 100.000 membres, la caisse à 75.000 dollars. En quelques mois, l'U.M.W. avait atteint des effectifs de 500.000. Le pays n'avait jamais rien vu de pareil.

Le C.I.O. a en fait son origine dans cette grande campagne de recrutement de l'U.M.W. qui n'était que la première expression de la nouvelle conscience de la masse des travailleurs américains. Les mois qui suivirent immédiatement la

Le genre de direction nécessaire

Les ouvriers industriels de 1935, qui affluaient dans le mouvement syndical, exigeaient alors trois choses de leur direction :

1. Ils demandaient des dirigeants prêts à se lancer à fond dans l'organisation des travailleurs du secteur de production de masse, au moyen de syndicats d'industrie.

2. Ils demandaient des dirigeants ne craignant pas une scission avec la structure de l'A.F.L.

3. Ils demandaient des dirigeants qui ne s'opposeraient pas aux méthodes de combat que les travailleurs adoptèrent à ce moment, et qui étaient indispensables à leur victoire.

Lewis, et nous pouvons ajouter Lewis

provient des nominations « provisoires » datant des années 1920. Les dirigeants et propagandistes des districts sont désignés par le centre. (Ce système a été transféré par Philip Murray dans le syndicat des ouvriers de l'acier, que Murray a doté de tous les défauts de l'U.M.W. sans y apporter aucun de ses côtés forts.)

Alors que Lewis est aujourd'hui généralement accepté comme « patron » du syndicat, les éléments combattifs parmi les militants de base le regardent avec méfiance, et de temps à autre lui font sentir leur indépendance.

grande campagne d'organisation des mineurs étaient pleins d'avertissements pour les bureaucrates de l'A.F.L. De profonds remous dans la masse des travailleurs inorganisés annonçaient les grandes batailles à venir. La grève des camionneurs de Minneapolis en 1934, la grève des dockers de San Francisco et la grève générale de cette même ville en 1934, la grève de l'industrie automobile de Toledo prouvaient que l'heure du syndicat d'industrie était enfin arrivée.

Lewis remarqua ces signes et les interpréta correctement. Ses attaques contre les bonzes de l'A.F.L. et sa scission définitive avec cette vieille fédération démontrent qu'il a tout mis sur son interprétation de ce qu'il voyait. Quels qu'aient été ses mobiles personnels, il suffit de comprendre que les décisions prises par Lewis et une partie de la vieille direction de l'A.F.L. de 1935 étaient causées par les impressions faites sur eux par ce vaste et turbulent mouvement des travailleurs américains.

Ce secteur de la vieille A.F.L. apportait au nouveau mouvement le prestige, les finances et la puissance d'organisations déjà établies. Il apportait également les talents stratégiques et organisationnels non négligeables de John L. Lewis. Il aurait mieux valu que les ouvriers américains reçoivent des événements et de l'évolution passée une direction marxiste. Mais il aurait aussi pu leur arriver pire.

seul, parmi tous les chefs suprêmes de la vieille A.F.L., remplissait ces trois conditions. Il exprima clairement sa rupture fondamentale avec le syndicat de métier et son acceptation d'une scission avec l'A.F.L. dans une série de démonstrations dramatiques au Congrès de l'A.F.L. en 1935, culminant dans son discours et son attaque physique contre Bill Hutcheson. Puis il passa à l'organisation d'un comité pour les syndicats d'industrie et démissionna du Comité exécutif de l'A.F.L. Et dans les journées fatidiques de crise du C.I.O., pendant la grève de la General Motors, entre le 28 décembre 1936 et le 11 février 1937, il montra qu'il était prêt à accepter les méthodes de lutte les plus radicales.

Lewis lui-même décrit la situation lors du Congrès de 1935 de l'A.F.L. dans les termes suivants :

« En 1935, les ouvriers étaient dans un état de fermentation. Ils s'étaient dressés après le vote du N.R.A. et surtout de sa Section 7 A (3). Pour eux, c'était la proclamation de la liberté; et alors que les ouvriers répondaient « présents » et demandaient à être organisés par l'A.F.L., l'A.F.L., torturée par la peur, reculait devant la responsabilité que les ouvriers de la nation plaçaient littéralement dans ses mains. Au lieu de les guider, l'A.F.L. leur donna des agents commerciaux en peau de lapin, qui ne savaient faire rien d'autre que de recueillir des cotisations, publier des statuts et maintenir la paix et l'harmonie. Ces agents craignaient toute poussée comme quelque chose de « radical » et donc, évidemment, de dangereux. Le caractère de ces agents était tel qu'ils pouvaient quitter le syndicat le samedi et commencer le lundi suivant à travailler pour l'organisation syndicale patronale.

« Les ouvriers se sentaient trompés et abandonnés; ils se sentaient trahis; et seule une passion brûlante de la part des grandes masses des inorganisés les empêcha d'être complètement remplis de dégoût et de cynisme, de saisir le drapeau blanc et de tourner leur dos au mouvement ouvrier organisé. Quelques-uns en fait abandonnèrent le mouvement; quelques-uns furent tellement déçus par les agents de l'A.F.L. qu'ils jurèrent de ne plus jamais vouloir rencontrer un

autre représentant syndical. Il existe des secteurs de l'industrie de l'acier où le C.I.O. n'a jamais été accepté et où il faudra au moins une nouvelle génération pour dissiper la saveur de trahison que l'A.F.L. a laissée parmi les ouvriers de l'acier en 1933.

« En 1935, les ouvriers, aigris, frustrés et remplis d'un certain degré de désespoir, commençaient à haïr la direction conservatrice, myope et ignorante de l'A.F.L. presque autant qu'ils haïssaient leurs propres patrons qui les exploitaient. Ils étaient coincés entre deux groupes d'intérêts, tous deux égoïstes et myopes, tous deux réduisant en poussière leurs espoirs et leurs rêves. Bill Hutcheson représentait symboliquement ce genre de dirigeants de l'A.F.L. détestés par les ouvriers de ce pays. C'étaient les aides et les associés de Bill Hutcheson qui avaient bloqué avec succès tous les efforts pour les syndicats d'industrie. Tout ce que je veux dire, c'est que je n'ai jamais suivi mon chemin aussi lentement et d'un air aussi farouche que je ne le fis ce jour du Congrès de 1935. Une action quelconque, une action suffisamment dramatique pour donner de l'inspiration et de l'enthousiasme aux ouvriers de ce pays était nécessaire. Ai-je dit qu'elle était nécessaire? Elle était vitale. L'ayant compris j'ai dressé mes plans. Le Congrès de 1935 de l'A.F.L. en serait la scène et Bill Hutcheson, sans le savoir, devait être un des principaux acteurs de la pièce... »

(John L. Lewis,
par Saül Salinsky, p. 77.)

Lewis constitue le C.I.O.

Que l'attaque de Lewis contre Hutcheson ait été préméditée ou spontanée, ou une combinaison des deux choses se passèrent comme Lewis vient de les décrire. Le coup frappé indiquait aux ouvriers industriels que leur fureur contre l'A.F.L. était partagée par lui. Le lendemain matin Lewis réunissait un groupe d'associés dans la réunion constitutive du C.I.O.

La grande crise du C.I.O. arriva lors de la grève avec occupation d'usines de la General Motors au début de 1937. Le soulèvement des ouvriers de l'automobile n'avait été créé par personne d'autre qu'eux-mêmes. Lewis et son groupe avait choisi l'industrie de l'acier pour champ de bataille, 1936 comme année de préparation et 1937 comme année de l'offensive. Mais les ouvriers des industries du caoutchouc et de l'automobile n'ayant pas de passé syndical comme ceux de l'industrie de l'acier, sautèrent par-dessus les têtes des dirigeants. La fin de 1936 et le début de 1937 devinrent la période décisive, et les villes d'Akron, de Détroit,

de Flint, de Cleveland et de Toledo le principal champ de bataille, alors que les chefs du C.I.O. tenaient les yeux fixés sur Pittsburgh, Youngstown et Gary.

L'offensive des ouvriers du caoutchouc, et plus tard celle des ouvriers de l'automobile contre les compagnies monopoleuses, furent une action révolutionnaire gigantesque, le plus grand événement dans l'histoire des travailleurs américains. Sans demander la permission de personne, y compris des nouveaux chefs syndicaux du C.I.O., ils occupèrent les usines de leurs principaux adversaires industriels, et de leur griffe d'acier saisirent à la gorge l'empire des banquiers. La réaction de Lewis en face de cet événement a été vraiment remarquable et permet de le distinguer de tous les autres chefs syndicaux du moment. Il accepta l'arme présentée par les ouvriers et mit sans crainte son obstination à la table de négociation à la hauteur de leur ténacité dans les usines. En agissant ainsi, il ne rendait aux ouvriers que ce que leur devait leur direction : un appui égal à leur propre courage et ténacité. Mais combien d'autres dirigeants ont payé cette dette aux militants de base, quand un moment décisif arrivait ?

Lewis a-t-il créé le C.I.O. ?

Ceux qui présentent le C.I.O. comme la « création » de John L. Lewis se trompent complètement. Lewis a plongé dans le domaine de l'organisation des syndicats d'industrie, choisissant le moment en maître-stratège. Il possède ces qualités tellement rares si ce n'est presque éteintes chez les dirigeants syndicaux officiels d'aujourd'hui — la volonté et la capacité de sentir l'état d'esprit de la masse des ouvriers industriels et de déterminer une stratégie adéquate à cet état d'esprit. Il a fait preuve à plusieurs reprises de cette rare qualité, mais il n'a pas « créé » le C.I.O. Des millions d'ouvriers américains inorganisés l'ont créé. Ils ont empoigné Lewis et d'autres dirigeants dans un tourbillon d'action et de révolte et les ont secourus dans toutes les directions pendant près de cinq ans. Voilà la vérité fondamentale sur la création du C.I.O.

Les cinq premières années du C.I.O. voient John L. Lewis au sommet de son pouvoir. Pendant cette période, il semblait subir la transformation considérable d'un personnage encroûté en un dirigeant « dynamique » et « progressif ». Cela faisait surtout la joie des libéraux, des stalinistes et des sociaux-démocrates, et du Parti démocrate auquel il adhéraït alors. Lewis, jadis le bureaucrate traditionnel et dictatorial de l'A.F.L., tournait une page dans le livre de sa vie et devenait l'enfant chéri des réformistes des années 1930.

Mais cette époque ne fut pas seulement dans la vie de Lewis celle d'une réalisation dynamique; elle fut aussi celle d'une de ses plus grandes trahisons. Une analyse des circonstances de ces jours le démontre rapidement.

L'essor puissant et incontrôlable des années 1930, qui porta Lewis au sommet de son pouvoir, impliquait de grands changements pour les travailleurs des Etats-Unis. Le prolétariat américain sem-

blait se trouver à la veille d'une ère nouvelle. Les travailleurs des Etats-Unis paraissaient être enfin sur le point de rompre leurs liens avec le monde politique bourgeois et de déployer un mouvement politique indépendant de la classe ouvrière. Aujourd'hui, on admet communément que ce développement avorta par suite de l'intervention du Parti démocrate sous la direction de Roosevelt, allié aux dirigeants syndicaux officiels.

John L. Lewis a été un associé actif dans la firme de Roosevelt. Il participa à la trahison en paroles et en actes. Les conflits publics qui éclatèrent parfois entre lui et le gouvernement ne contredisaient nullement ce rôle général qu'il a joué. Au contraire, l'indépendance partielle vis-à-vis du gouvernement dont il fit preuve sur le terrain syndical renforça son autorité sur les travailleurs et en fit le principal facteur pour réaligner le C.I.O. C'est pourquoi le rôle de Lewis dans cette période a porté à la classe ouvrière un coup plus dur que son activité brutalement anti-communiste, bureaucratique et de collaboration de classe des années 1920.

Aujourd'hui, Lewis prétend qu'à partir de 1937 il était conscient d'avoir affaire à des politiciens traités qui voulaient empêcher la marche en avant de la classe ouvrière. Mais son attitude privée à l'époque et son opinion présente ne changent rien au rôle public qu'il a joué. Si on admet qu'il avait compris la situation comme il le prétend aujourd'hui, on ne peut excuser ses actions d'alors, au contraire on doit les condamner d'autant plus. De 1933 à 1939, il a contribué à la formation des mythes réformistes du New Deal et, quand il a décidé de rompre avec Roosevelt, il s'est trouvé impuissant devant ses propres collaborateurs et la base désorientée des syndicats.

Lewis et le gouvernement américain

Néanmoins, malgré sa participation à la trahison du New Deal, Lewis a maintenu une indépendance considérable vis-à-vis du gouvernement durant les années 1930, si ce n'est sur le domaine politique, du moins sur le terrain syndical. Il n'a pas permis au gouvernement d'imposer des barrières quelconques aux campagnes de recrutement syndical. Dans les luttes grévistes, il a explicitement exploité les contradictions entre les phrases « libérales » et la volonté de briseurs de grève du gouvernement.

D'autres dirigeants ont traversé l'époque tumultueuse des années 1930 pour succomber entièrement aux menaces et à la corruption du capitalisme américain. Comme nous l'avons déjà indiqué, Lewis a été formé en partie par les puissantes forces d'une base combattive. Mais ce serait adopter une position indigne du marxisme que d'attribuer un rôle spécial entièrement à ce facteur. Le marxisme n'a pas manqué de mettre l'accent sur le

rôle que les personnalités jouent dans la lutte de classe.

John L. Lewis est aujourd'hui le principal avocat dans le mouvement syndical de l'idée selon laquelle la classe ouvrière doit rompre tout lien avec l'appareil gouvernemental et lutter pour ses revendications, sans être limitée par quelque attache que ce soit. Lewis lui-même raconte une histoire intéressante pour montrer que tel a toujours été son principe.

En 1919, Lewis proposa à la commission des résolutions du Congrès de Buffalo de l'A.F.L. l'organisation d'une vaste campagne de recrutement des ouvriers inorganisés. Il se heurta immédiatement à l'opposition de Gompers. Lewis décrit l'incident de la façon suivante :

« J'ai senti qu'il y avait là une occasion parfaite pour déclencher une campagne de recrutement et construire la base du mouvement ouvrier organisé dans ce pays. J'aurais organisé tous les

(3) Législation de Roosevelt instaurant la discussion des contrats collectifs dans l'industrie (note du traducteur).

mineurs inorganisés dans le Sud, l'Est, la Virginie et en d'autres endroits. Mais je fus arrêté par Gompers arrivant chez moi, qui me mit au courant de l'accord sur le maintien du *statu quo* qu'il avait conclu avec Woodrow Wilson et qui interdisait que l'ordre et la tranquillité ne soient menacés, comme ce serait le cas à l'occasion d'une campagne de recrutement syndical. Gompers insista pour que l'accord soit respecté. Quand Gompers me raconta cela, je dois dire que mon sang se glaça dans les veines. Et je pris sur le champ la décision de ne jamais permettre que le syndicat ou moi-même soit à tel point lié au gouvernement fédéral, que dans des moments de crise des liens de loyauté, d'accord et d'obligation envers le gouvernement me paralysent dans une action en faveur de la classe ouvrière, comme ils ont paralysé Gompers en 1919. Les occasions favorables pour organiser les syndicats sont très peu nombreuses, et elles ne peuvent être négligées pour le caprice d'un Président. Chaque occasion doit être exploitée à fond quand elle se présente. » (Alinsky, op. cit. p.28.)

Examinons maintenant une autre déclaration de Lewis sur le même sujet : « C'est pendant l'hiver de 1937, quand nous étions aux prises dans un conflit fatal avec le trust General Motors, que

Ce qui le distingue des autres

Détachées de leur forme personnelle et réduites à leur contenu idéologique, ces déclarations ne pouvaient être faites par aucun autre leader syndical important que John L. Lewis. Elles sont pleines d'un mépris profond pour toute manifestation de servilité et pour toute perte d'indépendance de la part d'un dirigeant ouvrier. Notons l'allusion amère à ceux qui doivent leur « loyauté primordiale » au gouvernement, et seulement une « loyauté secondaire subsidiaire » au mouvement ouvrier. Dans cette seule déclaration acerbe sont contenus 99 % de la puissance de Lewis. Pour lui, le mouvement ouvrier est et doit rester un but en soi. C'est commettre une forme de trahison que d'en appeler à n'importe quel juge supérieur aux intérêts du mouvement ouvrier.

On pourrait objecter que Lewis conçoit ces intérêts du mouvement ouvrier sous l'aspect de la puissance de la bureaucratie. C'est certainement vrai. En fait, ce défaut est propre à toute la couche supérieure du mouvement ouvrier américain d'aujourd'hui. La loyauté de Lewis est en premier lieu la loyauté d'un bureaucrate à l'égard de ce qu'il contrôle et exploite. Mais, compte tenu de cela, il a pour le syndicat une « loyauté primordiale » plus que n'importe quel autre dirigeant ouvrier important.

Lewis dit aujourd'hui qu'il croit que le mouvement ouvrier doit arriver à se rendre indépendant du gouvernement. Nous avons vu cette affirmation dans ses

j'ai découvert combien Franklin Delano Roosevelt était porté à la tromperie, la malhonnêteté et la trahison. » (Ibid. p. 130.)

« Il (Roosevelt) prit doucement et confidentiellement contact avec un de mes lieutenants, fit fondre sa loyauté sous la gloire étincelante de la Maison Blanche, et le nomma à un poste gouvernemental dans de telles conditions que sa loyauté primordiale fut envers le Président, et que seule une loyauté secondaire subsista envers le mouvement ouvrier d'où il provenait... Rappelez-vous mes paroles : quand Franklin D. Roosevelt dira à Sidney Hillman de briser une grève, Sidney Hillman donnera l'ordre de briser la grève... Sidney me raconta souvent que je ne pourrais jamais comprendre ce que signifiait pour un ancien immigrant que d'être non seulement accueilli à la Maison Blanche mais encore appelé par son prénom par le Président. » (Ibid. p. 183-4.)

« Philip (Murray) a souvent été ainsi. Il est complètement méfiant quand il reçoit un signe quelconque d'attention de n'importe quelle personnalité nationale, et comme vous le savez le Président le traite à la Maison Blanche comme une vieille pièce de linge sale, et puis le fait rappeler et lui donne des ordres comme à un caniche. » (Ibid. p. 233-4.)

paroles et dans ses actes. Sa lutte récente pour détruire le barrage protecteur des patrons qu'est la « Loi Taft-Hartley » et obliger les trusts à apparaître eux-mêmes avec leur propre force dans cette bataille prouve qu'il reste fidèle à cette conviction. Mais la démonstration la plus dramatique et la plus courageuse qu'il donna de l'orientation fondamentale qui le distingue, ce fut la façon dont il dirigea les quatre grèves des mineurs en 1943, au cours de la deuxième guerre mondiale. Ces grandes luttes de classes pendant la guerre, qui témoignent à la fois de la combativité des mineurs et du courage de Lewis, l'élevèrent de façon décisive au-dessus du niveau moyen des dirigeants syndicaux.

Dans les régions minières des Etats-Unis et dans la capitale de la principale nation bourgeoise en guerre, Lewis déclencha une campagne magnifique. Ses grands talents stratégiques ne s'étaient jamais autant manifestés qu'au cours de cette lutte en temps de guerre. En se terminant par une victoire étonnante, ces grèves prouvent que les travailleurs américains peuvent combattre et vaincre dans les conditions même les plus désavantageuses, à condition d'avoir une direction prête à faire même un bout de chemin avec eux.

Lewis nous met en présence de l'image de trente années d'activité complexe et contradictoire. Comment juger cette personnalité remarquable ? Du point de vue

trade-unioniste pur et simple, Lewis est un dirigeant extrêmement capable. Ses méthodes et ses paroles de combat reflètent le grand potentiel de lutte de la

classe ouvrière américaine. Stimulant l'enthousiasme des masses au combat, il est obstiné autour du tapis vert, et maître dans les manœuvres.

Un maître tacticien

En fait, sa capacité de manœuvre présente la plus grande qualité de Lewis. A plusieurs reprises il semblait placé entre les deux termes d'une alternative qui ne lui laissaient, tous les deux, d'autres issues que la capitulation. Chaque fois, il a trouvé une autre issue. Il ne conçoit jamais une situation en termes de « noir ou blanc » ; il recherche toujours les nuances et les tons intermédiaires.

Son cerveau fertile a produit le salaire « de porte en porte », le fonds de sécurité sociale, la semaine des trois jours ouvrables, et les nombreuses façons de défier par la puissance du syndicat des mineurs les décrets gouvernementaux interdisant la cessation du travail. Les ressources multiples de son intelligence, combinées à sa volonté de libérer l'esprit de combativité des militants de base, font de lui un général puissant qui dépasse de loin les autres dirigeants syndicaux nationaux.

Mais Lewis ne peut pas être jugé seulement en tant que « trade-unioniste pur et simple », à une époque où le mouvement syndical lui-même a depuis longtemps cessé d'être « pur » et « simple ». Chaque grande bataille syndicale des

vingt dernières années a abouti directement à Washington. La puissance du gouvernement domine tout. Chaque dirigeant syndical devrait saisir le contenu politique du pouvoir d'Etat existant, des guerres impérialistes et du but socialiste que la classe ouvrière moderne cherche à atteindre consciemment ou semi-consciemment.

John L. Lewis, souvent partisan du Parti Républicain et quelquefois partisan du Parti démocrate, a certainement failli à la classe ouvrière dans ce domaine. Son rôle politique a été vide, opportuniste et totalement déficient eu égard aux besoins des travailleurs.

Les marxistes ne peuvent naturellement pas se joindre au chœur des valets du Parti démocrate dans les syndicats, qui sont saisis d'horreur chaque fois que Lewis appuie un Républicain, eux-mêmes soutenant la politique de briseur de grève et de fauteur de guerre du Parti Démocrate. Ils insultent l'Eléphant avec le braiement de l'Ane. Pour les ouvriers, la politique capitaliste est un bâton sale aux deux bouts. Nous devons examiner la politique de Lewis d'un point de vue ouvrier critique indépendant.

Sa rupture avec Roosevelt

La principale crise politique dans la carrière de Lewis se produisit au moment des élections présidentielles de 1940, quand Roosevelt chercha à se faire élire pour la troisième fois. Lewis avait personnellement rompu avec Roosevelt depuis un certain temps déjà, mais Roosevelt poursuivait sa campagne pour détacher la direction du CIO de Lewis et de la classe ouvrière. Cette campagne fut pleinement couronnée de succès.

Pendant cette période, Lewis se comporta comme un animal enragé et blessé. Il était désarçonné par des forces supérieures à celles qu'il avait auparavant affrontées. Sans le savoir, Lewis se trouvait en face du déclin inexorable du capitalisme, et de sa tendance à la guerre et la mise au pas de la classe ouvrière. Alors que Lewis rêvait encore d'un mouvement ouvrier de 40 millions de membres et d'une ascension politique puissante de la classe ouvrière organisée, peut-être avec lui à sa tête, le capitalisme ordonnait au mouvement ouvrier de faire

un pas en arrière et de renoncer à être une puissance indépendante pour se transformer en une simple force auxiliaire de la machine de guerre. Tous les autres dirigeants syndicaux avaient déjà capitulé, à l'exception des staliniens pendant la période du pacte Hitler-Staline, et eux aussi s'aligneraient bientôt.

Lewis se trouvait ainsi isolé, furieux, désorienté, brutalement arrêté dans son ascension par le plongeon réactionnaire du capitalisme américain, qu'il n'avait pas prévu et auquel il ne pouvait pas s'adapter comme les autres l'avaient fait. Comme beaucoup d'autres réformistes comptant sur l'évolution graduelle de la société vers « quelque chose de mieux », Lewis était troublé et indigné par le fait que les réalités du capitalisme avaient brusquement bouleversé ses plans. Mais le système capitaliste évolue suivant des lois fondamentales que Lewis ne peut modifier et qui opèrent malgré son incapacité à les reconnaître.

Le rôle politique de Lewis

Lewis est impuissant devant le capitalisme moderne parce qu'il ne possède aucune philosophie politique. Il a déclaré : « Je ne suis ni Républicain, ni Démocrate,

ni Socialiste, ni Communiste, je suis pour la classe ouvrière. » Néanmoins, tout en se vantant de manquer d'orientation politique, Lewis a participé activement à la

politique de la nation pendant les trente années qui viennent de s'écouler. Il a tour à tour appuyé et combattu des candidatures présidentielles avec le soutien actif et financier de ses organisations. Dans les quinze dernières années, il ne s'est lié complètement à aucun des deux grands partis capitalistes, et il n'a certainement pas subordonné sa politique syndicale aux ordres des appareils capitalistes.

Quel est donc le rôle politique de Lewis ? Nous avons parlé plus haut du grand art de manœuvrier qui le caractérise dans les luttes syndicales. C'est la méthode qu'il a cherché à transplanter sur le plan politique. Son activité politique a été essentiellement du type manœuvrier, recherchant des avantages en s'alignant temporairement avec les politiciens capitalistes et même quelquefois avec des organisations ouvrières d'extrême-gauche, sans pour cela prendre définitivement partie pour aucune de ces forces.

Mais les manœuvres ne sont efficaces que si elles sont au service de principes et s'orientent vers des buts valables. Quand Lewis a cherché à copier en matière politique son œuvre stratégique magnifique dans le domaine économique, il s'est trouvé complètement impuissant et a été battu chaque fois. Pourquoi ? Parce que Lewis, s'il sert des buts bien précis et des principes ouvriers dans le domaine syndical, se trouve sans principes et sans but dans le domaine politique. Lewis, du point de vue politique, est un manœuvrier sans principes.

Lewis a soutenu Harding, Coolidge et Hoover durant les années 1920 et au début des années 1930 quand il était un ferme Républicain. Pendant ces années, il y eut un déclin catastrophique de l'industrie charbonnière et du syndicat des mineurs. La soumission de Lewis au « système de la libre entreprise » ne rapporta pas de dividendes aux mineurs.

Il se tourna du côté de Roosevelt en un mouvement stratégique qui avait pour but d'obtenir des « concessions » du gouvernement démocratique. L'expérience montrait bientôt que le Parti Démocrate et le Président entraveraient et restreindraient le CIO chaque fois que cela était possible sans que ce fût trop apparent. Néanmoins, Lewis a traversé toute sa période du CIO sans démasquer Roosevelt. Quand il a rompu avec Roosevelt, furieux du cours à droite et à la guerre pris par le gouvernement, il a été impuissant devant le mythe de Roosevelt

qu'il avait lui-même aidé à créer et à répandre dans le mouvement ouvrier. Dans cette situation, il a mis le point final à tout ce jeu misérable en soutenant la candidature républicaine à la Présidence en 1940. Cela apporta une fin lamentable à son rôle héroïque dans le CIO et montra irréfutablement la banqueroute des manœuvres sans principes, même quand elles sont appliquées par un maître-manœuvrier.

Si l'amélioration des salaires et des conditions de travail constitue le but des luttes syndicales, quel est le but politique des travailleurs ? Nul ne peut remplir le rôle de chef politique de la classe ouvrière s'il n'a compris que la lutte féroce des deux gigantesques classes sociales modernes doit se terminer tôt ou tard par la suprématie sans équivoque de l'une sur l'autre; que la victoire des travailleurs ne peut être autre chose qu'un gouvernement ouvrier allant vers le socialisme; que toutes les luttes ouvrières politiques doivent converger vers ce but. Lewis n'est pas prêt à l'accepter. D'autre part, Lewis refuse de suivre les Murray et Green dans le marais de la soumission à la politique capitaliste. Lewis ne peut pas être un homme politique de la classe ouvrière, il ne veut pas être un politicien bourgeois, et c'est pourquoi il a rejeté la lutte politique tout entière.

Dans les dernières années, Lewis s'est abstenu de soutenir des candidatures politiques sur le plan national, tout en constituant à harasser les politiciens par ses luttes syndicales. Certains pourraient en tirer la conclusion que Lewis est en train d'apprendre. Mais Lewis a déjà franchi son 70^e anniversaire et ne pourra plus poursuivre longtemps son éducation. Sans vouloir enterrer prématurément ce septuagénaire combatif qui apparaît encore plein de vie et d'esprit de lutte, nous pouvons conclure que, même s'il est en train d'apprendre, il apprend trop lentement et trop tard.

John L. Lewis a dépassé ses contemporains du mouvement syndical officiel et cependant, malgré tous ses mérites exceptionnels, il s'est montré incapable de dépasser ses propres limites. En dernière analyse, il a failli aux tâches de direction qu'exige la classe ouvrière américaine en plein progrès dans ses tâches et ses buts. Mais les pages de l'histoire ouvrière, écrites et illustrées par les travailleurs industriels des Etats-Unis au cours des quinze dernières années, mentionneront son nom en majuscules hardies.

Le Guépéou épure le P. C. tchécoslovaque

par Pavel Posel

L'arrestation de Marie Svermova, secrétaire-adjoint du parti et veuve du dirigeant des luttes de partisans contre l'occupation allemande, a probablement été le point culminant de la nouvelle vague d'épuration au sein du parti stalinien gouvernant. On savait à Prague depuis des mois que les difficultés d'approvisionnement, aussi bien sur le marché des produits alimentaires, des produits finis et des moyens de consommation que des matières premières, exigeaient des boucs émissaires. Après avoir introduit plusieurs sortes de pain et augmenté le prix du pain de consommation courante, après avoir demandé aux cantines des écoles et des ouvriers d'économiser les produits alimentaires, il a fallu réintroduire le rationnement, alors que la suppression des cartes d'alimentation avait été précédemment célébrée comme une « victoire du socialisme ».

L'arrestation de Vladi Clementis ne fut avouée qu'après que toute la presse occidentale ait soulevé la question du lieu où il se trouvait; on avait annoncé de Prague qu'il ne s'était pas présenté depuis plusieurs jours à son bureau de la Banque nationale de Prague. Cette arrestation ne pouvait étonner personne tant soit peu au courant des méthodes policières des staliniens. Clementis avait déjà eu avant et pendant la deuxième guerre mondiale de sérieuses différences avec le P. C. tchécoslovaque; en particulier pendant son exil à Londres il s'était prononcé, lors du pacte Staline-Hitler, pour que la politique du P. C. tchèque soit dissociée de celle du Kremlin. Aux Nations Unies également, comme représentant de la Tchécoslovaquie, il ne lui avait pas toujours été facile de

suivre la stricte ligne stalinienne et on se méfiait de lui. Pendant la vague d'épuration d'il y a deux ans, il fut rappelé de Lake-Success et, à l'étonnement de ses amis, il répondit à ce rappel, tout en sachant qu'il se trouvait devant une procédure de contrôle dans le parti. Il s'en tira alors avec un avertissement, ce qui peut s'expliquer par le fait que, comme ministre des Affaires Etrangères, il avait acquis certaines sympathies parmi les larges masses et qu'on voulait tout d'abord faire disparaître ces sympathies. Il avait été dès sa jeunesse un membre du mouvement des étudiants communistes et appartenait, comme notre inoublié camarade Zavis Kalandra, à la plus jeune génération des théoriciens marxistes.

Avec Clementis était également tombé en disgrâce, dans la première épuration, Laco Novomosky, principal poète et commissaire à la culture et à l'éducation en Slovaquie. Il n'avait pas été exclu mais écarté de toutes ses fonctions seulement après avoir fait son « auto-critique bolchevique » très complète; on savait d'une manière générale de lui qu'il avait de fortes tendances antistaliniennes, qu'il combattait le cours nationaliste du gouvernement de Gottwald et qu'il considérait celui-ci comme un « moindre mal » par rapport à la domination capitaliste ou à une domination ouverte du Kremlin. L'ex-président des commissaires slovaques, Husak, avait aussi été épuré à l'époque et il est maintenant arrêté en même temps que Novomosky. Tous deux ainsi que des centaines de hauts fonctionnaires slovaques sont déferés au tribunal comme « agents de l'Ouest » et « nationalistes bourgeois ». Presque aucun

des dirigeants slovaques, jusqu'au secrétaire général Bastovansky, totalement inconnu avant la deuxième guerre mondiale, n'a été épargné. Le Conseil des Commissaires slovaques qui réalisa dans ce pays le coup de février 1948 pourra peut-être apparaître au grand complet sur le banc des accusés.

Outre l'aile slovaque des mécontents, le P. C. de Moravie est aussi victime de l'épuration. Le secrétaire du P. C. à Brno, Sling, se voit reproché d'avoir assassiné sa propre mère pour n'avoir pas à la nourrir; cette accusation est d'autant plus fantastique que la République tchécoslovaque a établi l'assurance-vieillesse à laquelle la mère d'un secrétaire du parti a droit. A cet effet son épouse originaire de Nouvelle-Zélande devient une Anglaise. En outre, on reproche à Sling d'avoir eu avec Svermova « des rapports adultères » et celle-ci « n'aurait pas laissé se sécher en quatre ans la terre sur la tombe de son époux tombé en héros et se serait donnée à un criminel ! » Sling est particulièrement victime de la méfiance du Kremlin à l'égard de tous les combattants d'Espagne qui, comme Gottwald l'a déclaré devant le C. C. du P. C. tchèque, auraient été « démoralisés » après la défaite, particulièrement dans les camps de France et sont devenus si facilement victimes des agents envoyés dans ces camps par les états-majors français, anglais, américain et yougoslave.

Presque tous ceux qui ont été arrêtés ont de commun une longue appartenance au P.C., presque tous y ont occupé des postes responsables pendant plus de temps que Gottwald. Ils représentaient l'aile du P.C. tchécoslovaque qui, tout en repoussant un retour au capitalisme, s'opposait à l'exploitation croissante du pays par l'U.R.S.S. Ces gens se distinguent du « titisme » par le fait qu'ils sont parvenus au pouvoir grâce aux baionnettes de l'armée soviétique et non à une révolution prolétarienne. Au sein

du parti, la vague d'arrestations a eu un effet déprimant, en particulier du fait que Gottwald a mis en garde les membres du C.C. Un « agent est quelqu'un qui, pendant longtemps au service de ses maîtres, a fait beaucoup de bonnes choses pour gagner la confiance des travailleurs et par suite celle du parti ». C'est seulement quand il s'est acquis cette confiance qu'on exige de lui qu'il livre à l'ennemi les secrets du parti et de l'Etat. Chacun doit être rigoureusement surveillé par chacun, car plus tôt les traîtres sont démasqués et moins ils peuvent commettre de dégâts ! Plus d'un membre du C.C. à ces mots a du perdre tout espoir de pouvoir modifier le cours du régime de Gottwald dans un sens différent de celui ordonné par Moscou.

L'apparition simultanée de nouvelles luttes de partisans, notamment en Slovaquie, et rendant le trafic incertain dans une grande mesure, montre que Clementis, Svermova, Sling, etc., auraient pu s'appuyer sur de larges sympathies dans les masses populaires. Les rares vieux membres du parti voient avec effroi s'approcher l'heure de leur élimination.

✱

On vient d'apprendre l'arrestation de Josef Pavel, ministre adjoint à la Sécurité nationale. Josef Pavel était le chef des milices ouvrières qui, en février 1948, servirent d'appoint aux forces de l'Etat dans l'opération qui assura la mainmise totale du P.C. tchécoslovaque sur le pouvoir.

Au 18 mars, mille personnes auraient été arrêtées pour participation ou complicité au « complot ». Parmi elles se trouvent : au moins dix membres du Comité Central, cinq secrétaires généraux régionaux, sept anciens membres du gouvernement autonome slovaque, trois ministres adjoints.

Livio MAITAN

Remous dans le Parti Communiste et chez les socialistes en Italie

Dans le front socialiste italien il y a eu toujours des remous après 1945; ces dernières semaines, même les eaux stalinienne ont été troublées.

Les événements sont connus. Deux députés staliniens, Cucchi et Magnani, ont quitté le parti et ont constitué un « Comité d'action pour l'unité et l'indépendance du mouvement ouvrier ». Des dirigeants locaux de la région émilienne, quelques administrateurs de mairies (d'autres régions aussi), des éléments liés à eux pendant la lutte anti-naziste les ont suivis, en sortant spontanément du parti ou en étant exclus à cause de leur attitude envers les « traîtres ».

Sur quelles positions la rupture s'est-elle produite et quelle est sa signification ?

Les déclarations de Cucchi et de Magnani à la presse, la brochure qu'ils ont publiée, l'échange d'opinion qu'un dirigeant de leur mouvement a eu avec un de nos militants italiens nous offrent des éléments de jugement. Ils n'ont naturellement pas de position claire bien déterminée, pas de plate-forme complète et, dans ce sens, il serait impossible de les cataloguer. Mais les thèmes fondamentaux, qu'ils ont indiqués comme cause de leur sécession, et certaines allusions à des problèmes particuliers nous permettent de trouver la place de Magnani et Cucchi dans le front de la gauche italienne.

D'après C. et M., le tournant décisif dans la politique du P.C. italien aurait été la constitution du Kominform. Depuis lors, ce parti est devenu un instrument de la politique de puissance de l'Union Soviétique; depuis lors, la bureaucratiation du parti aurait progressé à pas de géant. Par conséquent, M. et C. réagissent d'abord contre cette dépendance par rapport au Kremlin. Mais la forme spécifique de cette réaction indique qu'elle n'a pas une signification révolutionnaire, mais social-démocrate ou centriste. D'après M. et C., le P.C. italien doit montrer son indépendance de Moscou en affirmant que les communistes aussi défendent leur patrie, dans le cas d'une agression, quel que soit l'agresseur. Bien sûr M. affirme qu'il ne croit pas une agression

soviétique probable, mais il insiste tellement sur ce thème qu'il n'est pas possible d'avoir des doutes sur leurs réelles positions. Il s'agit d'une forme de social-patriotisme qui se caractérise comme réaction à l'emprise stalinienne.

Un deuxième point essentiel de la rupture se résume dans la proposition suivante, tirée d'une déclaration des deux députés : « Nous pensons que la lutte pour le socialisme ne peut être séparée de la lutte pour la démocratie, qui doit être défendue en tant que méthode et en tant que but. » Et ils critiquent le P.C. italien parce qu'il n'est pas partisan, en toute occasion, de la méthode démocratique. Par conséquent, les sécessionnistes sont convaincus que la classe ouvrière peut conquérir le pouvoir sans révolution. Si on ajoute que sur le plan syndical M. et C. critiquent la C.G.T. à cause de son « nullisme », parce qu'elle fixe des buts excessifs aux luttes ouvrières, parce qu'elle se propose, en pratique, la désintégration économique et militaire du pays, on aura un tableau assez clair de leurs positions.

L'orientation réelle des deux démissionnaires est confirmée par leurs contacts politiques. Ils sont déjà liés à certains hommes du P.S.U. (Parti de Romita et de Silone) et au groupe parlementaire du parti lui-même. Ils ont déclaré qu'ils ont confiance dans les socialistes du P.S.U. pour le renouveau du mouvement ouvrier italien. Ils ont parlé avec sympathie de la droite réformatrice du P.S.L. (Matteoti) et ils ont déjà des rapports avec des saragatiens oppositionnels. Le mouvement qu'ils ont créé en outre n'est pas une nouvelle organisation politique; il devrait être une liaison, une « apertura » entre les militants staliniens et les différentes formations socialistes qu'ils voudraient unifier dans un seul parti « socialiste et démocratique ».

Tout ce qu'on vient de dire nous permet de tirer les conclusions suivantes. La rupture de M. et C. est une rupture à droite et représente un courant subsistant une pression petite-bourgeoise. Plus particulièrement le courant M. et C. subit la pression de ces couches de la petite bourgeoisie, qui avaient adhéré au stali-

nisme pendant la résistance, le P.C. étant le parti antifasciste le plus actif (les adhésions personnelles de M. et de C. datent de 36; ils ont déclaré avoir adhéré au parti communiste comme au parti qui luttait en pratique contre le fascisme) et qui s'étaient liés au prolétariat par l'intermédiaire du stalinisme dans l'époque de la radicalisation ouvrière (années 44-46). Le renversement de la situation politique et la reprise bourgeoise ont agi de telle façon que ces éléments subissent de nouveau l'attraction de l'autre pôle de la société. Et le fait que le P.C. à la suite du Plan Marshall, du Pacte de l'Atlantique et de la guerre de Corée a dû mettre à nu ses vrais liaisons avec la bureaucratie du Kremlin a précipité la rupture et l'a dirigée dans le sens qu'on a vu.

**

Cette évolution à droite de certaines couches petites-bourgeoises se manifeste aussi par d'autres voies. Il n'y a pas de doute par exemple, que le mouvement titiste, qui en Italie s'est regroupé autour du journal *Politica Nuova*, se compose aussi d'éléments sincèrement révolutionnaires, qui ont rompu avec le stalinisme sur la base de positions analogues aux positions du P.C. yougoslave, première phase. Mais il n'est pas moins vrai qu'une partie de ce mouvement — celle qui le dirige actuellement en vertu de l'influence très concrète de ceux qui sont derrière la façade — représente un courant petit-bourgeois, qui se détache du stalinisme sur des positions droitières ou centristes de droite. Sur ce point il existe une liaison politique — et pas seulement potentielle — entre les titistes et le mouvement de M. et de C. On ne peut déterminer par avance dans quelle mesure M. et C. seront disposés à entrer dans l'orbite politique du P.C. yougoslave : mais, à part cela, leurs positions et celles des titistes peuvent en effet coïncider. Et il est significatif que les titistes non plus ne cachent pas leur sympathie envers le P.S.U. (les dirigeants yougoslaves aussi paraissent s'intéresser au P.S.U. depuis quelques mois).

On ne peut pas parler précisément du mouvement de C. et M. Eux-mêmes ne pourraient pas donner des indications précises. Mais il ne faut pas croire que le mouvement ait une grande ampleur; et les espérances que la bourgeoisie internationale a placées sur la « scission » du P.C. italien vont tomber bien rapidement. Il se peut que le P.C. italien enregistre d'autres départs, que les rangs de ses sympathisants s'affaiblissent. Mais comme il n'y a pas de secteurs tellement larges de petits-bourgeois dans le P.C., il n'y a pas de troupes très nombreuses pour Cucchi et Magnani. Sauf si l'on croit à un départ, sur cette base droitière, d'éléments ouvriers. Mais ce problème particulier se réduirait au problème général : est-il possible, dans la situation actuelle du capitalisme italien et dans les conditions spécifiques du mouvement ouvrier de la péninsule que des couches

ouvrières considérables gravitent vers des positions social-démocrates ? Nous avons toujours penché pour une réponse négative; et nous n'avons aucune raison de changer maintenant d'avis.

**

A côté de l'affaire Cucchi-Magnani, d'autres remous se produisaient en même temps dans la gauche italienne. Le congrès du P.S.I. (Nenni) marquait la liquidation politique et organisationnelle de la fraction du centre (Lombardi, Pierraccini) qui en 48-49 avait dirigé le Parti. Cette liquidation signifiait la capitulation, en face du stalinisme, des intellectuels petits-bourgeois, leaders de la fraction et l'anéantissement de leur base. Mais le congrès du P.S.I. provoquait la renaissance d'une nouvelle droite réformiste. Etrange destin que celui du P.S.I. ! A chaque congrès il y a des gens qui partent sur la droite. Au dernier congrès, le fils aîné de Matteoti a joué le rôle, tout en abandonnant la bataille à moitié à cause des rapports de force tout à fait défavorables. Mais quelques semaines après la clôture du congrès, la crise éclatait à propos d'un livre de Matteoti qui adhérait aux thèses du « capitalisme d'Etat » en Union Soviétique. Des mesures de discipline ont été déjà adoptées et l'exclusion est fort probable, malgré quelques hésitations de Nenni.

L'affaire Matteoti provoquait à son tour l'affaire de la Fédération de Rovigo (province de la famille du leader assassiné). Il s'agit d'une organisation autonome composée par des militants socialistes qui ont quitté Nenni après le congrès de Bologne et après la crise Matteoti. Elle se réclame de la plate-forme de 1892 du Parti Socialiste ! Son leader a déclaré qu'il n'est pas d'accord avec Matteoti, tout en ayant pris sa défense contre les dirigeants nennistes. Par conséquent, on devrait penser à une sorte de gauche social-démocrate, mais on ne peut pas prévoir si elle fusionnera avec la gauche du P.S.U.

Pour achever le tableau, entre temps le P.S.U. (Romita, Silone) et le P.S.L.I. (Saragat) continuaient leurs éternels pourparlers pour l'unification. Au moment où nous écrivons cette note, l'unification paraît décidée, en principe; la proximité des élections administratives a poussé dans cette direction. Mais l'affaire n'est pas définitivement dans le sac et on ne s'étonnerait pas d'une nouvelle rupture à la dernière heure. Et en tout cas on ne peut exclure que certains secteurs des deux partis, surtout du P.S.L.I., restent en dehors du parti unifié, en constituant d'autres mouvements ou partis. Quelle histoire de fous que cette « unification » des socialistes italiens !

Une attention moins grande — et pour cause — a été consacrée par l'opinion publique bourgeoise et stalinienne aux tendances qui se sont dessinées dans le parti stalinien en sens opposé au courant Cucchi-Magnani. Et pourtant, dans les derniers mois, il y a eu quelque chose

dans cette direction. Pas d'affaires retentissantes, mais les vicissitudes de plusieurs militants qui, ayant compris le rôle et la nature du stalinisme, ont quitté le P.C. italien ou en ont été exclus par les méthodes bien connues. Deux exemples sont suffisants. A Turin, au mois de janvier, une militante élue au Conseil de la Municipalité en 1946, a rompu avec le stalinisme sur des positions de gauche (les staliens ont accepté cette démission sans prononcer « l'exclusion »!). Dans un gros centre de Toscane, un vieux militant communiste, maire du pays et dirigeant local du P.C. italien a été exclu avec ses camarades de tendance. Et ces militants aussi critiquent le stalinisme tout à fait correctement.

**

Sur un plan un peu différent, la formation en février (après une conférence à Gênes) d'un mouvement anarchiste nommé « Groupes anarchistes d'Action prolétarienne » est aussi une manifestation de la crise (à gauche) du stalinisme. Il s'agit, dans leur majorité de militants qui ont rompu avec le P.C. italien à cause de sa politique opportuniste et qui, ayant adhéré à l'anarchisme, se battent pour une nouvelle orientation politique et organisationnelle des anarchistes. Ils ont adopté à leur conférence une plate-forme politique et syndicale qui, bien qu'erronée sur la question de l'U.R.S.S., s'approche de certaines positions de notre mouvement.

En effet, on peut dire qu'aujourd'hui, plus que jamais, le stalinisme italien cache derrière l'apparence unitaire une différenciation politique réelle. Les déclamations enthousiastes des bureaucrates cachent la perte progressive de la confiance des militants du rang envers leur direction. Il serait exagéré de dire qu'il existe à la base du P.C. italien une ferme orientation léniniste, une compréhension claire de la nature du parti stalinien. Mais personne ne pourrait contester qu'il existe un malaise généralisé, un mécontentement croissant, qui va donner des résultats dans un futur plus ou moins prochain.

En conclusion, la situation de la gauche italienne est assez compliquée et des tendances contradictoires se dessinent. Tout cela découle, bien sûr, de la situation objective du pays.

D'un côté le prolétariat révolutionnaire s'aperçoit de la crise de celui qu'il croyait être son parti et des ferments critiques agitent le front stalinien. Et la petite bourgeoisie radicale, sous la pression des événements, se détache du stalinisme et marche vers la droite, sans pour le moment franchir certaines limites (C. et M. se déclarent adversaires du gouverne-

ment et du Pacte Atlantique). L'absence d'un parti social-démocrate organisé solidement sur une large base empêche une évolution rapide de ces éléments et provoque l'éparpillement qui parfois touche à l'absurdité. Tout cela empêchera en dernière analyse que tous ces groupes puissent exercer une influence sérieuse dans la vie du pays, ne fût-ce que sur le plan parlementaire.

D'un autre côté, le renforcement de la social-démocratie et la précipitation plus rapide de secteurs petits-bourgeois vers le pôle de la bourgeoisie sont plus difficiles en raison de la situation de la classe dominante. La bourgeoisie italienne n'a pas réussi à stabiliser son équilibre; elle n'a pas réussi à lier d'une façon stable à sa politique toutes les couches petites-bourgeoises. Il arrive au contraire, justement dans la conjoncture actuelle, que des couches jusqu'ici liées assez étroitement, s'efforcent de se détacher, d'acquiescer une plus grande autonomie, du moins sur certaines questions, ce qui se reflète, par exemple, dans la volonté de quelques social-démocrates saragatiens de quitter le gouvernement pour passer à l'opposition.

Une considération générale que l'on peut tirer de tout ce qui précède est la suivante : les fronts opposés ne sont pas compacts, l'alignement actuel n'est pas définitif. Cela signifie que la bourgeoisie italienne ne peut pas envisager l'aventure d'une guerre à courte échéance; cela signifie que le stalinisme n'a pas réussi à étouffer les ferments révolutionnaires dans la conscience des masses et que l'avant-garde léniniste a sa tâche à accomplir.

P. S. — Depuis que nous avons reçu cet article la fusion entre les deux organisations social-démocrates, le P.S.L.I. de Saragat et le P.S.U. de Romita, semble en voie de réalisation. Les ministres du P.S.L.I. ont quitté le gouvernement. Un accord a été conclu entre les deux directions prévoyant que le parti unifié, du nom de P.S.U.L.I., ne participerait pas au gouvernement mais voterait les crédits pour la défense nationale et accepterait le principe du pacte Atlantique. Reste à voir quelle attitude la « gauche » du P.S.U. (tendance Lilone) et le mouvement de Cucchi-Magnani prendront envers la perspective de cette fusion.

De son côté, le P.C. italien vient de tenir son Congrès à Rome, où Togliatti a fait une déclaration selon laquelle le P.C. cesserait toute opposition au gouvernement si celui-ci change la politique étrangère du pays.

Pour la discussion préparatoire au 3^e Congrès Mondial

Où allons-nous ?

PAR MICHEL PABLO

Le 9^e Plenum du C.E.I. a déclaré ouverte la discussion préparatoire au III^e Congrès Mondial de notre Internationale et a fixé celui-ci à l'année 1951.

Deux documents approuvés par le 9^e Plenum présentés par le Secrétariat International, serviront de base de départ dans cette discussion : les « Thèses sur les perspectives internationales et l'orientation du mouvement de la IV^e Internationale », « La révolution yougoslave et la IV^e Internationale ».

Le premier document a un caractère général et ne supplée pas à la nécessité de présenter, avant le Congrès Mondial, une résolution politique qui s'occupera plus spécialement de l'analyse concrète de la situation internationale et de nos tâches politiques précises pour l'avenir immédiat.

Mais il a paru nécessaire d'ouvrir la discussion dans l'Internationale avant tout sur la base d'un texte qui tracerait dans leurs grandes lignes les perspectives de l'évolution de la situation internationale pour les années prochaines, et qui réaffirmerait et préciserait une série de notions fondamentales qui déterminent la pensée et l'action de notre mouvement.

Car nous avons été amenés, avec une clarté plus grande que jamais depuis le II^e Congrès Mondial, et plus spécialement durant les derniers temps, à deux constatations auxquelles nous attribuons une importance fondamentale :

a) Nous sommes entrés depuis la fin de la dernière guerre dans une période essentiellement différente de tout ce que nous avons connu dans le passé, et le rythme de cette période s'accélère constamment.

b) Devant cette période nouvelle en évolution rapide et brusque, il est vital, il est impérieux pour un mouvement réellement marxiste-révolutionnaire comme le nôtre, de combler le décalage inévitable entre sa façon de penser, entre la théorie et les nouveaux développements de la réalité objective, et cela par un effort constant pour dépasser dialectiquement toute notion périmée, tout schématisme, tout dogmatisme, tout mode de penser incapable d'embrasser, d'analyser et de comprendre le contenu infiniment riche d'une nouvelle réalité en plein épanouissement.

Des camarades ont écrit qu'à la veille de la dernière guerre notre théorie, c'est-

à-dire la façon dont notre pensée collective (la pensée de notre mouvement) avait embrassé la réalité de son temps, paraissait solide, sans fissures. Maintenant, disent ces camarades, tout semble se disloquer.

La réalité naturellement est loin d'être telle que l'imaginent ces camarades, quand ils pleurent à chaudes larmes (et nous voulons croire à la sincérité de ces larmes) sur l'harmonie soi-disant brisée de notre théorie.

Quant à nous, qui n'avons jamais concédé à la théorie (n'importe quelle théorie) une primauté sur la vie (une telle affirmation va essentiellement à l'encontre d'une compréhension véritable, non mystique, non schématique, non dogmatique de ce qu'est le marxisme), nous donnons à ce phénomène une tout autre explication.

Il est vrai qu'à la veille de la dernière guerre notre théorie paraissait plus globale, plus uniforme, plus harmonieuse, car elle embrassait un contenu infiniment moins compliqué et moins dynamique qu'actuellement. A la veille de la dernière guerre, le monde apparaissait en équilibre et en repos relatifs, aussi bien en ce qui concerne le régime capitaliste que le stalinisme. Peut-on, même de loin, affirmer la même chose pour la période actuelle ?

Le problème, pour un véritable mouvement marxiste révolutionnaire, n'est pas de vouloir faire entrer coûte que coûte la réalité nouvelle dans ses normes de pensée d'hier, mais d'élargir et de modeler celles-ci de façon à les mettre en harmonie avec les nouveaux développements objectifs, qu'il s'agit naturellement de bien comprendre et de bien théoriser, selon une ligne principielle et non empirique ou opportuniste.

C'est ce que nous avons accompli en partie (dans la mesure de nos capacités collectives) surtout depuis le II^e Congrès Mondial.

C'est en effet surtout depuis cette date que la ligne de l'Internationale s'est précisée et développée sur une série de questions fondamentales, nous amenant à mieux comprendre la nature de la période dans laquelle nous vivons et ses perspectives.

Les transformations subies par le régime capitaliste à travers la dernière guerre et à sa suite, ses perspectives,

ainsi que les transformations subies par le stalinisme, son rôle, ses perspectives, ont été l'objet d'une meilleure compréhension de la part de notre mouvement, compréhension qui ne s'est pas faite d'emblée, mais progressivement, à l'aide des événements, et avec des lacunes et des retards inévitables.

Dans le texte « Thèses sur les perspectives internationales... » nous avons tenté de réaffirmer cet acquis de notre mouvement et de mieux préciser les points qui nous ont paru essentiels pour notre orientation dans les années à venir. Ces idées exposées dans le document susmentionné sous une forme condensée et plutôt axiomatique, ont naturellement besoin d'un développement plus long.

Le devenir du capitalisme

Quelle est la différence fondamentale entre l'état actuel du capitalisme et celui d'avant-guerre ?

Cette différence s'exprime avant tout dans la rupture multiple de l'équilibre du régime capitaliste et dans le fait que cette rupture va en s'aggravant.

Le capitalisme en tant que régime se caractérisait, comme l'a dit Trotsky, par un équilibre à la fois complexe (économique, social, international) et dynamique, c'est-à-dire en perpétuelle évolution vers une rupture suivie d'un rétablissement. L'équilibre capitaliste résultait d'un certain rapport entre son fonctionnement économique, les rapports de classe à l'intérieur de chaque pays, et les rapports internationaux. Comme chacun de ces facteurs principaux ne reste pas statique mais est en évolution constante, il se produit un mouvement correspondant de l'équilibre vers la rupture — sous l'influence d'une crise économique par exemple, d'une révolution, ou d'une guerre — suivi ensuite d'un nouveau rétablissement.

Jusqu'à la veille de la dernière guerre, le capitalisme a évolué selon ce schéma général, les bases objectives d'un nouvel équilibre s'avérant encore assez importantes.

Ce n'est pas actuellement le cas. Le déséquilibre du système capitaliste provoqué à travers la dernière guerre et à sa suite, s'avère être fondamental, chronique, et va en s'aggravant. Ceci pour les raisons essentielles suivantes, que nous saisissons maintenant de plus en plus clairement dans toute leur importance :

La dislocation du domaine colonial de l'impérialisme, à la suite de la révolution coloniale en Asie, et plus particulièrement de la révolution chinoise; la rupture de l'unité économique de l'Europe capitaliste à la suite de la formation du glacis soviétique; le développement pléthorique du capitalisme américain au milieu d'un marché capitaliste rétréci et appauvri, et le rôle économique et politique perturbateur qu'est obligé d'assumer dans ce monde l'impérialisme américain; la puissance économique et politique propre que représente l'U.R.S.S.

Tous ces nouveaux facteurs jouent ensemble pour maintenir et aggraver la

C'est à quoi nous allons nous efforcer dans le présent article.

La réalité sociale objective, pour notre mouvement, est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité sociale objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique.

Connaitre la réalité sociale objective, afin de pouvoir agir efficacement sur elle, se résume par conséquent, pour nous, à connaître le devenir actuel du régime capitaliste (l'état statique et dynamique), et le devenir du stalinisme.

rupture de l'équilibre capitaliste sur tous ses plans : rapports économiques, rapports de classe, rapports internationaux.

Je ne crois pas nécessaire au but de cet article (et la documentation statistique adéquate me fait défaut) d'insister en détail sur ce que représente exactement le régime dans son ensemble, la perte, du point de vue économique (placement de capitaux et de marchandises, sources de matières premières, équilibre des échanges) de territoires comme la Chine, le Vietnam, la Corée, l'Indonésie, la Malaisie, la Birmanie. Certains de ces territoires ne sont pas encore effectivement perdus pour l'impérialisme, mais ils sont en voie de l'être, ce qui détermine déjà certaines réactions et préparatifs de l'impérialisme.

La perte de la Malaisie par exemple précipiterait l'impérialisme britannique dans une crise financière grave, en le privant des ressources importantes qu'il tire actuellement de l'exploitation de ce pays.

Il faut d'autre part compter avec ce que représentent ces pertes non seulement par rapport à l'ancien état du capitalisme mais aussi par rapport à ses possibilités d'avenir, à ses perspectives. De ce point de vue, par exemple, la perte du marché chinois est une défaite historique de l'impérialisme yankee sur le plan de ses possibilités d'expansion. Mêmes considérations en ce qui concerne la signification économique pour l'Europe capitaliste, en particulier de la perte des pays qui constituent actuellement le glacis soviétique.

**

Toutes ces modifications de structure (auxquelles s'ajoutent les nouveaux rapports entre puissances capitalistes à la suite de la prépondérance écrasante acquise par l'impérialisme yankee sur tous les autres pays capitalistes), font que le régime capitaliste, ayant perdu son équilibre, n'a maintenant aucune chance de le retrouver sans la reconstitution d'un marché mondial englobant les territoires perdus, et sans redistribution plus équilibrée des forces à l'intérieur du camp impérialiste.

Une telle perspective n'est théorique-ment pas exclue dans le cas d'une guerre victorieusement menée par l'impérialisme et qui comporterait en plus un affaiblissement notable de l'impérialisme américain, tout en ménageant dans une égale mesure d'autres puissances comme l'Angleterre, la France, l'Allemagne, le Japon.

Pratiquement, cependant, nous en sommes très loin.

Il n'en reste pas moins que le capitalisme, ayant constaté l'échec de toutes ses tentatives pour restaurer un certain équilibre, et le fait qu'au contraire il perd constamment du terrain, se lance actuellement dans la préparation militaire, économique et politique plus précise d'une nouvelle guerre.

Voici un premier point de repère important et une première perspective essentielle de l'évolution de la situation internationale.

Comprendre que le capitalisme évolue maintenant raideement vers la guerre, car il n'a pas d'autre issue immédiate ou lointaine, et que ce processus ne pourra s'arrêter sans destruction préalable du régime, c'est déjà fixer une ligne fondamentale de l'évolution de la situation internationale.

Ni les tendances défaitistes et « neutralistes » qui gagnent certains milieux de la bourgeoisie européenne, ni les tendances « isolationnistes » de certains milieux de la bourgeoisie américaine, ne pourront déterminer à la longue la ligne fondamentale du noyau essentiel de la bourgeoisie monopoléuse internationale et de la bourgeoisie monopoléuse américaine en particulier. Même seule, cette dernière, si elle arrive à maintenir son contrôle sur les masses américaines, risquera plutôt la guerre que de se rendre sans combat à la révolution.

La discussion entre marxistes révolutionnaires ne peut s'engager par conséquent sur l'inévitabilité ou non de la guerre, aussi longtemps que le régime capitaliste reste debout, mais se limite à la question des délais, des conditions pour l'éclatement de la guerre, ainsi que sur la nature et les conséquences d'une telle guerre.

Sur toutes ces questions, les documents de l'Internationale ont apporté des précisions importantes.

Contre ceux qui ont soutenu depuis quelques années déjà l'opinion de la troisième guerre mondiale « immédiate », la direction de l'Internationale a opposé son argumentation, justifiée en grande partie par les événements, démontrant l'impréparation de l'impérialisme pour la guerre générale, et la crainte, d'autre part, qu'éprouve la bureaucratie soviétique à s'engager dans une guerre générale qui mettrait en danger son propre équilibre.

Il est cependant vrai que, dans cette perspective générale juste de la direction internationale, telle qu'elle a été définie plus concrètement lors du 8^e Plenum du C.E.I., il y avait deux points faibles, qui sont apparus clairement comme tels à la lumière de la guerre de Corée et de ses conséquences internationales. Le premier point, implicite dans cette perspective, était la surestima-

tion des forces effectives de l'impérialisme, et la sous-estimation correspondante des forces adverses.

C'est lors de la guerre de Corée que notre mouvement a réalisé pour la première fois cette constatation importante que le rapport de forces sur l'échiquier international évolue actuellement au désavantage de l'impérialisme; que la dislocation interne et le déséquilibre du régime capitaliste sont plus grands que nous ne les avons supposés et que la bureaucratie soviétique et les directions stalinienne elles-mêmes ne l'ont fait; que le poids de la révolution coloniale en Asie pèse plus lourdement que nous ne l'avons réalisé sur les destinées du capitalisme; que le vrai rapport des forces entre l'impérialisme et les forces qui lui sont opposées ne se mesure pas simplement sur le plan des ressources matérielles et techniques réciproques, mais aussi sur le plan des rapports sociaux, des rapports de classes, et que ces rapports évoluent internationalement au désavantage de l'impérialisme; que l'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une force supplémentaire aux forces matérielles et techniques qui combattent cet impérialisme.

Le deuxième point faible de notre perspective (qui du reste découlait de cette estimation erronée sur la véritable tendance de l'évolution du rapport des forces international) était d'avoir envisagé la possibilité pour l'impérialisme de déclencher une guerre générale seulement dans de « longues années ». (Rapport politique du 8^e Plenum du C.E.I.). La perspective de ce délai découlait de l'estimation qu'il existait une « neutralisation réciproque » entre le bloc impérialiste et le bloc dirigé par l'U.R.S.S., et que cette neutralisation se prolongerait pour de « longues années », rendant entre temps la guerre « impossible ».

En réalité, la guerre de Corée a démontré que le rapport des forces international (disons pour schématiser le rapport des forces entre les deux blocs) ne tendait pas vers l'équilibre prolongé, mais évoluait au désavantage grandissant de l'impérialisme.

De cette nouvelle précision il résulte, d'autre part, qu'il serait faux de fixer comme condition nécessaire au déclenchement par l'impérialisme d'une guerre générale, sa préparation achevée afin qu'il puisse aussi mener et gagner (considérer avoir des chances considérables pour gagner) la guerre qu'il aurait déclenchée.

Il se peut que, n'arrivant pas à stabiliser ses positions actuelles et se voyant d'autre part obligé de reculer de certaines positions qu'il considère comme essentielles, l'impérialisme se lance dans la guerre, malgré tous les risques, malgré ses chances de succès diminuées et non augmentées.

Ce raisonnement est surtout applicable à l'impérialisme américain, qui constitue le noyau essentiel des forces capitalistes d'aujourd'hui.

Il se peut que le capitalisme américain,

s'il maintient son contrôle sur les masses américaines et s'il se sent relativement fort par suite des progrès de son armement intensif, d'ici deux-trois ans par exemple, préfère à une nouvelle retraite à la manière de la Corée, la lutte avec tous ses risques.

Cette possibilité, qui résulte précisément de l'ampleur que prend actuellement le recul de l'impérialisme dans le monde, et par conséquent sa crise (même pour certains pays capitalistes, et pour si elle ne se manifeste pas dans l'immédiat avec toute son acuité), n'est plus exclue, particulièrement pour l'impérialisme américain.

C'est la progression des forces opposées à l'impérialisme qui rapproche la possibilité d'une réaction dernière et désespérée de guerre de la part de l'impérialisme, à moins qu'on admette la disparition sans combat de l'ensemble du régime capitaliste, y compris de sa capitale encore extrêmement puissante que constitue l'impérialisme yankee.

Pour cette raison, dans les « Thèses sur les perspectives internationales et l'orientation du mouvement de la IV^e Internationale », tout en insistant sur les raisons qui font hésiter l'impérialisme à déclencher la guerre et le poussent à étendre encore ses délais, nous n'excluons pas la possibilité d'une guerre générale, même pendant la période où le rapport des forces reste, comme actuellement, essentiellement défavorable à l'impérialisme.

La question suivante qui se pose est : **Quelle pourra être la nature d'une guerre déclenchée dans de telles conditions ?**

Une telle guerre prendrait, dès le début, le caractère d'une guerre civile internationale, particulièrement en Europe et en Asie qui passeraient rapidement sous le contrôle de la bureaucratie soviétique, des partis communistes, ou des masses révolutionnaires.

La guerre, dans de telles conditions,

dans un rapport de forces tel que celui qui existe actuellement internationalement, serait essentiellement la **Révolution**. La progression de la révolution anti-capitaliste dans le monde éloigne mais en même temps précise le danger de la guerre générale. La guerre serait cette fois la **Révolution**.

Les deux notions de la **Révolution** et de la **Guerre**, loin de s'opposer ou de se distinguer en tant que deux étapes considérablement différentes de l'évolution, se rapprochent et s'entrelacent au point de se confondre par endroits et par moments. A leur place, c'est la notion de la **Révolution-Guerre**, de la **Guerre-Révolution** qui émerge, et sur laquelle doivent se fonder les perspectives et l'orientation des marxistes révolutionnaires de notre époque.

Un tel langage pourrait peut-être choquer les amateurs de rêves et de rodomontades « pacifistes », ou ceux qui se lamentent déjà sur le sort apocalyptique du monde, sort qu'ils prévoient à la suite d'une guerre atomique ou d'une expansion mondiale du stalinisme. Mais ces cœurs sensibles n'ont aucune place parmi les militants et surtout parmi les cadres marxistes-révolutionnaires de cette époque, la plus terrible de toutes, où l'acuité de la lutte des classes est portée à son paroxysme. C'est la réalité objective qui pousse à la première place ce complexe dialectique de la **Révolution-Guerre**, qui détruit implacablement les rêves « pacifistes » et qui ne laisse aucun répit au dépiétement simultané, gigantesque, des forces de la **Révolution** et de la **Guerre**, et à leur conflit à mort.

La tâche des révolutionnaires conscients de cette période et de ses possibilités, consiste avant tout à s'appuyer solidement sur les chances objectives grandissantes de la **Révolution**, et (par les moyens les plus appropriés de la propagande) à les mettre en valeur comme il convient pour l'ensemble des masses travailleuses intéressées à la **Révolution**.

Mais examinons plus concrètement le caractère de cette dernière.

Le devenir du stalinisme

aspects conjoncturels, passagers, secondaires de la situation.

Les bouleversements les plus profonds, les plus révolutionnaires, les plus déterminants, nous enseigne la théorie marxiste-léniniste du capitalisme et de sa phase impérialiste, sont provoqués, malgré tous les obstacles subjectifs et à leur encontre, malgré la ligne traîtresse des directions traditionnelles social-démocrate et stalinienne des masses et à son encontre, par les contradictions inhérentes au régime social actuel, par l'exacerbation inévitable de ces contradictions au fur et à mesure de son évolution.

C'est actuellement le cas.

Le régime capitaliste arrivé à sa phase ultime se disloque, se décompose et permet ainsi l'apparition d'une série de phénomènes qui s'inscrivent tous dans le

cadre général d'une époque de transition entre le capitalisme et le socialisme, époque déjà commencée et avancée.

Cette époque de transition désorienta les scholastiques du marxisme, les partisans des formes « pures », de normes, parce qu'elle épouse une ligne beaucoup plus compliquée, plus sinueuse, plus longue que celle que les classiques du marxisme avaient esquissée jusqu'à l'expérimentation de la Révolution russe.

Mais, en réfléchissant davantage sur la réalité ainsi que sur l'esprit de la théorie (et non pas essentiellement sur la lettre de certains écrits), on s'aperçoit que cette époque de transition a ses profondes raisons d'être.

Sans même tenir compte du rôle que joue, dans le processus historique actuel, la profonde dégénérescence bureaucratique de l'U.R.S.S. et des directions stalinienne, on doit distinguer une cause objective qui exerce son influence sur l'époque de transition : le développement graduel, partiel de la révolution, l'isolant pour une certaine période et la localisant dans des pays qui se trouvent en outre ne pas être parmi les plus développés économiquement et culturellement.

Ce schéma de développement de la Révolution, qui est le schéma réel et qui a ses raisons d'être, implique un passage plus compliqué, plus sinueux, plus long du capitalisme au socialisme, qui emprunte des formes transitoires de la société et du pouvoir prolétariens (1).

A cette cause essentielle objective s'est ajoutée l'influence qu'exercent jusqu'à maintenant sur le cours historique la bureaucratie soviétique et les directions stalinienne.

La différence fondamentale entre nous et certains néo-analogistes du stalinisme, genre Gilles Martinet en France, ne réside pas dans le fait qu'il y a effectivement des causes objectives imposant à la société et au pouvoir qui succèdent au capitalisme des formes transitoires considérablement éloignées des « normes » esquissées par les classiques du marxisme avant la Révolution russe. Elle réside dans le fait que ces néo-staliniens présentent la politique du stalinisme comme l'expression d'un marxisme conséquent, réaliste, qui, consciemment, en toute connaissance de cause, poursuit un cours d'acheminement vers le socialisme en tenant compte des exigences réalistes de la situation. Et le seul reproche qu'ils ont à lui faire, c'est qu'il cache ces réalités aux masses et qu'il s'efforce d'embellir par exemple la situation en U.R.S.S. en déclarant que cette dernière s'approprie déjà à passer du « socialisme au communisme » (2).

Ces âmes, qui se veulent candides,

(1) Les écrits et la politique de Lénine après la Révolution, et particulièrement entre 1921 et 1923, sont significatifs de l'assouplissement de sa pensée imposé par la réalité et les problèmes concrets. Nous sommes déjà loin du schéma de la Révolution préfigurée avant son triomphe et son expérience précisée.

(2) Voir entre autres les écrits de G. Martinet « Sur l'Etat Socialiste » dans la *Revue Internationale*, octobre-décembre 1950.

feignent d'oublier que si les choses sont ainsi, c'est parce que le stalinisme n'est que l'expression de la politique non d'une direction prolétarienne « réaliste » mais de la bureaucratie soviétique, c'est-à-dire d'une vaste couche sociale privilégiée en U.R.S.S. qui a usurpé le pouvoir politique du prolétariat, et qui a théorisé en « socialisme à la veille de passer au communisme » ses privilèges exorbitants, farouchement gardés par un monstrueux appareil d'oppression des masses soviétiques.

Cette couche ne peut avoir ni une conscience ni une politique « socialiste » mais au contraire elle voit dans la Révolution mondiale et le véritable pouvoir prolétarien son ennemi mortel.

A cause du rôle de la bureaucratie soviétique sur le processus historique actuel et sur le mouvement ouvrier international en particulier, la liquidation du système capitaliste dans une partie de l'Europe, et de l'impérialisme en Asie (liquidation qui a été facilitée et rendue possible avant tout à cause de la dislocation interne du régime, et de la poussée révolutionnaire des masses, à l'occasion d'une conjoncture favorable : la récente guerre), a pris des formes transitoires encore plus déformées que cela n'était objectivement nécessaire. D'autre part, le rôle joué par la direction stalinienne bloque, comme en U.R.S.S., le libre développement socialiste de ces formes et met toutes les conquêtes réalisées en danger constant.

Il est cependant nécessaire, pour une juste orientation des marxistes révolutionnaires, de se rappeler non seulement que le processus objectif est en dernière analyse le seul déterminant et « prime » tous les obstacles d'ordre subjectif, mais aussi que le stalinisme est, d'un côté, lui aussi un phénomène issu de contradictions, et, d'un autre côté, un phénomène qui, porte en lui-même ses propres contradictions.

Seule l'analyse trotskyste, telle qu'elle a été fondamentalement donnée par L. Trotsky lui-même, permet de comprendre la dialectique concrète du stalinisme, son caractère contradictoire et les contradictions inhérentes à sa nature.

Il ne s'agit pas d'abuser du terme dialectique pour impressionner ou pour obscurcir davantage une compréhension incomplète, ou encore pour se frayer une fausse issue dans un domaine difficile.

La compréhension du stalinisme est impossible à la pensée vulgaire, mécanique ou simplement cartésienne. Nous voyons constamment l'échec de cette pensée dans les analyses, les conclusions, les perspectives de tous ceux qui, dans le camp capitaliste ou dans le mouvement ouvrier, s'efforcent d'expliquer le stalinisme et de le définir.

Les répercussions d'une telle pensée inefficace se font sentir dans nos propres rangs. Devant des phénomènes tels que la formation et l'évolution du glacié soviétique en Europe, l'affaire yougoslave, les révolutions coloniales actuelles, le régime de Mao-Tse-Tung, la confusion et l'embarras ont gagné

jusqu'à l'intérieur de notre propre mouvement.

Assisterons-nous à une expansion et à une domination mondiale du stalinisme ? Ce dernier peut-il vraiment renverser par endroits le régime capitaliste ? Les partis communistes peuvent-ils diriger et faire triompher une révolution ? Des camarades posent ces questions et s'interrogent avec une certaine anxiété sur l'avenir et sur la solidité de notre analyse du stalinisme.

Ces camarades cependant seraient beaucoup moins anxieux et moins embarrassés s'ils avaient assis, réellement et non pas mécaniquement, l'analyse trotskyste du stalinisme, et s'ils parlaient pour comprendre les phénomènes actuels du principe et de la considération qui suivent : pour répondre correctement, en marxiste, à toutes ces questions, il est nécessaire de saisir, comme pour tout autre phénomène social et politique important, le processus dialectique global de celui-ci, ses contradictions telles qu'elles se développent nécessairement dans les nouvelles conditions objectives.

La hantise de la « domination mondiale du stalinisme » est propre aux gens qui sont incapables d'apercevoir, faute d'une compréhension théorique correcte du stalinisme, que les contradictions inhérentes à la nature de ce dernier, loin de s'apaiser et de s'éliminer au fur et à mesure de son expansion, se reproduisent en réalité sur une échelle toujours plus grande et provoqueront son éclatement. Et ceci de deux façons : par les contre-coups des victoires anticapitalistes dans le monde, en U.R.S.S. même, stimulant la résistance des masses à la bureaucratie ; par l'élimination à la longue des causes objectives qui donnent naissance à la bureaucratie, à toute bureaucratie, au fur et à mesure que le régime capitaliste recule et qu'une partie toujours plus grande et économiquement plus importante lui échappe et s'organise selon une économie étatisée et planifiée favorisant l'essor des forces productives.

Dans l'ascension prodigieuse de l'impérialisme américain qui a suivi la première guerre mondiale, la plupart des gens n'ont vu que l'un des aspects du processus : l'expansion et la tendance à la domination mondiale de Wall Street. L'autre aspect, auquel nous assistons présentement actuellement, qui consiste dans le fait que cette expansion inclut en même temps dans les fondations de l'impérialisme américain « les charges explosives du monde entier » provoquant les « plus grandes convulsions militaires, économiques et révolutionnaires qui laisseront loin en arrière toutes celles du passé », c'est Léon Trotsky qui l'a saisi à temps clairement (3).

C'est un exemple de compréhension dialectique d'un phénomène qui, malgré sa puissance apparente, ses succès historiquement éphémères, s'appuie fondamentalement sur des contradictions inconciliables.

(3) « L'Internationale après Lénine » de L. Trotsky, chapitre sur « Les Etats-Unis d'Amérique et l'Europe ».

Le stalinisme est un tel phénomène.

Depuis le II^e Congrès mondial, notre mouvement a réussi à mieux voir, à mieux saisir et à mieux comprendre le processus contradictoire de l'expansion stalinienne, dans un domaine précis : celui des rapports entre les Partis Communistes là où ils sont arrivés au pouvoir et la bureaucratie soviétique. Des notions fondamentales (dont plusieurs du reste se trouvaient au moins implicitement dans notre arsenal théorique d'avant-guerre) ont été réaffirmées, clarifiées, développées dans les documents de l'Internationale et les écrits des camarades dirigeants concernant le glacié soviétique, l'affaire yougoslave, la révolution chinoise, la crise du stalinisme. Nous avons insisté, et avec raison, sur la dialectique concrète des rapports qui existent entre la bureaucratie soviétique, les Partis Communistes et le mouvement des masses, en soulignant les idées principales suivantes : aussi bien l'affaire yougoslave que le cours et la victoire de la révolution chinoise, ainsi que les autres révolutions coloniales actuelles (Corée, Vietnam, Birmanie, Malaisie, Philippines) ont démontré que les Partis Communistes gardent la possibilité, dans certaines circonstances, d'esquisser une orientation révolutionnaire, c'est-à-dire de se voir obligés d'entreprendre une lutte pour le pouvoir. Ces circonstances se sont avérées, à travers la deuxième guerre mondiale et à sa suite, être la dislocation extrême du régime des classes possédantes et de l'impérialisme, et la poussée révolutionnaire des masses.

Dans ces conditions exceptionnelles, le mouvement des masses, qui n'a trouvé sur place que les Partis Communistes pour se canaliser, a forcé ces partis à aller plus loin que leur direction, et surtout le Kremlin, ne l'eussent désiré, et les a littéralement poussés au pouvoir (4).

Par le fait de la faible résistance et parfois pratiquement de l'inexistence de l'ennemi (démoralisé et disloqué intérieurement) les Partis Communistes ont pu vaincre malgré leur opportunisme (Yougoslavie, Chine). Dans d'autres cas, le pouvoir leur a été remis par l'entrée de l'Armée russe (glacié européen), mais il ne fut monopolisé et consolidé qu'après la rupture entre la bureaucratie soviétique et l'impérialisme, et le commencement de la « guerre froide ».

Ainsi l'ascension des Partis Communistes au pouvoir n'est pas la conséquence d'une capacité du stalinisme à lutter pour la Révolution, ne modifie pas le rôle internationalement contre-révolu-

(4) Notre Programme de Transition prévoit ce cas possible. Il déclare : « Il est... impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krack financier, offensive révolutionnaire des masses) des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

tionnaire du stalinisme, mais elle est le résultat d'une conjoncture exceptionnelle qui a imposé soit à la bureaucratie soviétique (cas du glacié européen), soit à certains Partis Communistes (Yougoslavie, Chine) la prise du pouvoir.

Dans le cas du glacié soviétique européen, le renversement du pouvoir économique et politique du capitalisme et l'installation des Partis Communistes au gouvernement fut avant tout le résultat de l'action militaire-bureaucratique de la bureaucratie soviétique, le mouvement des masses ayant joué un rôle secondaire (Tchécoslovaquie) ou presque nul. Dans le cas de la Yougoslavie et de la Chine, la prise du pouvoir a été provoquée principalement par la dislocation interne de l'ennemi et la poussée exceptionnelle du mouvement révolutionnaire des masses.

J'ai déjà traité dans une certaine mesure des problèmes concernant la signification, les causes et la tendance des transformations qui ont eu lieu dans le glacié soviétique, dans mes deux articles relatifs à la discussion que nous avons eue dans l'Internationale sur l'affaire yougoslave. (« Sur la nature de classe de la Yougoslavie », B.I. octobre 1949; « La Yougoslavie et le reste du glacié », B.I. février 1950.) Je reviendrai prochainement dans un article spécial sur ces mêmes questions.

Les problèmes relatifs à la signification, aux causes et aux conséquences de la prise du pouvoir en Yougoslavie et en Chine, nous les avons déjà traités dans une série de documents de l'Internationale et dans des articles de camarades de la direction internationale de nos sections, mettant en lumière certains aspects importants : l'influence du mouvement des masses sur les Partis Communistes qui le dirigent (à défaut de toute autre organisation), les éloignant d'une stricte discipline au jeu de la bureaucratie soviétique; la possibilité et même à la longue l'inévitabilité d'une opposition à cette dernière, dans la mesure où ces Partis Communistes possèdent une base de masse propre qui leur a permis de conquérir le pouvoir essentiellement par leurs propres moyens.

Ne pas confondre toute victoire sur le capitalisme et l'impérialisme remportée par le mouvement révolutionnaire des masses, bien qu'il soit dirigé par des Partis Communistes, avec une victoire pure et simple de la bureaucratie soviétique, tel est l'enseignement le plus important que nous avons tiré de l'affaire yougoslave, de la Nouvelle Chine de Mao-Tse-Tung, et d'autres révolutions asiatiques en cours.

En n'examinant que le seul cas de la Chine, on est forcé d'admettre maintenant, après l'expérience coréenne, ce que j'avais en partie avancé dans mes articles sur la crise du stalinisme (5) et sur la guerre de Corée (6), à savoir que la

Chine ne pourra pas jouer le rôle d'un simple satellite du Kremlin, mais plutôt d'un partenaire qui impose désormais à la bureaucratie soviétique la codirection du mouvement stalinien international; que cette codirection est cependant un élément désagrégeur du stalinisme basé sur l'application stricte de la politique (correspondant à ses intérêts) de la bureaucratie soviétique; que le rôle de la Chine dans le déclenchement de la guerre de Corée et sa conduite (qu'on a voulu attribuer exclusivement au Kremlin) se sont avérés beaucoup plus importants et plus décisifs qu'on ne l'avait pensé; que la Chine s'érige en puissance internationale de premier ordre, ayant infiniment plus de possibilités que la Yougoslavie par exemple, de jouer un rôle indépendant entre Moscou et Washington; que par conséquent l'évolution de la Chine peut s'avérer différente de celle de la bureaucratie soviétique, et introduire de puissants éléments de différenciation dans le camp stalinien.

**

C'est à la lumière de toute cette expérience et de toutes ces considérations qu'il faut placer la perspective possible d'une guerre qui éclaterait avant que l'impérialisme puisse changer profondément l'actuel rapport des forces qui lui est défavorable. Une telle guerre, déclenchée dans de telles conditions, prendrait vite, comme nous l'avons déjà signalé, le caractère d'une guerre civile internationale, au moins en Europe et en Asie.

Aux tentatives de la bourgeoisie et de l'impérialisme pour mobiliser les masses dans leur guerre contre l'U.R.S.S., les « démocraties populaires », la Chine et les autres révolutions asiatiques en cours, et pour écraser les Partis Communistes et le mouvement révolutionnaire de leurs pays respectifs, de larges couches répondraient par la révolte, la lutte ouverte, la lutte armée, la nouvelle Résistance, mais qui aurait cette fois un caractère de classe infiniment plus clair. Il est possible qu'à la faveur de ces réactions de masses, et du chaos, de l'exaspération, que créerait rapidement une telle guerre, différents Partis Communistes se voient obligés d'entreprendre, poussés par les masses, poussés par leur propre base, une lutte qui dépasserait les objectifs propres de la bureaucratie soviétique.

Une telle guerre, loin d'arrêter la lutte qui se poursuit actuellement au désavantage de l'impérialisme, l'intensifierait et la porterait à son paroxysme. Elle romprait tous les équilibres, entraînant toutes les forces dans la lutte, accélérant le processus déjà commencé de la transformation convulsive de notre société qui ne s'apaisera qu'avec le triomphe du socialisme international. Le sort du stalinisme se réglerait précisément dans cette période de bouleversements gigantesques.

Des gens qui désespèrent du sort de l'humanité parce que le stalinisme dure encore et remporte même des victoires, rapetissent l'Histoire à leur mesure. Ils

auraient voulu que tout le processus de transformation de la société capitaliste en socialisme s'accomplisse dans les délais de leur courte vie, afin qu'ils puissent être récompensés de leurs efforts pour la Révolution. Quant à nous, nous réaffirmons ce que nous avons écrit dans le premier article que nous avons consacré à l'affaire yougoslave : Cette transformation occupera probablement une période historique entière de quelques siècles, qui sera remplie entre temps par des formes et des régimes transitoires entre le capitalisme et le socialisme, nécessairement éloignées des formes « pures » et des normes.

Nous savons que cette affirmation a choqué certains camarades et a servi à d'autres comme tremplin pour attaquer notre « révisionnisme ».

Mais nous ne désarmons pas. Il y a déjà un siècle de passé depuis le Manifeste Communiste, et plus d'un demi-siècle depuis l'impérialisme « phase suprême du capitalisme ». Le cours de l'histoire s'est avéré plus compliqué, plus sinuieux, plus long que les prévisions des hommes qui ont une tendance légitime à raccourcir les délais qui les séparent de leurs idéaux. Les meilleurs marxistes n'ont pu éviter de se tromper, non pas sur la ligne générale du développement mais sur ses délais et ses formes concrètes.

L'orientation et le devenir de notre mouvement

Notre orientation fondamentale actuelle découle essentiellement de l'analyse de la période dans laquelle nous nous battons, du caractère révolutionnaire fondamental de cette période.

Nous ne nous attachons de façon exclusive à aucun épisode de cette période, si important qu'il soit; nous ne disons pas : c'est maintenant ou jamais; nous ne considérons aucune défaite comme une défaite qui clôt les perspectives révolutionnaires. Un mouvement révolutionnaire laisse les jérémiades aux spectateurs de la lutte et non aux engagés dans cette lutte. Il s'appuie solennement sur les perspectives révolutionnaires, qui sont objectives et réelles et essaie de les renforcer de son mieux par son poids subjectif.

Certes, le processus objectif révolutionnaire n'est pas automatique et on ne peut, même actuellement, quand le rapport des forces évolue au désavantage de l'impérialisme, affirmer catégoriquement que la partie est définitivement gagnée. Certes, le danger existe qu'une guerre générale provoque des destructions étendues rendant encore plus difficile, plus compliquée et plus longue la reconstruction socialiste de l'humanité. Dans certains conditions la possibilité théorique d'une chute dans la barbarie n'est pas exclue.

Certes, la politique de la bureaucratie soviétique met en danger constant toutes les conquêtes réalisées jusqu'ici et peut favoriser un nouveau changement du rapport des forces à l'avantage du capitalisme.

Ce qui est pour aujourd'hui, dans tout pays, le but stratégique possible, c'est la Révolution, c'est la prise du pouvoir, c'est le renversement du capitalisme. Mais la prise du pouvoir dans un pays ne résout pas toute la question. Les conditions d'un libre développement vers le socialisme sont plus compliquées et plus difficiles encore. L'exemple de l'U.R.S.S., des « démocraties populaires », de la Yougoslavie, de la Chine, le prouve.

Cependant il serait également faux de minimiser l'importance historique des progrès accomplis dans la voie du renversement du capitalisme et de la victoire de la Révolution dans le monde.

Ceux qui croient répondre à l'anxiété et à l'embarras de certains devant ce qu'on appelle les victoires du stalinisme en minimisant la signification objectivement révolutionnaire de ces faits, sont obligés de se retrancher dans un sectarisme antistalinien à tout prix, qui cache à peine, sous son apparence offensive, son manque de confiance dans le processus fondamental révolutionnaire de notre époque. Ce processus est le gage le plus certain de la perte finale inévitable du stalinisme, et sera réalisé d'autant plus rapidement que le renversement du capitalisme et de l'impérialisme progresse et gagne une partie de plus en plus importante au monde.

Mais ce qui distingue un mouvement révolutionnaire véritable d'une tendance qui en dernière analyse est petite-bourgeoise, c'est que le premier axe son orientation fondamentale sur un des termes de l'alternative, celui de la Révolution et du socialisme, sur les possibilités révolutionnaires pratiques, réelles et non théoriques, de la période, met en valeur ces possibilités, envisage le processus révolutionnaire dans son ensemble objectif ascendant et ne se perd pas dans tels ou tels épisodes secondaires de ce processus.

Certains ont été étonnés, indignés même, de notre changement brusque dès que le cours de la politique extérieure de la Yougoslavie a commencé à glisser dans l'orbite des « forces démocratiques » de l'impérialisme. En réalité notre changement venait avec un certain retard à la suite du changement brusque de la politique yougoslave elle-même sous la pression internationale déclenchée par la guerre de Corée.

Le changement fut d'abord objectif, dans la situation, en dehors de nous. Il signifiait une défaite, espérons-le passagère, de la révolution yougoslave. A partir de ce moment, de cette constatation, il ne s'agissait plus pour nous de pleurer, ou de tergiverser et de rester indécis. Dans la période révolutionnaire dans laquelle nous combattons, il y aura quantité de hauts et de bas, de victoires et de défaites, et nous n'axons notre orientation fondamentale que sur le cours essentiel de cette période, caractérisée par les perspectives objectives favorables

(5) « Quatrième Internationale », mars-avril 1950.

(6) « Quatrième Internationale », août-octobre 1950.

de la Révolution qui se développent et grandissent sur les ruines et la crise du capitalisme et de l'impérialisme.

La politique des dirigeants yougoslaves isolait et isole la Révolution yougoslave de l'appui des masses prolétariennes et coloniales, pour confier sa défense à l'impérialisme « démocratique » que découvre maintenant avec tant de désinvolture Milovan Djilas.

Entre cette politique et l'appui inconditionnel aux luttes de masses prolétariennes et coloniales, nous avons choisi tout naturellement le deuxième terme de l'alternative qui coïncide avec la lutte générale pour la Révolution mondiale dont la révolution yougoslave n'est qu'un épisode subordonné. Cette conception de notre orientation, de notre conduite, acquiert une importance exceptionnelle précisément à l'étape actuelle qui est caractérisée par la tension la plus grande qu'on ait jamais connue dans la lutte des classes internationale et la pression la plus forte qui ait jamais été exercée sur les mouvements et les individus. Incontestablement, cette pression est actuellement infiniment plus forte qu'à la veille ou durant la deuxième guerre mondiale, et ira en se renforçant.

Sans une ligne principale claire, sans une orientation ferme et révolutionnaire, nous risquons de sombrer dans la confusion et les déviations petites-bourgeoises de toute sorte, qui ont marqué notre mouvement aussi dans le passé.

Les éléments dirigeants de notre mouvement doivent être conscients de ce danger, je dirai de l'inevitable dans une certaine mesure de ce danger. C'est pour cette raison que, dans les « Thèses sur les perspectives internationales et l'orientation du mouvement de la IV^e Internationale », nous insistons tant sur la nécessité de réaffirmer et de mieux préciser notre position programmatique sur l'U.R.S.S., la bureaucratie soviétique, les Partis Communistes et les révolutions coloniales en cours. L'expérience de ce qui se passe autour de nous avec les différentes tendances antistalinienne du mouvement ouvrier, ainsi que l'expérience encore plus importante du cours pris par le PC yougoslave, démontre clairement que sans orientation marxiste sur ces questions, on glisse insensiblement — dans la période actuelle de polarisation extrême des forces de classes — pour finir par se trouver objectivement dans le camp ennemi.

**

Notre mouvement n'est naturellement pas « neutre » entre ce qu'on appelle les deux blocs, celui de l'impérialisme et celui dirigé par l'U.R.S.S. Tout d'abord parce que le neutralisme est toujours objectivement favorable à l'une des forces antagonistes. Il n'y a pas de « neutralisme » pur. Ensuite parce que, dans les rapports et surtout les conflits du « bloc » dirigé par l'U.R.S.S. avec l'impérialisme, nous donnons un appui critique au premier tandis que nous combattons sans réserve le deuxième. Notre soutien des

révolutions coloniales en cours, malgré leurs directions stalinienne ou stalinisantes, dans leur lutte contre l'impérialisme, est même **inconditionnel**. Notre mouvement est **indépendant** de la politique de Moscou, de la politique de la bureaucratie soviétique, dans le sens qu'il n'est pas lié par cette politique; il ne l'identifie pas avec celle du prolétariat international et des masses coloniales, mais au contraire il combat cette politique dans tous ses aspects nuisibles et hostiles à la Révolution mondiale.

Sans avoir repensé toutes ces questions, sans les avoir clarifiées et mieux précisées, il nous sera impossible dans l'immédiat de nous lier au mouvement révolutionnaire des masses, ainsi qu'à l'avant-garde prolétarienne, qui en Asie et en Europe suivent les directions stalinienne ou stalinisantes; il nous sera également impossible dans les pays qui ne connaissent pas cette forte influence de ces directions sur les masses, mais où s'exerce au contraire une puissante pression réactionnaire de la bourgeoisie et de ses agences réformistes, comme aux Etats-Unis, en Angleterre, au Canada, en Australie, en Belgique, etc., de résister à cette pression et de ne pas nous départir d'une ligne de classe claire et ferme; il nous sera surtout impossible, en cas de guerre générale, de nous orienter correctement et efficacement afin d'assurer le triomphe des forces révolutionnaires sur le capitalisme et, au cours de la lutte, sur la bureaucratie soviétique elle-même.

Dans tous les cas où l'antistalinisme sectaire et mécanique, qui a confondu la direction avec le mouvement des masses ou qui n'a pas saisi le caractère contradictoire du stalinisme, y compris de l'action de la bureaucratie soviétique, a pris le dessus dans nos organisations, cela a conduit notre mouvement au désastre pratique et à la désorientation politique et théorique complète. Tel fut le cas de certains de nos mouvements pendant la guerre et lors de sa liquidation en Europe. Tel fut surtout le cas de certaines tendances de notre mouvement en Chine et, en partie, en Indochine.

Pourrons-nous renouveler de telles erreurs? Pourrons-nous vivre côte à côte avec une révolution qui se développe et qui, les armes à la main, combat l'impérialisme et porte en même temps des coups sensibles, parfois mortels, aux classes possédantes indigènes (comme c'est le cas des révolutions asiatiques en cours), et nous contenter de notre vieille attitude envers les Partis Communistes qui dirigent ces révolutions, quand ces partis, appliquant la politique stricte du Kremlin, collaboraient avec l'impérialisme et l'ennemi de classe?

Pourrons-nous envisager la préparation et la possibilité d'une guerre générale et négliger de nous rapprocher dès maintenant de la base des Partis Communistes qui polarisent encore dans plusieurs pays importants de l'Europe et de l'Asie les masses prolétariennes et coloniales les plus aptes à la lutte contre la guerre des impérialistes, les plus valables dans la lutte pour la révolution?

Comment serons-nous alors capables de mener notre lutte contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme, ce qui signifie la lutte pour désarmer et vaincre la bourgeoisie par les masses révolutionnaires?

Comment pouvons-nous espérer opérer notre jonction avec les forces révolutionnaires qui jailliront de cette lutte et se lanceront inévitablement à l'assaut du capitalisme et de l'impérialisme, et les dresser au cours de la lutte même contre la bureaucratie soviétique aussi?

Si inattendu que cela puisse paraître de prime abord, les nouvelles conditions dans lesquelles se trouvent placés les Partis Communistes dans les pays asiatiques qui connaissent actuellement une révolution, nous dictent, comme attitude générale envers eux, **grosso modo**, celle d'une **opposition de gauche** qui lui accorde un **appui critique**. Par exemple au lendemain de la victoire de Mao-Tse-Tung, notre mouvement en Chine, au lieu d'ignorer ou de minimiser cette victoire et de continuer d'attaquer le PC chinois sur une base qui était absolument juste lors de la politique trahissee de ce parti (quand il se soumettait à la direction politique de la bourgeoisie et collaborait avec Tchang-Kaï-Chek), aurait dû, à mon avis, tenir aux masses chinoises le langage suivant :

Le Parti Communiste chinois, poussé, porté, par le mouvement révolutionnaire des masses, bénéficiant de la dislocation intérieure avancée des classes possédantes indigènes et de la faiblesse de l'impérialisme, et ayant été obligé au cours des événements et sous la pression des masses, de changer en partie sa ligne qui le soumettait à la direction politique de la bourgeoisie dans l'accomplissement de la révolution en Chine, est arrivé au pouvoir. Ceci constitue une victoire importante et ouvre les possibilités d'une marche en avant de la Révolution et de son triomphe final par l'instauration d'un véritable pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres chinois. Car le caractère prolétarien du pouvoir qu'il faut assurer reste le problème-clé de la Révolution. Nous, trotskystes, qui avons toujours défendu la théorie que la révolution chinoise ne peut vaincre que sous la direction politique du prolétariat et de son avant-garde révolutionnaire, défendrons les conquêtes réalisées, ainsi que chaque pas fait dans la direction de l'instauration d'un pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres chinois. Nous donnons un **appui critique** au PC chinois et au gouvernement de Mao-Tse-Tung, et nous réclamons notre existence légale en tant que tendance communiste du mouvement ouvrier.

Une telle déclaration et une telle attitude, **grosso modo**, auraient des chances d'être comprises par un certain nombre d'éléments sensés de l'avant-garde révolutionnaire en Chine, par tout prolétaire conscient, et mettrait la direction du PC chinois devant le dilemme : soit accepter notre existence légale, soit nous imposer

l'illégalité, qui démontrerait son caractère bureaucratique et stalinien.

En Europe, où les Partis Communistes manœuvrent les masses prolétariennes pour assurer le succès de la politique extérieure de la bureaucratie soviétique et ses buts spéciaux dans chaque pays, et ne luttent aucunement pour la révolution et la prise du pouvoir, une telle politique envers ces partis est naturellement exclue. Par contre, se rapprocher de leur base, se lier à elle dans toute action de front unique possible contre les préparatifs de guerre des impérialistes, et lui souligner les possibilités révolutionnaires de la période, que les directions stalinienne cachent consciemment, est un devoir essentiel de toutes nos organisations qui agissent dans des pays où la majorité de la classe ouvrière suit les Partis Communistes. **Plus près de la base de ces partis**, tel est notre mot d'ordre dans tous ces pays, et qui résulte de l'analyse de la situation et de ses perspectives.

Dans les pays où le stalinisme est pratiquement inexistant ou exerce une influence faible sur les masses, les organisations ou les courants trotskystes s'efforceront de devenir dans les années à venir la direction principale du prolétariat: aux Etats-Unis, en Angleterre, en Allemagne, au Canada, dans toute l'Amérique latine, en Australie, en Indonésie, peut-être aux Indes. C'est là que réside beaucoup plus que dans les pays où sévit encore l'influence stalinienne, **l'avenir essentiel immédiat de notre mouvement**.

Certains de ces pays jouent un rôle clé dans la situation internationale et restent, par les conditions de leur développement économique, des terres de prédilection pour la construction socialiste: les **Etats-Unis, l'Angleterre, l'Allemagne**. L'avenir du stalinisme est barré dans ces pays.

Le développement de notre mouvement aux Etats-Unis en particulier, influencerait tout le cours du mouvement ouvrier international, accélérerait la crise et la décomposition du stalinisme.

D'autres variantes sont naturellement possibles, comme celle qui est apparue à un certain moment avec le cours progressif de la révolution yougoslave, avant le dernier tournant de ses dirigeants. Il est difficile de prévoir les formes précises par lesquelles passera le renforcement du courant révolutionnaire conscient, et les formes qu'épouseront la décomposition et l'élimination inévitables du stalinisme. Il est difficile aussi de décrire toutes les évolutions tactiques auxquelles notre mouvement aura recours pour mieux se lier aux masses et pour progresser.

Depuis la liquidation de la guerre et particulièrement depuis le II^e Congrès mondial de notre Internationale, les progrès de notre mouvement ont été indéniables. Ils s'expriment dans la rupture décisive effectuée par la plupart de nos organisations avec une illusion d'activité révolutionnaire en dehors du mouvement réel des masses et ses particularités dans chaque pays; dans la recherche réelle,

consciente, ressentie par les cadres et les militants, d'une voie d'accès là où passe dans chaque pays le mouvement des masses, ou des courants essentiels de celui-ci; dans le travail patient, méthodique, de longue haleine entrepris dans ces courants afin de provoquer une différenciation révolutionnaire dans leurs rangs, selon les possibilités mûries de leur propre expérience et des conditions objectives; dans la prolétarianisation avancée de nos organisations et de leurs directions, qui est le gage le plus sûr de l'application et de la poursuite d'une telle politique vers la classe, avec la classe.

Ces progrès ont été rendus possibles grâce à la solidité de notre orientation théorique, à la solidité indestructible du trotskysme, et grâce au caractère révolutionnaire de la période. C'est le renforcement de ce dernier dans les années à venir, ce sont les perspectives révolutionnaires grandissantes qui dominent de plus en plus la scène historique, qui nourrissent notre optimisme révolutionnaire et notre confiance absolue dans les destinées du trotskysme, expression consciente du courant communiste de notre époque.

LES LIVRES

L'Inde devant l'orage

par Tibor MENDE (1)

Ce livre a un titre prétentieux. En tant que journalisme à sensation, c'est un grand succès pour lequel il y a tout lieu de féliciter l'auteur. Mais le seul chapitre de valeur du livre est celui qui a trait à la révolte des paysans de Telengana, dans le sud des Indes, chapitre qui a été publié dans la revue *Esprit*. La région de Telengana n'a pas encore été soumise, malgré d'importantes opérations militaires qui, d'après le *Manchester Guardian*, journal modéré et favorable au gouvernement indien, sont comparables à « l'action de police » entreprise en Malaisie par les Anglais.

Le livre de Mende présente une grande prolixité de détails inutiles sur les moines, les mendiants et les singes qui, peut-être, le rendent intéressant pour un public européen généralement peu informé sur les Indes, mais on peut se demander dans quelle mesure ils sont essentiels à un aperçu sérieux de la scène politique de ce pays.

Les misères de l'Inde sont sans aucun doute colossales, comme dans tout pays arriéré. Personne n'imaginait que l'indépendance allait résoudre tous les problèmes. Personne ne pouvait espérer que le gouvernement actuel fasse des miracles dans les trois ans suivant le départ des Anglais. Malheureusement, ceci est devenu le prétexte du nouveau régime pour ne rien faire du tout. Son bilan à ce jour n'inspire aucune confiance. La misère va croissant en raison de l'exploitation brutale des capitalistes et des gros propriétaires fonciers qui ont été les bailleurs de fonds du parti du congrès de Gandhi et de Nehru avant la conquête de l'indépendance.

La tragédie des Indes consiste dans le fait que la lutte nationale a été dirigée par les classes possédantes, tandis que les partis de gauche restaient pratiquement dans l'ombre. La responsabilité de cet état de choses incombe dans une grande mesure au Parti Communiste indien qui, pendant les luttes historiques de la décennie de 1930, adopta une attitude sectaire et, à partir de 1941, collabora avec les Anglais contre le mouvement

national. Le parti du Congrès en acquit la possibilité de se maintenir à la direction sans aucune contestation.

À l'arrivée au pouvoir de ce parti en 1948, on ne pouvait logiquement attendre de sérieuses modifications au *statu quo*. Il eût été ridicule d'espérer qu'un Patel, par exemple, dont les relations avec les magnats du grand capital étaient bien connues, soutienne la nationalisation des industries. Or, c'est ce Patel qui, de 1948 à sa mort survenue quelques mois auparavant, a été le vrai maître de l'Inde. Il est illusoire d'espérer que les gros propriétaires fonciers qui sont à la tête des gouvernements de province ou du gouvernement central procèdent à des réformes agraires. C'est cependant ce que Tibor Mende attend d'eux. Il est vrai qu'il ajoute que le Congrès est susceptible de devenir un nouveau Kuomintang. Il est regrettable qu'il ne se soit pas aperçu qu'il en a toujours été ainsi et qu'il en sera ainsi, car le Congrès, dès le début, a représenté politiquement la même classe que le Kuomintang.

L'auteur semble avoir pour préoccupation principale la façon dont l'Inde pourrait éviter le sort de la Chine. Il est difficile d'éprouver la moindre sympathie pour un tel point de vue. En trois ans, le gouvernement indien a montré qu'il est incapable de résoudre un seul problème national ou agricole; or, sans une réforme agricole radicale, la condition des masses continuera à s'effondrer chaque jour davantage. Dans ces conditions, la seule solution possible semble être celle de la Chine, à condition que, dans ce pays-clé de l'Extrême-Orient, se stabilise un véritable pouvoir prolétarien.

L'auteur prétend que les masses indiennes sont inertes, passives, etc. Il n'a pas la moindre idée de l'extrême combativité des masses indiennes dans leur lutte contre l'impérialisme; dans un livre sur les Indes depuis leur indépendance, il ne dit pas un seul mot sur ce mouvement pour l'indépendance.

Le présent gouvernement n'a fait que

(1) Les Editions du Seuil.

Au moment de tirer ce numéro nous parvenons les informations suivantes :

ETATS-UNIS. — A Los Angeles, Myra Tanner Weiss, candidate du *Socialist Workers Party* (trotskyste) au Conseil de l'Enseignement de cette grande cité industrielle de la côte ouest, a obtenu, après avoir mené une ardente campagne de lutte contre la guerre, 13.569 voix, soit plus de 6 % des suffrages.

SUISSE. — Le 18 mars s'est tenue à Zurich une Conférence convoquée par la *Proletarische Aktion*, à laquelle assistè-

rent des militants provenant de la social-démocratie et du stalinisme. Ils décidèrent de travailler à la constitution d'un parti révolutionnaire, et de commencer en menant campagne aux élections cantonales de quatre districts ouvriers du canton de Zurich.

Une scission s'est produite dans le « Parti du Travail » (stalinien) dans le canton de Genève. De vieux dirigeants locaux ont constitué une *Union socialiste* qui aurait l'appui d'un millier de travailleurs à Genève. Cette organisation possède des élus au Conseil municipal de Genève et publie un journal, *l'Echo du travail*.

très peu de choses. Il n'est pas sur le point d'abolir la grande propriété terrienne. Il n'est pas près d'exproprier les 600 princes qui, tous, ont d'immenses fortunes pouvant fournir le capital nécessaire à l'industrialisation. Si on excepte les P.T.T., les chemins de fer sont à peu près la seule entreprise nationalisée aux Indes, et ce fut réalisé par les Anglais bien avant l'instauration du présent gouvernement. Celui-ci n'a également rien fait pour diminuer le taux des naissances qui s'élèvent à 5 ou 6 millions par an. Dans un pays où la population s'accroît à un rythme aussi désastreux, rien n'a été entrepris pour rendre l'avortement légal. Bien au contraire, les médecins qui ont eu le courage de suggérer des solutions ont été chassés de leurs postes gouvernementaux.

Seul un parti ayant un programme de profondes transformations économiques et sociales pourrait opérer un changement à la situation; et l'expérience de la Chine a montré que seul le parti de classe des travailleurs peut le faire. C'est là le cœur du problème. Ce n'est certes pas la catastrophe que Tibor Mende voudrait à toute force éviter aux Indes.

Ne connaissant pas les masses indiennes en action, l'auteur ne saurait imaginer qu'elles puissent se défendre. Il pense que le salut des Indes ne peut être assuré que si on trouve des gens capables et honnêtes pouvant mener à bien leur tâche, avec l'aide et l'assistance de l'étranger. Or ce n'est pas une question de personne. Il ne s'agit pas de savoir si Nehru est bon, et Patel mauvais; c'est un sujet sur lequel on pourrait

dire beaucoup. Mais tous deux ont soutenu le *statu quo*, et il n'y a pas de solution dans le cadre du *statu quo*, dans le régime social actuel.

Les Indes ne constituent pas un exemple mais un avertissement pour tous les pays luttant pour leur indépendance nationale. Toute lutte nationale dirigée par les classes possédantes est appelée à produire les mêmes résultats qu'aux Indes. Ceux qui, aux Indes l'avaient compris, étaient par leur nombre incapables d'exercer une influence décisive sur les événements. Le Parti Communiste ne pouvait rien faire car il a été en dehors de la lutte pour l'indépendance; il n'y a jamais participé, et, pendant la guerre, a même essayé de la saboter en collaborant avec les Anglais. Le Parti Socialiste était à l'avant-garde et pouvait, de par sa position dans la lutte, faire échec au Parti du Congrès; mais il rompit trop tard avec celui-ci pour pouvoir faire quelque chose d'effectif. Ses attaches politiques lui coûtèrent le pouvoir.

Il n'y a vraiment aucune raison de partager le pessimisme ou plutôt le cynisme de Tibor Mende en ce qui concerne l'avenir des Indes. Avec la radicalisation croissante des masses et la conjoncture internationale favorable déjà créée par les événements de Chine, et que seuls des gens politiquement ignorants peuvent méconnaître, il y a déjà la matière première pour un réel parti des travailleurs. Un tel parti, ayant des perspectives hardies de changement social intégral, ne peut que suivre les traces de la Chine — éventualité que Tibor Mende semble redouter par-dessus tout.

A. SEN.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

Ceylan

Le Congrès du Lanka Sama Samaja Party

(Section cinghalaise de la IV^e Internationale)

En juin 1950 avait eu lieu l'unification des deux partis qui, à Ceylan, se revendiquaient de la IV^e Internationale. En février 1951 s'est tenu le Congrès de l'organisation unifiée.

La situation politique à Ceylan a fait l'objet principal des travaux du Congrès. Le document relatif à cette question commence par observer que le gouvernement du parti bourgeois U.N.P. qui avait bénéficié en 1948 de « l'indépendance » obtenue par Ceylan dans le Commonwealth britannique a vu sa position auprès des masses se détériorer. « Non seulement les ouvriers et les masses paysannes, mais aussi une fraction des classes moyennes... désirent nettement la fin du gouvernement de l'U.N.P. ». Les raisons en sont que les conditions d'existence se sont aggravées, la vie et les logements sont devenus plus chers, le chômage s'étend, le marché noir sévit. Depuis qu'il a remplacé les autorités de l'impérialisme britannique, le gouvernement de l'U.N.P. a montré par ses lois et sa répression qu'il était le représentant des grands propriétaires et des patrons. En outre la corruption de l'administration gouvernementale s'est développée. Enfin même sur le plan de « l'indépendance » le gouvernement a montré par sa politique extérieure qu'il restait un instrument de l'impérialisme.

« En ce moment, déclare la résolution, l'U.N.P. n'a pas décidé les grandes lignes de sa politique et il est forcé d'exécuter diverses manœuvres temporaires, utilisant toutes les armes à sa disposition pour parer aux poussées des masses. L'indécision du gouvernement se reflète partiellement dans les divergences et querelles qui, publiquement, troublent l'unité du parti dirigeant. La question principale posée par la situation et la politique du gouvernement à l'égard des masses est la suivante : le gouvernement sera-t-il capable de gagner du temps pour se consolider et établir ses plans, ou bien les masses prendront-elles l'initiative, bouleversant les fondements du pouvoir de l'U.N.P. avant que celui-ci ait pu achever de préparer ses plans. »

Il en résulte que « la tâche principale du Parti est la préparation des masses et en particulier de la classe ouvrière pour la destruction du régime de l'U.N.P. et l'instauration d'un gouvernement ouvrier et paysan samasamaja qui seul peut faire face aux problèmes fonamen-

taux posés aux masses cinghalaises par la destruction du capitalisme et la construction du socialisme en coopération avec la classe ouvrière internationale ».

Le parti dénonce les mots d'ordre stalinien de « front national », « front populaire », et leurs variantes qui visent à « remplacer l'U.N.P. proimpérialiste par un autre gouvernement capitaliste « ami » de l'U.R.S.S. et non à briser le pouvoir d'Etat capitaliste »; mais « la conscience politique encore arriérée des grandes masses peut faire d'elles une proie aux illusions semées par les staliniens ».

Le mot d'ordre d'un « Gouvernement ouvrier et paysan samasamaja », destiné à déjouer les manœuvres staliniennes et à dresser les masses contre le gouvernement de l'U.N.P. « n'est pas, déclare la résolution, un gouvernement du L.S.S.P. mais un gouvernement composé non seulement du L.S.S.P. mais aussi de toutes les autres formations qui voudront se joindre à lui pour former un gouvernement anti-capitaliste ouvrier et paysan avec un programme défini ». Le L.S.S.P. n'est nullement opposé au front unique avec le P.C. de Ceylan ou toute autre organisation ouvrière, sur des questions concrètes, mais seulement à une action « commune » avec le P.C. sur son programme de substitution d'un gouvernement capitaliste à un gouvernement capitaliste.

Le L.S.S.P. met en avant le programme suivant et est prêt à s'entendre avec toute organisation ouvrière pour sa réalisation :

1) Réelle indépendance à l'égard de l'impérialisme. Démocratie ouvrière. Rupture de tous les liens constitutionnels avec l'impérialisme. Abrogation de tous les accords inégaux.

Etablissement d'une république indépendante ayant une constitution démocratique qui garantisse complètement les droits politiques des travailleurs et leur permette de participer totalement et librement au gouvernement du pays.

Destruction de tout l'appareil administratif capitaliste.

Formation d'organisations de masse dans tous les domaines pour défendre les intérêts des masses contre leurs ennemis. Armement du peuple.

Défense des droits de toutes les minorités. Développement du gouvernement local. Emploi des langues nationales dans l'administration. Droit de vote à 19 ans.

2) Indépendance par rapport à la politique de puissance des deux blocs.

Politique extérieure indépendante basée sur l'opposition à l'impérialisme sous toutes ses formes.

Pas de capitulation devant la politique de puissance de la bureaucratie du Kremlin.

Défense de l'Union Soviétique et de la Yougoslavie en tant qu'Etats ouvriers contre toute attaque impérialiste. Solidarité avec les prolétaires de tous les pays.

Association fraternelle et soutien des mouvements nationalistes du Sud-Est asiatique et des autres pays capitalistes.

3) Ecrasement du grand capital.

Etablissement immédiat du contrôle ouvrier dans tous les établissements industriels et lieux de travail. Liberté entière aux syndicats.

Nationalisation des grandes industries et des plantations.

Confiscation des avoirs impérialistes à Ceylan y compris ceux des banques.

4) Suppression de la pauvreté rurale.

Remise aux paysans de toutes les terres cultivées par eux.

Garantie aux prix agricoles. Semences et engrais gratuits aux paysans.

Soutien des coopératives agricoles.

Nouvelles entreprises agricoles sous un contrôle de masse. Fin du chômage rural partiel et total par développement de l'industrie.

5) Impôts sur les riches et non sur les pauvres.

Impôts progressifs sur les revenus dépassant 500 roupies par mois s'élevant à 100 % pour tout revenu dépassant 2.000 roupies par mois.

Abolition de tous les impôts sur les aliments et produits nécessaires à la population.

6) Elévation du niveau de vie des travailleurs.

Plein emploi et semaine de 40 heures. Echelle mobile des salaires avec un minimum garanti et augmentation de 100 % en raison de l'augmentation de l'indice des prix depuis 1939.

Contrôle rigoureux des prix de tous les produits de première nécessité, y compris les aliments, les vêtements, les loyers, etc., par les organisations de masse. Un programme national de logement.

Assurances nationales couvrant la vieillesse, la maladie, le chômage.

Instruction réellement libre. Services médicaux et sanitaires adéquats.

7) Un plan de développement national.

Développement général de l'économie nationale sur la base d'un plan socialiste.

Le L.S.S.P. développera particulièrement ce programme à l'occasion des prochaines élections. Il luttera au cours de celles-ci pour obtenir une majorité parlementaire, en soulignant toutefois qu'une majorité parlementaire ne pourra donner véritablement un gouvernement ouvrier et paysan que si les masses, par leur propre action, assurent la réalisation de toute législation.

Argentine

Une grande victoire des cheminots argentins

La grève des cheminots argentins a été pour la classe ouvrière du pays un des événements les plus importants des derniers mois. Elle constitue en outre la synthèse de l'expérience faite par le prolétariat argentin dans ses mouvements et ses victoires des dernières années.

Au début de novembre 1950, la catégorie la plus défavorisée des travailleurs du rail se mit en grève pour obtenir notamment une échelle mobile de salaire allant de 550 à 700 pesos argentins. Ces cheminots avaient pendant deux ans attendu vainement que leur direction syndicale oblige l'Etat, propriétaire des chemins de fer, à leur accorder une augmentation de salaire. Poussés par le mécontentement, ils déclenchèrent la grève afin d'arracher leur revendication par leur action de classe. D'autres cheminots grossirent les rangs des grévistes, et ce fut par la suite la grève de tout le personnel.

Le mouvement commencé dans l'entreprise des chemins de fer General Roca,

entraîna tous les cheminots du pays, sauf ceux des petites entreprises de moindre importance.

L'arrêt fut donc total. La population se heurta à de nombreuses difficultés pour se déplacer, notamment des milliers d'ouvriers et d'employés n'ayant d'autre moyen de circulation que le chemin de fer. Pour prendre les bus, il fallait faire la queue pendant des heures. Mais la population en général, loin d'incriminer les grévistes, approuvait leur mouvement. Les commentaires quotidiens étaient dominés par la situation créée par la grève, et on disait partout : « Ils ont raison; aucune famille ouvrière ne peut vivre avec 300 pesos par mois. »

L'Union Ferroviaria (syndicat groupant tous les cheminots, exception faite des chauffeurs qui sont organisés dans la Fraternidad Ferroviaria) voulut briser le mouvement gréviste qu'elle condamna et approuva les mesures prises par le ministre des transports : il était question d'une grève « illégale », de l'arres-

tation des grévistes qui seraient forcés de reprendre le travail avant toute discussion de leurs revendications.

Mais les grévistes ne reculèrent pas. Ils firent la sourde oreille à un discours dans lequel le ministre, après les avoir accusés d'être des agents communistes et de « l'oligarchie » (fraction pro-impérialiste de la bourgeoisie), leur ordonna en tant que ministre de reprendre le travail à minuit sous peine d'être congédiés. Personne ne rentra au travail. Aux appels de cesser la grève « pour le bonheur de la patrie », etc., les cheminots répondirent par un élargissement du mouvement qui s'étendit alors aux ateliers de tout le réseau.

L'esprit combatif des cheminots a été extraordinaire. Le mouvement a eu pour la classe ouvrière argentine une importance capitale pour les raisons suivantes:

1. — En face d'une direction traîtresse et discréditée, les grévistes se sont, au cours de leur mouvement, donné leur propre direction. Celle-ci a regroupé les représentants ou les délégués de comités de grève détachés de la bureaucratie. Elle était composée d'ouvriers péronistes et d'autres tendances et se constitua en Comisión Consultativa de Emergencia. Elle dirigea la grève, convoqua des assemblées, diffusa des communiqués pour informer les cheminots et la population du développement du conflit; enfin elle fut reçue par le ministre des transports et Peron qui voulaient arriver à un règlement. Bien que la Comisión de Emergencia ait parfois été encline à la conciliation, reflétant ainsi les illusions du prolétariat envers « l'ouvriérisme » de Peron, elle a été l'expression jusqu'à présent la plus avancée de la direction de la classe dont les ouvriers ont besoin. Le gouvernement lui-même s'est vu contraint d'engager des pourparlers avec cette commission qui n'avait aux dires des gouvernants aucune autorité.

Quant à la commission dirigeante en titre, elle n'a pas compté pour les ouvriers, si ce n'est qu'elle a joué ouvertement un rôle traître en aidant la police dans la fermeture des syndicats des cheminots, ce qui obligea les grévistes à tenir leurs assemblées dans la rue, assemblées que ces dirigeants traites essayèrent même d'empêcher par l'intermédiaire des flics. Cependant, cette commission dirigeante fut bien obligée de reculer devant la fermeté des cheminots.

2. — Le trait le plus saillant de la grève a été l'indépendance du mouvement vis-à-vis du gouvernement et de la bourgeoisie. Pour la première fois en Argentine, une grève d'envergure a défilé non seulement l'impérialisme et ses agents mais aussi la bourgeoisie argentine elle-même. Quant à la politique « ouvriériste » du gouvernement Peron, elle s'est montrée en l'occurrence dans toute sa nudité; loin d'accorder aux cheminots ce qu'ils demandaient, le gouvernement s'est engagé dès le début dans la répression du mouvement. Ceci cons-

titue pour les cheminots et l'ensemble de la classe ouvrière argentine une expérience fondamentale.

3. — Une situation contradictoire est donc apparue. En effet, on a vu les ouvriers bravant le gouvernement Peron, cependant que le prolétariat argentin, sauf ses éléments les plus avancés, soutient encore Peron. La contradiction n'est que formelle. Si les ouvriers ont jusqu'ici soutenu Peron, c'est parce que celui-ci, profitant de l'absence d'un parti révolutionnaire, sut canaliser en sa faveur les mobilisations des masses en accordant aux travailleurs des gains substantiels et non parce que Peron se serait montré habile ou démagogue. Mais au fur et à mesure que le secteur nationaliste représenté par Peron se voit dans l'impossibilité de faire de nouvelles concessions aux ouvriers, ceux-ci s'orientent vers des actions de classe indépendantes. Ce n'est que l'absence d'un parti prolétarien qui fait qu'un tel processus soit lent et s'opère par bonds. Un de ces bonds et non le moindre a été la grève des cheminots.

Nous ne pouvons entrer dans le détail du mouvement. Bornons-nous à dire que les cheminots ne reprirent le travail que lorsque l'Etat s'engagea à leur accorder entière satisfaction. Mais quand ils constatèrent que le gouvernement ne respectait pas ses propres promesses, ils débrayèrent à nouveau aussi résolument qu'ils l'avaient fait le premier jour.

Cette deuxième phase de la lutte dura trois jours. Elle se termina par la victoire complète des grévistes, l'Etat ayant cédé à leurs revendications. On a même vu les cheminots de Junin (province de Buenos Ayres) ne reprendre le travail qu'après la libération de deux camarades arrêtés par la police. La grève finie, la Comisión de Emergencia voulut s'emparer du syndicat des cheminots. Une manifestation composée de milliers de travailleurs du rail se mit en marche vers le siège central de l'Union Ferroviaria pour en prendre possession, mais la manifestation fut brutalement dispersée par la flicaille. Le lendemain, la C.G.T. mit la main sur le syndicat, les agents du gouvernement qui sont à la direction de la C.G.T. empêchèrent ainsi les cheminots de se donner librement leur direction. Maintenant que leur syndicat est sous la mainmise de la C.G.T., ils luttent à l'intérieur pour y imposer leur direction. La Comisión de Emergencia continué à fonctionner pratiquement et elle s'est acquise la confiance des travailleurs.

Le groupe Cuarta Internacional a, pendant la grève, publié deux manifestes au prolétariat argentin pour aider à la généralisation de l'expérience des cheminots. La faiblesse numérique du G.C.I. n'a pas permis une large diffusion de ces manifestes, mais ils ont été connus des ouvriers de plusieurs industries. Aucune autre organisation ouvrière ne s'est fait l'écho de ce mouvement gréviste.

(Transmis par le Groupe argentin G.C.I.)

France

La Conférence de « l'Unité »

En juillet 1950, un petit groupe de militants syndicaux lançait un journal — « l'Unité » — dans lequel ceux-ci défendirent la nécessité de l'unité du mouvement syndical dans le cadre de la démocratie ouvrière, comme un moyen essentiel de combat et de victoire de la classe ouvrière.

Les initiateurs de ce journal convoquèrent à Paris une conférence le 25 février dernier. A celle-ci assistèrent plus de 300 travailleurs dont un certain nombre était des délégués de groupes et même d'organismes syndicaux. Il y avait des travailleurs de toutes les industries : métaux, mineurs, cheminots, produits chimiques, employés, métro, postiers, fonctionnaires, instituteurs... De nombreuses régions de province étaient représentées : Nord, Est, Lyon, Saint-Etienne, Caen, Hérault, Marne, Loire-Inférieure, Finistère... Il y avait des membres de la C.G.T., de la C.G.T.-F.O., (réformiste) de la C.F.T.C. (chrétiens), de la C.N.T. (anarchiste), des syndicats autonomes, des exclus, des inorganisés. Du point de vue des tendances précisées, si certains délégués avaient des couleurs politiques, la plupart n'avait aucune affiliation définie.

La discussion se poursuivit toute une journée sur la question de l'unité d'action. Pour la première fois en France depuis des années, on assista à une véritable confrontation libre, démocratique, d'opinions diverses, même très opposées. On vit défilé à la même tribune des orateurs hostiles à l'unité d'action avec les orga-

nisations contrôlées par les stalinien et des orateurs influencés par la politique stalinienne. La tenue d'une telle conférence hors des cadres dans lesquels les vieilles directions tiennent les travailleurs (dont la majorité est actuellement non syndiquée, en raison des expériences depuis la « Libération ») est en soi un succès. La conférence a pris des dispositions pour que le mouvement lancé l'an dernier soit poursuivi avec plus de vigueur.

Mais la conférence de « l'Unité » est aussi — sous une forme tout à fait particulière parmi les militants syndicaux — l'expression de la recherche encore très incertaine et très confuse de larges couches ouvrières vers une politique dégagée du contrôle des vieilles directions. De multiples interventions ont montré comment, à la base — dans tel atelier, dans tel dépôt de chemin de fer, dans telle entreprise, dans telle ou telle lutte... — les travailleurs veulent agir unis et comment ils cherchent à réaliser une unité d'action qui ne soit pas à la merci des manœuvres des appareils syndicaux.

La conférence de « l'Unité » a confirmé que, si la grande majorité de la classe ouvrière de France est encore sous le contrôle des stalinien, il existe désormais une minorité non négligeable qui est hostile aux vieilles directions et cherche à donner à toute la classe ouvrière le moyen d'agir et de lutter exclusivement pour ses intérêts et non au profit de Wall Street ou du Kremlin.

Grande-Bretagne

La lutte dans le Labour Party contre le réarmement et la guerre

Le mécontentement des masses britanniques contre le programme de réarmement du gouvernement travailliste et l'aggravation en résultant des conditions d'austérité, la montée des prix et la rareté en produits de consommation croît constamment. Au cours du dernier mois, la révolte contre la politique de Transport House (siège de la direction travailliste), a commencé à prendre une forme organisée et de vastes proportions à la base du Labour Party et des syndicats.

Le Socialist Fellowship, qui est l'organisation la plus conséquente de l'aile gauche dans le Labour Party, a pris la direction de ce mouvement anti-guerre. Sous ses auspices, s'est tenue à Londres le 25 février une conférence très représentative de délégués de groupes du

Labour Party, d'organisations syndicales et coopératives et de la Jeunesse du Labour Party. Elle se prononça pour un clair programme de lutte contre la guerre et lança un appel pour la tenue d'une autre conférence dont l'objet serait de lancer un mouvement pour imposer aux dirigeants travaillistes la convocation d'un Congrès national extraordinaire du Labour Party, où la politique extérieure du gouvernement serait soumise à la discussion et aux votes de la base du parti.

Sous le slogan « Pas de guerre, pas de coalition », la seconde conférence s'est tenue le 18 mars à Holborn Hall, Londres. 111 délégués y représentaient 71 organisations. Les délégués provenaient de 10 organisations de districts du Labour Party, 18 de groupes locaux, 10 de groupes de jeunes, 4 de conseils syndicaux

locaux, 20 de sections syndicales, 1 d'une région de fédération syndicale, 7 de groupes du Socialist Fellowship. L'assemblée décida de lancer une campagne pour demander la tenue d'un congrès extraordinaire du Labour Party et élut un comité représentatif pour diriger le travail.

A cette conférence, une partie importante de la discussion fut consacrée à l'attitude prise par le groupe « Victory for Socialism » dirigé par des parlementaires comme Fenner Brockway et Silverman qui ont soutenu d'une manière critique la politique extérieure du gouvernement et qui cherchent maintenant à tirer profit du sentiment anti-guerre qui existe dans le L.P. Ce groupe s'est opposé à la revendication d'un congrès extraordinaire sous prétexte qu'un tel congrès serait dominé par le vote massif des syndicats en faveur de la direction. Ce groupe a décidé en conséquence de convoquer lui-même une conférence nationale composée seulement des sections du L.P. et d'où seraient en fait exclus les syndicats. Le sentiment très net de la conférence du 18 mars était qu'un tel plan serait à la fois dangereux et vain.

D'une part, il fournit à Transport House l'occasion de dénoncer la conférence convoquée par le groupe « Victory for Socialism » comme une tentative de division du Labour Party et, en conséquence, de prendre des mesures qui pourraient sérieusement nuire à un mouvement de gauche contre la guerre. En fait, le comité exécutif du L.P. a déjà adressé une mise en garde aux parlementaires qui se sont associés à cette tentative.

D'autre part, une conférence des seules sections du L.P. serait tout à fait incapable de battre la bureaucratie fortement organisée du parti et des syndicats, et de l'obliger à changer de politique extérieure. L'opposition de la majorité des sections du Labour Party à la politique extérieure est fort connue et s'est manifestée au dernier congrès. Mais sans un soutien substantiel des syndicats, ces sections restent une minorité incapable de faire passer leur programme dans le parti.

La nouvelle opposition anti-guerre dans le pays diffère de celles du passé par le fait qu'aujourd'hui la politique extérieure

se trouve étroitement liée à la politique intérieure. Le mécontentement des travailleurs au sujet de la détérioration des conditions de vie occasionnée par le programme de réarmement, transporte la lutte contre la politique extérieure directement au sein des syndicats et permet de mobiliser ceux-ci contre la politique de Transport House. Un signe très net d'une telle possibilité est donné par le fait que le syndicat des métaux, fort de 800.000 membres, s'est prononcé pour un congrès extraordinaire du parti.

La conférence du 19 mars a décidé de faire tout le possible pour éviter une division du mouvement contre la guerre et d'appeler le groupe « Victory for Socialism » à joindre ses forces à la campagne pour un congrès extraordinaire qui seul peut obtenir un changement de politique. La campagne elle-même est engagée; des appels ont été adressés à toutes les organisations adhérentes au Labour Party.

Ces développements nouveaux dans le L.P. ont surpris les stalinien qui sont sans politique. Quelques semaines auparavant, Harry Pollitt, le chef du P.C. britannique, avait proposé un congrès extraordinaire du Labour Party, dans lequel la majorité qui soutient la direction serait surmontée en remplaçant le système de vote massif actuel par un système dans lequel chaque délégué n'aurait qu'une voix. Le *Daily Worker* fit campagne pour cette revendication comme « la revendication de l'heure » jusqu'à la tenue de la conférence du Socialist Fellowship. Alors il la cessa brusquement, évidemment parce que les stalinien n'ont pas d'influence dans le Socialist Fellowship qu'ils considèrent comme « teinté de trotskysme ». Ils ignorent s'ils doivent ou non soutenir le mouvement croissant de l'aile gauche.

Dans cette situation, *Socialist Outlook*, le mensuel politiquement proche du Socialist Fellowship, mène campagne pour obtenir 5.000 nouveaux abonnés afin de passer à une parution hebdomadaire et renforcer ainsi la lutte contre le programme de réarmement. Le Socialist Fellowship a également publié une brochure intitulée « Une politique extérieure socialiste — l'alternative à la guerre et au réarmement ». Une autre brochure, « Des logements pour le peuple », va bientôt sortir.

Allemagne

Le Congrès de fondation du Parti Ouvrier Indépendant

Les 24 et 25 mars, dans la vieille ville de Worms, s'est tenu le Congrès de Fondation de l'U.A.P., Parti Ouvrier Indépendant d'Allemagne. Ce Congrès représente un point tournant dans la situation de la classe ouvrière allemande, dont les conséquences ne manqueront

point de se faire sentir dans le mouvement ouvrier de toute l'Europe.

La défaite qu'Hitler infligea au prolétariat allemand en 1933, à la suite de la politique criminelle des dirigeants réformistes et stalinien, modifia la conjoncture de toute la classe ouvrière interna-

tionale. L'Allemagne qui, par sa puissance industrielle, les capacités techniques et organisationnelles de son prolétariat, la puissance et la tradition marxiste de son mouvement ouvrier, avait été pendant une longue période un des centres de la révolution prolétarienne, devint brusquement la forteresse principale de la contre-révolution. Une période de défaites successives s'ouvrit pour la classe ouvrière internationale, entraînant la deuxième guerre mondiale. Au cours de cette guerre, les conditions matérielles d'un relèvement du prolétariat allemand furent détruites par la sauvagerie des opérations militaires qui entraînèrent une décomposition complète de la vie industrielle organisée. Ainsi, aux blessures profondes infligées à la classe ouvrière allemande par les défaites passées et la dictature nazie, s'ajoutèrent coup sur coup les blessures de la guerre, de la défaite, de l'occupation, de la division du pays et de l'incroyable dégradation subie par toute la population laborieuse pendant les années de famine 1945. Il n'est donc pas étonnant que le mouvement ouvrier ne connut aucune reprise véritable dans ces conditions, et que la première vague révolutionnaire déferlant sur l'Europe entre 1943 et 1947 fut affaiblie considérablement par la passivité de la classe ouvrière allemande.

Le réveil de la classe ouvrière allemande, par suite d'un fonctionnement normal de l'industrie et de l'apparition sur la scène politique d'une nouvelle génération de prolétaires n'ayant pas connu la défaite de 1933, bouleverse de fond en comble la situation sociale sur le vieux continent. Le centre de gravité de la lutte ouvrière se déplace à nouveau vers le pays qui compte le plus grand nombre d'ouvriers industriels. Nous ne sommes qu'au début de cette évolution. Mais il est logique que la constitution d'un parti de classe du prolétariat se soit produite parallèlement au réveil de la classe dans son ensemble. Les partis ouvriers traditionnels ont largement perdu leur crédit dans les masses allemandes. Les militants chevronnés ne leur pardonnent pas leur responsabilité dans la défaite de 1933; les jeunes ne se sentent pas attirés vers ces appareils au service des puissances d'occupation. Longtemps, la classe ouvrière resta amorphe et passive et n'intervint point dans la vie des organisations, abandonnées aux seuls fonctionnaires. Dès qu'elle se réactiva, elle exigea un nouveau parti, conforme à ses aspirations et à ses intérêts propres. Si l'U.A.P. est resté, jusqu'à ce jour, une organisation encore fort modeste, c'est que l'activité de la classe ouvrière allemande n'a fait que les premiers pas sur la voie de la lutte ouverte.

Le Congrès de fondation de l'U.A.P. a reflété tous les facteurs contradictoires qui déterminent la situation actuelle du prolétariat. Parmi les 142 délégués mandatés par 75 sections se trouvaient une soixantaine de jeunes militants n'ayant que de vagues souvenirs de la période préhitlérienne. Leurs niveau politique était en général fort bas; d'autant plus

remarquable était leur esprit, leur combativité et leur enthousiasme. Une cinquantaine de délégués par contre avaient plus de 45 ans; nombreux étaient ceux de cette génération qui ont participé aux luttes héroïques du prolétariat allemand après la première guerre mondiale. Ils possèdent l'expérience et la formation théorique qui manquent aux jeunes, mais ils n'ont pas encore, en attendant de nouveaux combats victorieux, regagné pleine confiance dans le destin de leur classe. Entre ces « jeunes » et ces « vieux » s'intercalent de rares délégués de la « génération perdue », celle dont la jeunesse se place sous la domination nazie et qui a senti plus que les autres tout le poids de la défaite.

Le réveil de la lutte ouvrière en Allemagne est la cause générale de la constitution de l'U.A.P.; mais sa cause immédiate réside dans l'accentuation de la crise du stalinisme qui s'est produite dans ce pays depuis 1949. Une centaine de délégués mandatés, ainsi que de nombreux délégués fraternels et invités, étaient des militants récemment exclus du P.C. allemand. Certains d'entre eux y avaient occupé des postes élevés; tels Georges Fischer, président de l'U.A.P., qui fut membre du secrétariat du P.C. en Bavière; Latzke, qui fut membre du Reichstag pour le P.C.; Joseph Schappe, qui fut rédacteur en chef-adjoint de l'organe central du P.C. D'où les possibilités de développement réel que possède le nouveau parti dans les milieux ouvriers communistes. D'où la fureur des bureaucrates stalinien qui n'ont négligé aucun moyen pour empêcher ou entraver l'organisation de ce Congrès. Après avoir couvert les murs de Worms d'inscriptions calomniatrices, ils menacèrent les congressistes d'une « mobilisation générale » de la jeunesse stalinienne de toute la région — plan qui ne fut pas exécuté, et pour cause! Ils se rabattirent finalement sur un assaut d'une vingtaine d'hommes de main, qui furent rapidement jetés hors de la salle par les congressistes, et sur l'utilisation d'un provocateur parmi les délégués au Congrès, dont les congressistes se débarrassèrent non moins rapidement. Dès la fin de ces incidents, le Congrès put siéger en paix et discuter toutes les questions dans un parfait ordre, malgré de fréquents débats passionnés.

Les opinions politiques qui se sont affrontées dans les discussions du Congrès sont encore fort disparates. L'U.A.P. apparaît, au moment de sa fondation, comme un vaste creuset dans lequel se mélangent pas mal de vieilles déceptions et d'illusions nouvelles. A côté de multiples délégués exprimant un point de vue de classe, conforme aux principes du marxisme révolutionnaire, d'autres se firent partisans d'idées révisionnistes et confuses. Sur le caractère et l'activité du nouveau parti, sur l'estimation de l'U.R.S.S. et du stalinisme, sur les perspectives et la signification historique des révolutions coloniales et de la révolution chinoise en premier lieu, d'importantes divergences existent parmi les militants

de base et les dirigeants de l'U.A.P. Ce phénomène n'est que le reflet normal du stade initial de reprise de conscience de classe dans lequel se trouve le prolétariat allemand. Pendant toute une période, la tâche essentielle des militants révolutionnaires de l'U.A.P., au premier rang desquels il faut mentionner les trotskystes allemands qui en font partie, sera de communiquer et de faire assimiler à tous les membres de l'U.A.P. au moyen de leur propre expérience l'expérience internationale du mouvement ouvrier, qui permet aujourd'hui de formuler la position de classe sur les questions litigieuses avec un maximum de précision. Cette tâche, l'avant-garde révolutionnaire dans l'U.A.P. saura la mener à bien.

En raison de l'hétérogénéité du congrès et de l'U.A.P., les décisions politiques et organisationnelles ont été prises sous le signe du compromis. Le Congrès n'a pas adopté de programme, mais a chargé la direction nouvelle d'en élaborer un projet. Il s'est borné à l'adoption de Thèses et principes d'orientation présentées au Congrès au nom de la commission de programme par Wolfgang Leonhard et produites à la suite de longues et laborieuses discussions souvent orageuses au sein de cette commission. Malgré leurs insuffisances évidentes, notamment en ce qui concerne la caractérisation de l'U.R.S.S. et du stalinisme et la définition des tâches dans la lutte contre la guerre, ces Thèses peuvent permettre une première clarification politique. Leur position sur les questions allemandes est en général correcte. Ceci apparut du rapport sur la situation politique allemande faite par Joseph Schappe, rédacteur en chef de l'organe hebdomadaire du parti *Freie Tribüne*, ainsi que de la discussion qui s'engagea à cette occasion.

Le Congrès a élu une direction de 29 membres, où sont représentées toutes les opinions politiques qui apparurent au Congrès. Cette direction a élu à son tour un secrétariat de 9 membres, qui désigna en son sein comme président et secrétaire politique du parti, le camarade Georges Fischer; comme secrétaire général, le camarade Wolfgang Geese; comme secrétaire d'organisation, le camarade Georges Jungclas; comme rédacteur en chef du journal, le camarade Joseph Schappe; comme responsable à l'éducation, le camarade Wolfgang Leonhard.

Les tâches immédiates du nouveau parti se dégagent clairement du Congrès.

Ce sont : la clarification politique, la consolidation organisationnelle et la prolétarianisation du jeune parti. La classe ouvrière allemande ne peut être traitée en mineure. Son immense expérience la rend fort méfiante envers toute organisation dont le caractère politique n'apparaît pas nettement dans toute son activité. Malgré toute la bonne volonté dont ont fait preuve jusqu'à maintenant les dirigeants de l'U.A.P., ils n'ont pas encore réussi à se présenter devant l'opinion publique avec une physionomie politique absolument nette et précise. L'immense écho obtenu par ce Congrès de fondation (17 journalistes présents en permanence, de multiples commentaires de la presse étrangère, de nombreux reportages de la radio et même des actualités cinématographiques) rend la clarification politique d'autant plus nécessaire, sinon l'U.A.P. risque de gagner seulement des éléments arriérés et même douteux et non pas la véritable avant-garde ouvrière des usines et des mines. La consolidation organisationnelle s'impose, là où le Congrès a montré que le nombre de militants effectivement recruté est encore très inférieur au nombre de militants touchés, intéressés et attirés par l'U.A.P. Le nombre relativement peu élevé de travailleurs effectifs au Congrès et les assises encore faibles de l'U.A.P. dans les usines, font de la prolétarianisation une tâche urgente, sans laquelle le nouveau parti ne pourra pas jouer le rôle qui lui incombe. Mais une politique de classe tranchée et l'introduction de méthodes d'organisation correspondant au sérieux traditionnel du mouvement ouvrier allemand apparaissent comme les conditions évidentes pour mener à bien cette prolétarianisation de l'U.A.P.

Les nombreux télégrammes d'organisations étrangères, parmi lesquelles de multiples organisations trotskystes, adressés au Congrès, montrent que l'U.A.P. a déjà commencé à renouer avec la tradition internationaliste de la gauche allemande. L'aide et la critique fraternelle du mouvement ouvrier international lui sont indispensables pour progresser sur la voie juste. D'autant plus nécessaire est-il de saluer d'abord le jeune parti de classe du prolétariat allemand de la façon la plus chaleureuse et d'exprimer l'espoir qu'il rallumera, au cœur de l'Europe, la flamme de Spartakus et de la révolution socialiste.

M. BLANCHARD.

A NOS AMIS ET LECTEURS

Les frais de papier et d'impression ne cessant de s'élever, nous avons dû, une fois encore, étaler notre parution sur 3 mois.

Nous sommes également obligés de maintenir le prix à 100 francs.

Notre parution régulière dépend toujours de l'appui que nous recevons de nos lecteurs et amis.

Il nous faut des abonnés.

Il faut nous aider à trouver de nouveaux lecteurs.

Faites-nous parvenir des adresses de lecteurs et abonnés possibles à qui nous ferons un service gratuit.

Abonnements :

Les six numéros : 450 francs français; 20 francs suisses;
100 francs belges.

Correspondance :

M^{me} Weill, Boîte postale 124, Paris 15.

Notre Compte Postal : M^{me} Weill, Boîte postale 124,
C.C.P. 5672-07, Paris.